



**RAPPORT
DE LA
COMMISSION DES NATIONS UNIES
POUR
L'UNIFICATION ET LE RELEVEMENT
DE LA COREE**

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-SEPTIEME SESSION

SUPPLEMENT No 13 (A/5213)

NATIONS UNIES

RAPPORT
DE LA
COMMISSION DES NATIONS UNIES
POUR
L'UNIFICATION ET LE RELEVEMENT
DE LA COREE

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-SEPTIEME SESSION

SUPPLEMENT No 13 (A/5213)



NATIONS UNIES

New York, 1962

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
INTRODUCTION.....		1
CHAPITRE PREMIER. — LA COMMISSION ET SON COMITÉ; MANDAT, ORGANISATION ET ACTIVITÉS		
A. — Rôle et organisation.....	1-7	1
B. — Examen de la question de Corée par l'Assemblée générale à sa seizième session	8-13	1
CHAPITRE II. — LA QUESTION DE CORÉE ET LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE		
A. — Question de l'unification	14-24	2
B. — Question de l'admission de la République de Corée à l'Organisation des Nations Unies.....	25	3
C. — Relations diplomatiques de la République de Corée.....	26-32	3
CHAPITRE III. — LE RÉGIME REPRÉSENTATIF DANS LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE		
A. — Introduction	33-36	4
B. — Faits politiques	37-49	5
Loi sur l'assainissement des activités politiques.....	37-44	5
Complots qui auraient été dirigés contre le gouvernement.....	45-49	5
C. — Politique et activités du gouvernement militaire.....	50-83	6
Politique	50-61	6
La "démocratie administrative".....	62-64	7
Le Mouvement de relèvement national.....	65-67	7
Lois importantes	68-70	7
Activités	71-83	8
La presse	71-72	8
Arrestations et détentions.....	73-83	8
D. — Modifications apportées à l'organisation du gouvernement.....	84-100	9
Présidence	87-90	9
Conseil suprême du relèvement national.....	91-94	9
Cabinet	95-100	9
CHAPITRE IV. — L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DANS LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE		
A. — Généralités	101-131	10
Réforme des institutions économiques.....	104-131	10
Agriculture	107-111	10
L'action du Mouvement de reconstruction nationale.....	112-113	11
Réformes fiscales et financières	114-128	11
Commerce et règlements extérieurs.....	129-131	12
B. — Evolution économique et financière au cours de la période considérée	132-215	12
Le produit national brut.....	132-135	12
Agriculture et pêche.....	136-140	13
Industrie	141-149	13

Finances publiques	150-154	14
Monnaie, banques et prix	155-175	14
Introduction	155-157	14
Masse monétaire	158-162	14
Banques	163-166	15
Prix	167-171	15
Boom boursier	172-175	16
Commerce extérieur et paiements	176-184	16
Aide étrangère et capitaux privés	185-205	17
Introduction	185	17
Projets du Fonds spécial	186-187	17
Aide étrangère	188-196	17
Capitaux étrangers privés	197-205	18
Premier plan quinquennal de développement économique	206-215	18

ANNEXES

I. — Liste des délégations à la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée et composition du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	20
A. — Délégations à la Commission :	
1. Liste des délégations	20
2. Liste des présidents successifs :	
i) Commission	20
ii) Comité de la Commission	20
B. — Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	20
C. — Organisation	21
II. — Gouvernement de la République de Corée :	
A. — Pouvoir exécutif	21
B. — Pouvoir judiciaire	21
C. — Conseil suprême du relèvement national	21
III. — Relations internationales de la République de Corée	22
A. — Représentation diplomatique	22
B. — Consulats généraux de la République de Corée	22
C. — Missions de la République de Corée	23
D. — Liste des organisations internationales auxquelles a adhéré la République de Corée : institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies et autres organisations	23
E. — Adhésion de la République de Corée à des organisations internationales et à des traités internationaux pendant la période considérée dans le présent rapport	23
F. — Principales conférences internationales auxquelles a assisté la République de Corée	23
IV. — A. — Loi concernant l'assainissement des activités politiques	25
B. — Texte intégral des critères d'épuration établis par le Comité d'épuration des activités politiques du Conseil suprême du relèvement national	27
V. — A. — Déclaration, sur la politique en matière de presse, publiée par le Conseil suprême du relèvement national, le 28 juin 1962	27
B. — Normes d'application de la déclaration sur la politique en matière de presse, publiées le 31 juillet 1962 par le Ministère de l'information	29

VI. — Données économiques

1. — Budget	30
2. — Grandes catégories de recettes et de dépenses	30
3. — Premier budget additionnel pour l'exercice financier 1962, approuvé par le CSRN le 30 avril 1962.....	30
4. — Deuxième budget additionnel pour l'exercice financier 1962.....	31
5. — Recettes et paiements en devises	31
6. — Dépenses imputées au produit national brut	31
7. — Formation de capital.....	32
8. — Plan d'investissement	32
9. — Répartition de la consommation et de l'investissement prévue par le plan quinquennal	32
10. — Epargne extérieure et épargne intérieure prévues par le plan quinquennal.	32
11. — Plan de financement des dépenses publiques en capital.....	33
12. — Financement de l'investissement	33
13. — Disponibilités totales en devises	33
14. — Disponibilités en devises.....	34
15. — Produit national brut par branche d'activité	34
16. — Indice de la production industrielle (1958).....	35
17. — Indice de la production industrielle (1960).....	35
18. — Production agricole	35
19. — Indice des prix de gros.....	36
20. — Disponibilités monétaires	36

RAPPORT DE LA COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR L'UNIFICATION ET LE RELEVEMENT DE LA COREE (A/5213)

INTRODUCTION

Le présent rapport concerne la période qui va du 4 décembre 1961, date de la signature du rapport complémentaire de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée à l'Assemblée générale (seizième session), au 1er septembre 1962¹.

L'Assemblée générale a créé la Commission par sa résolution 376 (V) du 7 octobre 1950, et elle en a précisé les fonctions d'ordre économique par sa résolution 410 A (V) du 1er décembre 1950.

Il convient de lire le présent rapport en le rapprochant de ceux que la Commission a adressés à l'Assemblée générale, de la sixième à la seizième session, et qui portent sur la période du 7 octobre 1950 au 4 décembre 1961².

Le présent rapport a été signé le 1er septembre 1962.

¹ Il convient cependant de noter que le rapport complémentaire ne portait que sur une partie des questions dont traite le rapport annuel et qu'à de nombreux égards le présent rapport concerne la période du 11 septembre 1961 au 1er septembre 1962.

² Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément No 12 (A/1881); *ibid.*, septième session, Supplément No 14 (A/2187); *ibid.*, huitième session, Supplément No 13 (A/2441); *ibid.*, neuvième session, Supplément No 15 (A/2711); *ibid.*, dixième session, Supplément No 13 (A/2947); *ibid.*, onzième session, Supplément No 13 (A/3172); *ibid.*, douzième session, Supplément No 13 (A/3672); *ibid.*, treizième session, Supplément No 13 (A/3865); *ibid.*, quatorzième session, Supplément No 13 (A/4187); *ibid.*, quinzième session, Supplément No 13 (A/4466 et Add.1); *ibid.*, seizième session, Supplément No 13 (A/4900 et Add.1).

Chapitre premier

LA COMMISSION ET SON COMITE: MANDAT, ORGANISATION ET ACTIVITES

A. — Rôle et organisation³

1. La Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée (CNUURC) a été créée le 7 octobre 1950 comme représentant principal de l'Organisation des Nations Unies en Corée⁴.

2. Conformément à sa décision du 19 août 1960, la Commission a continué à se réunir en séance plénière. Pendant la période considérée, elle a tenu 17 réunions à Séoul et huit au Japon, en quatre sessions⁵.

3. Entre les sessions, le Comité créé le 1er janvier 1956 a agi au nom de la Commission en Corée pour l'aider à atteindre les objectifs fixés par l'Assemblée générale; ce comité a tenu 71 séances à Séoul.

4. A sa 437ème séance, le 10 septembre 1961, la Commission a demandé à l'ambassadeur Juan M. Arreglado, représentant des Philippines, d'assister à la seizième session de l'Assemblée générale, pour le cas où celle-ci voudrait le consulter pendant l'examen de la question de Corée.

5. Depuis le 11 septembre 1961 la Commission, de même que le Comité agissant au nom de la Commission

ont poursuivi leurs efforts en vue d'atteindre les objectifs de l'ONU en Corée et ont continué à rechercher une solution rapide et satisfaisante de la question de Corée, encore que leur rôle se soit trouvé limité par le refus persistant des autorités nord-coréennes d'accepter les principes et les résolutions de l'Organisation relatifs à l'unification de la Corée.

6. La Commission a continué, en vertu de son mandat tel qu'il est énoncé dans les résolutions de l'Assemblée générale, à se tenir prête à formuler des observations et des avis sur le développement d'un gouvernement représentatif en Corée. Pendant la période considérée, elle a suivi de près la situation dans la République de Corée et ses membres ont effectué plusieurs voyages pour étudier les conditions dans le pays.

7. Chaque fois que l'occasion leur en était offerte, les membres de la Commission se sont entretenus, individuellement et collectivement, avec les dirigeants et les membres du gouvernement, qui se sont montrés prêts à coopérer avec la Commission et ont réaffirmé que le Gouvernement de la République de Corée était toujours résolu à rétablir un gouvernement représentatif au cours de l'été de 1963.

B. — Examen de la question de Corée par l'Assemblée générale à sa seizième session

8. A la seizième session de l'Assemblée générale, la question de Corée a été renvoyée, comme précédemment, à la Première Commission.

9. Le représentant de la CNUURC, l'ambassadeur Juan M. Arreglado (Philippines) a pris place à la table de la Première Commission, sur l'invitation de son

³ On trouvera à l'annexe I la composition des délégations et du secrétariat.

⁴ Résolution 376 (V) du 7 octobre 1950, par. 2, a, ii. Voir aussi le septième alinéa du préambule de la résolution 410 A (V) du 1er décembre 1950.

⁵ Sur le plan de l'organisation interne, la Commission a décidé à sa 372ème séance, le 7 septembre 1955, de constituer en Corée, à partir du 1er janvier 1956, un comité composé des représentants de l'Australie, des Philippines, de la Thaïlande et de la Turquie, et habilité à agir au nom de la Commission pour l'aider à atteindre ses objectifs en Corée. Elle a également décidé qu'elle pourrait se réunir en séance plénière à tout moment si les circonstances l'exigeaient.

président⁶. Il a fait par la suite une déclaration devant la Commission⁷.

10. Le 13 décembre 1961, la Première Commission a décidé, par 63 voix contre 18, avec 19 abstentions, "d'inviter des représentants de la République populaire démocratique de Corée et de la République de Corée à participer, sans droit de vote, à l'examen de la question, à condition que la République populaire démocratique de Corée accepte d'abord, sans équivoque, comme l'a déjà fait la République de Corée, la compétence et l'autorité de l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre des dispositions de la Charte, pour ce qui est de prendre des mesures sur la question de Corée"⁸.

11. Après l'adoption de cette décision, le Président a invité le représentant de la République de Corée à prendre place dans la salle de la Commission; celui-ci a pris la parole devant la Commission, le 14 décembre 1961⁹.

12. En réponse à un télégramme du 13 décembre 1961 adressé à la Corée du Nord, le Secrétaire général par intérim a reçu un télégramme¹⁰ daté du 19 décembre 1961. Le texte en a été examiné par la Première Commission, qui a adopté la résolution suivante, par 54 voix contre 17, avec 22 abstentions:

"La Première Commission,

"Notant que la République populaire démocratique de Corée, dans sa communication, n'accepte pas sans équivoque la compétence et l'autorité de l'Organisation des Nations Unies pour ce qui est de la question de Corée,

"Décide qu'il n'y a pas de base permettant la participation d'un représentant de la République populaire

⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Première Commission, 1215ème séance.

⁷ Ibid., 1228ème séance.

⁸ Ibid., seizième session, Annexes, point 20 de l'ordre du jour, document A/C.1/863.

⁹ Ibid., seizième session, Première Commission, 1217ème à 1219ème séances.

¹⁰ Ibid., seizième session, Annexes, point 20 de l'ordre du jour, document A/C.1/864.

démocratique de Corée à la discussion de cette question¹¹."

13. L'Assemblée générale a examiné le rapport de la Première Commission à sa 1087ème séance, le 20 décembre 1961, et elle a adopté la résolution 1740 (XVI) par 60 voix contre 11, avec 27 abstentions. Dans cette résolution, l'Assemblée, ayant pris acte du dixième rapport et du rapport complémentaire de la Commission, a réaffirmé ses résolutions 112 (II) du 14 novembre 1947, 195 (III) du 12 décembre 1948, 293 (IV) du 21 octobre 1949, 376 (V) du 7 octobre 1950, 811 (IX) du 11 décembre 1954, 910 A (X) du 29 novembre 1955, 1010 (XI) du 11 janvier 1957, 1180 (XII) du 29 novembre 1957, 1264 (XIII) du 14 novembre 1958 et 1455 (XIV) du 12 décembre 1959. Elle a noté que la plus grande partie des forces des Nations Unies envoyées en Corée conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies avait déjà été retirée et que les gouvernements intéressés étaient disposés à retirer de Corée les forces qui s'y trouvaient encore lorsque seraient remplies les conditions d'un règlement durable, telles qu'elles avaient été définies par l'Assemblée générale. Elle a rappelé que l'Organisation des Nations Unies, en vertu de sa Charte, était pleinement et légitimement habilitée à prendre des mesures collectives pour repousser une agression, à rétablir la paix et la sécurité et à prêter ses bons offices pour rechercher un règlement pacifique en Corée. Dans le dispositif de la résolution, l'Assemblée générale a réaffirmé que les objectifs des Nations Unies en Corée sont de constituer, par des moyens pacifiques, une Corée unifiée, indépendante et démocratique, ayant une forme représentative de gouvernement, et de rétablir intégralement la paix et la sécurité internationales dans la région. Elle a instamment demandé que des efforts soutenus soient faits pour atteindre ces objectifs. Enfin, elle a prié la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée de poursuivre ses travaux conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

¹¹ Ibid., document A/5071, par. 15.

Chapitre II

LA QUESTION DE COREE ET LA REPUBLIQUE DE COREE

A. — Question de l'unification

14. Pendant la période considérée, la Commission a continué de suivre de près l'évolution de la situation en ce qui concerne la question de l'unification de la Corée. Elle a pris note de la réponse des autorités de la Corée du Nord à l'invitation que leur avait adressée, le 19 décembre 1961, la Première Commission de l'Assemblée générale (voir par. 12 ci-dessus).

15. La Commission a appris que la radio de Pyongyang avait diffusé, dans la deuxième quinzaine de juin 1962, des propositions analogues à celles faites au cours des années précédentes et signalées par la Commission dans son rapport annuel de 1958¹². Les autorités de la Corée du Nord ont notamment demandé le retrait des troupes étrangères de la République de Corée comme condition préalable à l'ouverture de négociations avec la République concernant l'unification.

16. A la même époque, le 23 juin 1962, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a demandé l'inscription, à l'ordre du jour provisoire de la dix-septième session de l'Assemblée générale, d'une question intitulée "Retrait des troupes étrangères de Corée du Sud"¹³. Dans le mémoire explicatif qui a trait à cette question, il est dit que "les troupes étrangères se trouvent en Corée du Sud sous le drapeau des Nations Unies" et que "tant qu'il y aura des troupes étrangères dans le sud de la péninsule coréenne, la Corée ne pourra être unifiée par des voies pacifiques".

17. Telles qu'elles ont été rapportées, les émissions susmentionnées de la Corée du Nord ont confirmé — comme la Première Commission de l'Assemblée générale, à sa seizième session, l'avait constaté en notant que le régime de la Corée du Nord "n'accepte pas sans équivoque la compétence et l'autorité des Nations Unies pour ce qui est de la question de Corée"¹⁴ dans le cadre de la Charte — que le régime du Nord restait opposé

¹² A/5140.

¹³ Ibid., Treizième session, Supplément No 13 (A/3865), par. 9.

¹⁴ Ibid., seizième session, Annexes, point 20 de l'ordre du jour, document A/5071, par. 15.

aux objectifs que l'Organisation des Nations Unies s'est fixés en Corée. En particulier, ces émissions n'ont fait aucune mention des moyens propres à garantir le libre choix du peuple coréen au cours de l'unification.

18. A ce propos, la Commission estime qu'il n'est pas inutile de rappeler les dispositions pertinentes des résolutions de l'Assemblée générale relatives à la question de Corée. En particulier, la résolution 376 (V) de l'Assemblée générale, en date du 7 octobre 1950, réaffirmée à maintes reprises dans les résolutions postérieures, y compris la résolution 1740 (XVI) du 20 décembre 1961, a recommandé de maintenir les forces des Nations Unies en Corée aussi longtemps que cela serait nécessaire pour atteindre les objectifs énoncés dans cette résolution. Dans la résolution 1740 (XVI), la dernière qui se rapporte à la question de Corée, l'Assemblée générale note, au troisième paragraphe du préambule, que "la plus grande partie des forces des Nations Unies envoyées en Corée conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies a déjà été retirée et que les gouvernements intéressés sont disposés à retirer de Corée les forces qui s'y trouvent encore lorsque seront remplies les conditions d'un règlement durable, telles qu'elles ont été définies par l'Assemblée générale".

19. Etant donné que les autorités communistes intéressées continuent à ne pas se montrer disposées à se conformer à la dernière résolution de l'Assemblée générale [résolution 1740 (XVI)] du 20 décembre 1961 et à accepter les objectifs que se sont fixés les Nations Unies afin de parvenir à un règlement pacifique de la question de Corée, la Commission se voit dans l'obligation de rapporter, une fois de plus, qu'aucun progrès n'a été réalisé dans la solution de la question de l'unification.

20. L'Accord d'armistice reste en vigueur et n'a pas été remplacé par un traité de paix.

21. De nombreuses déclarations concernant certains aspects du problème de l'unification et l'attitude du Gouvernement de la République de Corée à cet égard ont été prononcées en diverses occasions par des dirigeants ou des fonctionnaires de cet Etat. En particulier, de hautes personnalités ont réaffirmé, dans des déclarations destinées au public ou faites devant la Commission, que la République de Corée adhère à la Charte des Nations Unies et respectait la compétence et l'autorité de l'Organisation. En outre, on peut signaler les faits suivants.

22. Dans un message de Nouvel An adressé à la Corée du Nord, le président Park Chung Hee, exprimant son regret de voir se prolonger la division du pays, a dit que le Gouvernement de la République de Corée "faisait sincèrement tous ses efforts pour parvenir à l'unification du pays par des moyens pacifiques et réalistes". La République de Corée réclamait l'unification du pays grâce à des élections générales organisées à la fois dans le Nord et dans le Sud, sous la surveillance de l'ONU. Ces élections générales, le nombre des sièges étant proportionnel à la population de chaque partie du pays, constituaient la solution la plus logique et la plus équitable pour la population du Nord. Le président Park a ajouté: "Bien que nous fassions de notre mieux pour réaliser ce plan, il n'a pu être mis en œuvre à cause de l'opposition opiniâtre des communistes du Nord."

23. A l'occasion des fêtes du dix-septième anniversaire de l'indépendance de la République de Corée, le président Park Chung Hee, en qualité de Président par intérim de la République de Corée, a dit notamment:

"... nous devons libérer nos compatriotes de la Corée du Nord de la tyrannie et de l'oppression communistes, et leur permettre d'être libres comme nous, dès que nous le pourrons. Le Gouvernement révolutionnaire fait de son mieux pour établir une formule pratique d'unification afin de supprimer à l'amiable la tragique division du pays et de mettre ainsi fin aussitôt que possible aux souffrances des Coréens du Nord." En s'entretenant avec les chefs du gouvernement militaire, la Commission a reçu à plusieurs reprises l'assurance que ce gouvernement entendait tenir l'engagement qu'il avait pris d'appuyer un règlement pacifique et démocratique de la question de Corée, conformément aux principes proclamés par les Nations Unies. Etant donné qu'on avait préconisé, à un moment donné, une formule aussi peu réaliste que la "marche vers le nord", au mépris des efforts déployés par les Nations Unies en vue de l'unification, les chefs du gouvernement militaire ont également réaffirmé leur politique selon laquelle la seule formule réaliste au regard du Gouvernement coréen est l'unification par les soins de l'Organisation des Nations Unies.

24. Le 3 juillet 1962, le Ministre des affaires étrangères, M. Choi Duk Shin, a réaffirmé que la position du gouvernement quant à l'unification de la Corée resterait en principe sans changement lors de la dix-septième session de l'Assemblée générale¹⁵.

B. — Question de l'admission de la République de Corée à l'Organisation des Nations Unies

25. Au cours de l'année considérée, le Gouvernement de la République de Corée a rappelé, à plusieurs reprises, que le peuple de la République de Corée souhaitait l'admission de son pays à l'Organisation des Nations Unies.

C. — Relations diplomatiques de la République de Corée¹⁶

26. Au cours de l'année considérée, la République de Corée a continué à étendre le champ de ses relations diplomatiques¹⁷.

27. A l'époque du précédent rapport annuel, 14 Etats avaient déjà une mission diplomatique accréditée, exclusivement ou concurremment, auprès de la République de Corée, à savoir: Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Norvège, Philippines, République fédérale d'Allemagne, République de Chine, République du Viet-Nam, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Suède, Thaïlande et Turquie. Depuis lors, une représentation a été établie par les 13 pays suivants: Australie, Belgique, Brésil, Colombie, Espagne, Fédération de Malaisie, Grèce, Israël, Madagascar, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-

¹⁵ *The Korean Republic*, 3 juillet 1962.

¹⁶ La République de Corée fait partie de plusieurs institutions spécialisées ou autres organes des Nations Unies: l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale pour le développement, le Fonds monétaire international, l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Union postale universelle, l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation météorologique mondiale, l'Organisation consultative intergouvernementale de la navigation maritime, le Fonds spécial des Nations Unies, la Commission économique des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

¹⁷ Pour de plus amples renseignements sur les relations internationales de la République de Corée, voir l'annexe III.

Bas et Portugal. Avec 14 autres Etats, l'échange de missions diplomatiques a fait l'objet de communiqués publiés conjointement avec la République de Corée; ce sont l'Argentine, le Chili, le Congo (Brazzaville), le Costa Rica, la Côte-d'Ivoire, la Haute-Volta, le Honduras, la Jordanie, le Laos, le Luxembourg, le Maroc, le Paraguay, la République Dominicaine et le Sierra Leone. Enfin, la République de Corée s'apprête à donner effet à des accords analogues conclus avec trois autres pays, à savoir: le Gabon, Haïti et le Nicaragua, ce qui portera à 44 le nombre des Etats avec lesquels elle entretiendra des relations diplomatiques.

28. D'autre part, la République de Corée possède actuellement trois missions qui la représentent auprès de l'Organisation des Nations Unies, à Genève et à Tokyo. Elle a un consulat général dans huit villes: Honolulu, Los Angeles, New York, San Francisco, Hong-kong, Le Caire, la Nouvelle-Delhi et Phnom-penh. Un consulat général doit s'ouvrir prochainement à Rangoon.

29. Du 13 au 15 septembre 1961, le Ministre des affaires étrangères de la Thaïlande, M. Thanat Khoman, s'est rendu officiellement dans la République de Corée. Le 14 septembre 1961, 13 représentants de la Fédération de Malaisie sont arrivés pour un voyage de trois jours; les 4 et 5 novembre 1961, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Dean Rusk, s'est rendu dans la République de Corée en visite d'amitié. Des visites analogues ont été effectuées par l'ambassadeur des Philippines, le général Carlos P. Romulo, du 9 au 13 décembre 1961, par le Secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis pour les affaires d'Extrême-Orient, M. W. Averell Harriman, les 16 et 17 mars 1962, ainsi que par le Secrétaire exécutif de la CEAO, U Nyun, du 26 au 29 mars 1962. Une mission d'amitié conduite par le général Phomi Nosavan, vice-premier ministre et ministre de la défense du Laos, a séjourné dans la République du 2 au 5 mai 1962. Du 15 au 19 mai 1962, le pays a reçu la visite de M. Emmanuel Damongo Dadet, ambassadeur du Congo (Brazzaville), qui est à la fois représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies et ambassadeur auprès des Etats-Unis. Sir Garfield Barwick, ministre des affaires étrangères et attorney général du Commonwealth d'Australie, a été reçu en visite officielle du 7 au 9 juin 1962. M. Truong Vinh Le, président de l'Assemblée nationale de la République du Viet-Nam, a effectué une visite analogue du 14 au 19 juin 1962; il a été suivi, du 13 au 18 août 1962, par le général Ho Ying-chin, président du Comité

consultatif de stratégie de la République de Chine et envoyé spécial.

30. Le général Park Chung Hee, président de la République par intérim et président du Conseil suprême de la reconstruction nationale, s'est rendu au Japon le 11 novembre et a séjourné aux Etats-Unis du 13 au 15 novembre 1961. Le colonel Kim Chong Pil, directeur du Service central des renseignements a effectué une visite officielle dans la République de Chine, du 8 au 14 octobre 1961. Le colonel Kim s'est également rendu en Thaïlande (du 5 au 8 février 1962), dans la Fédération de Malaisie (du 8 au 10 février 1962), à Singapour (du 10 au 13 février 1962), dans la République du Viet-Nam (du 13 au 16 février 1962) et aux Philippines (du 16 au 20 février 1962), comme envoyé spécial du Président de la République de Corée. Précédemment l'ancien Ministre des affaires étrangères, M. Kim Il Hong, avait séjourné du 9 au 25 décembre 1961 dans la République du Niger. Du 28 mai au 13 juillet, l'ambassadeur Lee Soo Young, observateur permanent de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies, a séjourné à titre d'envoyé spécial dans quatre pays africains: la République du Congo (Brazzaville), la Côte-d'Ivoire, le Sénégal et le Maroc. Enfin, M. Chung Il Kwon, ambassadeur de la République de Corée auprès des Etats-Unis, a dirigé la mission d'amitié qui, du 4 au 24 août, a visité quatre pays d'Amérique latine: le Chili, la Colombie, l'Equateur et le Venezuela. Au moment de la signature du présent rapport, une mission culturelle conduite par M. Yu Jae Hung, ambassadeur de la République de Corée en Thaïlande, effectuait un voyage dans plusieurs pays de l'Asie du Sud-Est.

31. Au cours de la période considérée, la République de Corée a reconnu les huit Etats suivants: Mauritanie (5 décembre 1961), Syrie (10 décembre 1961), Tanganyika (31 décembre 1961), Samoa-Occidental (1er février 1962), Burundi (3 juillet 1962), Rwanda (3 juillet 1962), Algérie (5 juillet 1962) et Jamaïque (6 août 1962).

32. Au cours de cette même période, un certain nombre de réunions ont eu lieu à plusieurs échelons entre des représentants et des personnalités éminentes de la République de Corée et du Gouvernement japonais, qui ont examiné la question de la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays. Ces négociations se poursuivaient lors de la signature du présent rapport. La Commission en suit avec intérêt le développement.

Chapitre III

LE REGIME REPRESENTATIF DANS LA REPUBLIQUE DE COREE

A. — Introduction

33. Le gouvernement militaire a continué d'exercer le pouvoir pendant la période considérée dans le présent rapport, son programme officiel étant de rétablir le gouvernement civil vers le milieu de 1963, à la suite d'élections générales. La période a été relativement calme; la vie politique n'a pas été troublée, comme les années précédentes, par de multiples manifestations ou incidents; seule la question de la conclusion, avec les Etats-Unis d'Amérique, d'un accord sur le statut des forces armées a donné lieu à quelques manifestations

d'étudiants (juin 1962). Les partis politiques étaient suspendus et il n'y a pas eu d'élections.

34. En vertu de son mandat, la Commission observe les événements politiques et le développement du régime représentatif en Corée. Ce développement s'est trouvé interrompu le 16 mai 1961. Les porte-parole du gouvernement militaire ont affirmé qu'il ne s'agissait que d'une simple suspension et ils ont présenté la révolution comme une "intervention chirurgicale". C'est ainsi que le président Park Chung Hee a dit que "la révolution de mai était une intervention chirurgicale douloureuse mais indispensable pour protéger et déve-

lopper la vraie démocratie dans le pays". Il a ajouté: "Elle marque aussi un progrès vers le plein exercice des droits fondamentaux de l'homme¹⁸."

35. Comme les années précédentes, la Commission a reçu des autorités gouvernementales tous les concours voulus pour s'acquitter de sa tâche d'observation, soit dans la capitale, soit dans les campagnes. Dans les limites de son mandat, elle a observé l'évolution politique du pays.

36. A la différence des années précédentes, la Commission a observé cette année les préparatifs du retour à un gouvernement représentatif civil, et non le fonctionnement même d'un tel gouvernement. Dans le domaine politique comme dans les autres domaines, l'"intervention chirurgicale" a été suivie d'une année d'activité intense. Le but, le retour au gouvernement civil dans les délais fixés, n'a pas varié, mais la marche vers ce but a conduit à élaborer des programmes et à mettre en œuvre les mesures qui en découlaient. Dans certains cas, il a fallu modifier ou rectifier les bases mêmes de la politique; sur plusieurs points importants, l'évolution était en cours au moment où le présent rapport a été rédigé.

B. — Faits politiques

LOT SUR L'ASSAINISSEMENT DES ACTIVITÉS POLITIQUES

37. On s'est demandé pendant quelque temps si les hommes politiques des régimes qui ont précédé la révolution militaire du 16 mai seraient autorisés à revenir à la vie politique après le rétablissement du gouvernement civil, en 1963.

38. Au cours d'une conférence de presse tenue le 22 janvier 1962, le général Park Chung Hee a annoncé qu'une loi pourrait être promulguée pour empêcher les politiciens "corrompus" des régimes précédents de reprendre leur activité politique. La loi sur l'assainissement des activités politiques (voir par. 69 ci-dessous et annexe IV, A), promulguée en mars, a eu précisément cet objet.

39. Le Comité d'épuration prévu par cette loi a été constitué sous la présidence du général Lee Joo Il, vice-président du Conseil suprême. Conformément à l'article 3 de la loi, il a publié des listes de personnes à qui toute activité politique sera interdite, à moins qu'elles ne comparaissent devant le Comité d'épuration pour se justifier.

40. Au total, 4 192 noms figuraient sur ces listes. Les intéressés étaient engagés à se présenter devant le Comité, dont le président a déclaré que la loi visait seulement à "instaurer une moralité nouvelle" dans l'arène politique de la Corée en écartant un nombre limité d'ex-politiciens. Le Comité a ainsi entendu 2 958 personnes, dont 1 340 ont pu se justifier.

41. Après la clôture des enquêtes, le Président du Comité d'épuration a rendu publics les critères qui avaient été adoptés dans les décisions (voir annexe IV, B).

42. Ont été retenus comme éléments à décharge: les services éminents rendus dans l'exécution des tâches révolutionnaires, les faits témoignant d'une "nouvelle moralité politique", les services éminents rendus à l'Etat ainsi que les preuves établissant que les actes répréhensibles avaient été commis uniquement sur l'ordre des supérieurs, en toute bonne foi ou sous la contrainte.

¹⁸ Extrait d'un discours prononcé à l'occasion du treizième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le 10 décembre 1961.

43. Ont été retenus comme motifs d'épuration: le fait d'avoir participé à la falsification des élections, celui d'avoir fomenté la lutte contre les factions politiques, celui d'avoir commis des fautes politiques ou agi de façon à égarer l'opinion publique, la poursuite d'intérêts égoïstes, l'exercice d'activités frauduleuses ou irrégulières, l'enrichissement par des moyens illicites et l'encouragement donné à la corruption politique.

44. L'article 9 de la loi précitée prévoit que le Président du Conseil suprême peut lever l'interdiction en faveur des personnes qui se sont distinguées dans l'exécution des tâches révolutionnaires, même si elles n'ont pas demandé à être entendues par le Comité d'épuration.

COMLOTS QUI AURAIENT ÉTÉ DIRIGÉS CONTRE LE GOUVERNEMENT

45. Pendant la période considérée, on a arrêté cinq groupes différents qui auraient comploté pour renverser le gouvernement militaire.

46. Le premier de ces groupes comprenait des membres de l'ancien Korean National Youth Corps; le deuxième était une organisation appelée le "Newly Arising Heroism Body"; le troisième aurait été formé par quelques membres de l'ancien parti de l'indépendance. Le quatrième comprenait un certain nombre de suspects, notamment des membres de l'ancien parti démocratique, et le cinquième aurait réuni des membres d'un ancien parti politique appelé le "Parti des deux principes (Iju) et Société des camarades anticomunistes"¹⁹.

47. Dans les trois premières affaires, les inculpés ont été condamnés à des peines de prison. Le procès public des deux derniers groupes n'était pas terminé au moment de la rédaction du présent rapport.

48. C'est par la presse du matin que la Commission a appris, le 29 août 1962, l'arrestation de M. Chang Myun (John M. Chang), l'ancien Premier Ministre. Les faits connus jusqu'ici sont les suivants: le 14 juillet 1962, le gouvernement a annoncé que l'ancien premier ministre Chang Myun se trouvait impliqué dans un complot contre-révolutionnaire organisé par 16 membres du parti Iju, lequel avait été dissous. Le 25 juillet, des poursuites étaient intentées contre l'ancien Premier Ministre, laissé en liberté. Un tribunal militaire ayant été saisi de l'affaire, le procès s'est ouvert le 27 juillet. La Commission en a suivi de près les débats. Le 16 août, le procureur militaire a formellement accusé²⁰ M. Chang d'avoir prêté son aide à la tentative de coup d'Etat, sans d'ailleurs demander qu'il fût détenu. Selon l'acte d'accusation, il aurait fourni des fonds — 1 000 000 d'anciens hwans — pour financer le prétendu coup d'Etat. Le 28 août, le procureur a demandé une peine d'emprisonnement à vie pour M. Chang Myun et celui-ci a été arrêté en vertu d'un mandat décerné par le président du tribunal. Au cours du procès, M. Chang Myun a notamment déclaré, à sa décharge, qu'il ne savait pas quels étaient les chefs du groupe Iju ni quel était leur programme politique. Il a précisé qu'il n'avait jamais entendu parler de la tentative de coup d'Etat et il a ajouté: "Si j'avais voulu le pouvoir politique, aurais-je laissé passer un an, aurais-je attendu que tout soit réglé, au lieu d'agir sur-le-champ le 16 mai 1961?"

¹⁹ Parmi les accusés figurait Chang Myun, ancien maire de Séoul et ancien premier ministre.

²⁰ En se fondant sur les dispositions de l'article 3-2 (Opposition à l'exécution des tâches révolutionnaires) de la Loi spéciale provisoire concernant la punition de délits déterminés, et sur celles de l'article premier (Formation d'organisations hostiles à l'Etat) de la Loi sur la sûreté nationale.

49. Au moment de la signature du présent rapport, le procès était en cours. La Commission suit de près tout ce qui concerne ces affaires et elle fera rapport à l'Assemblée générale si elle le juge nécessaire.

C. — Politique et activités du gouvernement militaire

POLITIQUE

50. Le programme politique du gouvernement militaire a été résumé dans le précédent rapport annuel de la Commission.

51. Le programme comprenait notamment la promesse de remettre le pouvoir aux autorités civiles vers le milieu de l'année 1963, promesse qui a été réaffirmée en plusieurs occasions pendant la période considérée. C'est ainsi que le communiqué commun publié à Washington, le 14 novembre 1961, à l'occasion de la visite officielle du général Park, contient le passage suivant :

"Le Président a renouvelé l'engagement solennel du gouvernement révolutionnaire de remettre le pouvoir aux autorités civiles au cours de l'été 1963, comme il l'avait annoncé dans sa déclaration du 12 août 1961."

52. De même, en présentant le programme du pouvoir exécutif pour l'année 1962, le président Park Chung Hee a dit que le gouvernement poursuivait l'étude de la réforme constitutionnelle et celle de l'adoption d'une loi électorale afin de préparer le retour à un gouvernement civil représentatif.

53. Il a déclaré qu'en 1961 le gouvernement avait assaini l'atmosphère en éliminant la corruption et les abus, jeté les bases d'une administration efficace et achevé les préparatifs de la mise en œuvre du plan quinquennal de développement économique. La première étape de la révolution étant ainsi terminée, le gouvernement allait commencer la reconstruction sur ces bases.

54. Au cours d'une conférence de presse tenue le 22 janvier, le président Park Chung Hee a répété que la promesse de remettre le pouvoir aux autorités civiles en 1963 serait tenue.

55. Un Comité d'étude, créé le 11 juillet, a été chargé de reviser la Constitution. Placé sous la présidence du général de corps d'armée Lee Joo Il, vice-président du Conseil suprême du relèvement national, il comprend les sept présidents des sous-comités du Conseil suprême ainsi qu'un membre du Sous-Comité législatif et judiciaire de ce conseil. Il est assisté dans sa tâche par 21 juristes, spécialistes des sciences politiques, économistes ou autres experts. Le Président de ce comité a annoncé, le 12 juillet, que les principes directeurs de la future constitution seraient élaborés pour la mi-septembre et que le projet de constitution serait achevé avant la fin de l'année. La nouvelle constitution :

a) Garantirait au maximum les droits fondamentaux des citoyens ;

b) Créerait un gouvernement fort reposant sur un système de freins et de contrepoids ;

c) Garantirait l'indépendance du pouvoir judiciaire de façon à protéger par tous les moyens possibles les droits fondamentaux de la population ;

d) Jetterait les bases d'une administration démocratique en rénovant dans la mesure nécessaire le système des partis politiques et le système électoral ;

e) Favoriserait le bien-être du pays en intensifiant le développement économique selon les principes de la libre entreprise.

56. Le 28 juillet, le porte-parole officiel du Conseil suprême a annoncé que le projet de constitution ferait l'objet d'un référendum. Au moment de la rédaction du présent rapport, le Comité constitutionnel avait commencé à tenir des débats publics sur l'élaboration de la constitution. Il lui restait à décider s'il y aurait révision de la Constitution par voie d'amendement ou promulgation d'une constitution nouvelle.

57. Le bruit ayant couru que la date des élections serait avancée, le général Park Chung Hee a déclaré le 21 mai, dans une conférence de presse, qu'aucun changement n'était prévu et que les promesses faites le 12 août 1961 seraient tenues.

58. Le 12 août 1962, le général Park a réaffirmé cette décision au cours d'une conférence de presse, en précisant que les activités politiques pourraient reprendre dès le début de 1963 ; il a promis que le gouvernement "donnerait les mêmes facilités au parti dirigeant et à l'opposition". Il a ajouté :

"Le gouvernement révolutionnaire souhaite qu'il se crée un nouveau parti politique, capable de réaliser avec énergie les idéaux de la révolution, mais ce parti doit être l'émanation de la foi, de la volonté et des efforts de tous les éléments du peuple. Il ne faut pas oublier que les idéaux de la révolution ne sont pas seulement ceux du gouvernement révolutionnaire ; ces idéaux sont ceux du peuple tout entier, et ce sont les seuls qui permettent à la nation de revivre ²¹."

59. L'étape suivante de la Révolution est présentée ²² comme celle de la modernisation de la République de Corée ; elle comprendra :

a) Des mesures destinées à donner à la population le goût de l'action indépendante, alors qu'elle était brimée, dans sa pensée et dans son activité, par les traditions féodales des régimes antérieurs ;

b) Des mesures destinées à éliminer la misère et à créer une économie qui se suffise à elle-même ;

c) La reconstruction d'une démocratie vigoureuse.

60. Le gouvernement militaire a le sentiment que la démocratie n'a pas, jusqu'ici, réussi dans la République de Corée comme elle aurait dû le faire ; en effet, on a bien pu importer de l'Occident le régime démocratique, mais il est plus difficile d'en transplanter les racines. Le général Park Chung Hee a développé cette idée dans son livre intitulé *Our Nation's Path*. En Occident, selon lui, la démocratie repose sur l'individualisme et sur le système des partis politiques, alors que dans la République de Corée elle a dû lutter péniblement contre les survivances féodales et l'esprit de faction. Pour réimplanter la démocratie en Corée, il faut donc extirper ces faiblesses, répandre les lumières et former des chefs.

61. Dans un message qu'il a adressé au peuple coréen, pour le premier anniversaire de la révolution militaire du 16 mai 1961, le général Park Chung Hee a déclaré que son gouvernement entendait jeter les fondements d'une démocratie nouvelle et efficace qui serait le gouvernement "du peuple par le peuple et pour le peuple". Il a ajouté : "Lorsqu'il aura accompli sa tâche dans les délais fixés, le gouvernement révolutionnaire s'effacera en laissant derrière lui un nouveau

²¹ *Dong A Ilbo* du 12 août ; traduction anglaise non officielle parue dans *Press Translations* du 13 août.

²² Général Park Chung Hee, *Our Nation's Path* ; voir par. 60, 62 et 63 ci-dessous.

régime capable et incorruptible, qui garantira la liberté, la justice et le règne du droit et qui assurera au peuple de meilleures conditions économiques, sociales et politiques."

LA "DÉMOCRATIE ADMINISTRATIVE"

62. Dans *Our Nation's Path*, le général Park Chung Hee met en avant une idée nouvelle, celle de la "démocratie administrative", qui va guider désormais la révolution militaire. Le but de la révolution étant d'extirper la corruption, de développer l'esprit d'initiative de la population et d'établir la justice sociale, l'Administration aura un rôle très important à jouer au cours de la période de transition.

63. Selon le général Park Chung Hee, les Coréens doivent apprendre à compter davantage sur eux-mêmes et à secouer le joug de la routine et des traditions désuètes. De son côté, le gouvernement doit réformer l'administration, réprimer les abus de la bureaucratie et ceux d'une centralisation périmée, et adopter des méthodes plus efficaces. A cet effet, il lui faut développer l'élan créateur et l'esprit d'initiative à tous les échelons de la hiérarchie. Sous le contrôle du gouvernement, des mesures devront être prises pour encourager les habitants à gérer leurs propres affaires.

64. Le gouvernement militaire a mis en pratique ces théories dans plusieurs domaines, depuis le 16 mai 1961. Les autorités provinciales ont été renforcées et dotées de certaines attributions qui relevaient naguère du pouvoir central. Des programmes de formation ont été institués pour familiariser les fonctionnaires, du haut en bas de l'échelle, avec les différents aspects de l'administration publique et les méthodes de gestion les plus efficaces. Les services ont été réorganisés, tant à l'administration centrale que dans les provinces, et on a créé de nouvelles unités administratives, notamment en matière agricole. Ces unités sont plus proches des villages et peuvent y intervenir plus efficacement. Enfin, les membres du Conseil suprême ont inspecté non seulement les ministères, mais aussi les différents rouages administratifs à l'échelon de la province et du district.

LE MOUVEMENT DE RELEVEMENT NATIONAL (MRN)

65. L'application pratique de mesures qui doivent répandre les idéaux moraux de la révolution militaire a été confiée au MRN, créé le 11 juin 1961. A la ville et au village, le Mouvement organise des campagnes éducatives en faveur d'une vie simple et austère, consacrée à l'effort et à la construction productive; d'autres conférences portent sur la santé publique, l'épanouissement de la personnalité et la démocratie.

66. Le gouvernement militaire a affirmé à diverses reprises que le MRN avait pour objet de favoriser l'esprit d'initiative et de développer le sentiment de l'unité nationale. Les dirigeants du pays, tout comme le Directeur du Mouvement, ont donné l'assurance que le MRN se tiendrait toujours à l'égard de la politique²³.

²³ Le 16 août, le président Park Chung Hee a déclaré que le MRN continuerait à lutter pour les buts de la révolution tout en restant un mouvement populaire et national, complètement indépendant de la politique et de toute attache partisane. Insistant sur la neutralité politique du Mouvement, il a déclaré qu'aucun de ses membres ne serait autorisé à participer à des activités politiques quelconques, même après la remise du pouvoir aux autorités civiles (*Korean Times* et *Korean Republic* du 17 août).

Dans une déclaration en cinq points intitulée "La politique de perpétuation du MRN", le général Kim Yong Soon, président du Sous-Comité de l'éducation et des affaires sociales, a écrit notamment: "Les mesures législatives nécessaires se-

67. Dans les campagnes, où le Mouvement a eu jusqu'ici plus de succès que dans les centres urbains, il a encouragé l'institution d'un système de développement communautaire. Dans chaque village, des groupes de jeunes gens et des groupes de femmes sont constitués parmi les habitants âgés de 17 à 40 ans. Formés autour d'un petit noyau d'organisateurs, avec les encouragements de l'Administration, ces groupes élisent leurs chefs. Ils jouent un rôle important dans les villages, où ils entreprennent des travaux productifs et des améliorations. La formation de ces groupes dans tous les villages de la République de Corée constitue une mesure pratique de vulgarisation et d'aide à l'effort personnel²⁴.

LOIS IMPORTANTES

68. Le Conseil suprême a promulgué de nombreuses lois qui portent sur des activités administratives et économiques très variées. Au 24 avril 1962, le gouvernement militaire avait promulgué, au total, 514 lois et 933 décrets.

69. Il a déjà été question de la Loi sur l'assainissement des activités politiques, promulguée le 16 mars 1962 (voir par. 37 à 44 ci-dessus). Son but déclaré était d'assainir la vie politique et de rétablir la moralité politique. Elle a écarté de la vie politique, jusqu'au 15 août 1968, certaines catégories de personnes qui, pour être réhabilitées, devaient se présenter devant le Comité d'épuration ou invoquer le bénéfice des dispositions de l'article 9. Cette loi est d'un intérêt particulier au regard du gouvernement représentatif (on en trouvera le texte intégral à l'annexe IV, A, du présent rapport).

70. Voici quelques autres lois promulguées par le Conseil suprême:

2 décembre 1961: loi créant le National Construction Corps chargé de mettre en œuvre les programmes du Service national de construction de la République de Corée (loi No 779);

4 décembre: révision de la loi relative aux normes du travail, améliorant les conditions de travail des salariés;

8 décembre: révision de la loi spéciale provisoire concernant la punition de délits déterminés (loi No 640) et prévoyant les peines applicables aux personnes qui auront organisé des complots, incité à la guerre civile, créé des troubles ou formé des organisations hostiles à l'Etat en vue d'entraver l'exécution des tâches révolutionnaires; le texte révisé de la loi prévoit notamment des peines contre ceux qui auront

ront prises pour empêcher le Mouvement national de devenir un instrument ou parti politique, pour en faire une organisation nationale et pour le tenir éloigné de la politique." Cette déclaration a été publiée avec l'approbation du président Park Chung Hee (*Dong A Ilbo* du 17 août; traduction anglaise non officielle parue dans *Press Translations*).

Le président Kim aurait ajouté que "les membres du MRN seraient écartés de la vie politique par une loi" et que "même après leur démission, ils ne seraient pas autorisés à participer aux activités politiques pendant une période dont la durée serait déterminée par la loi" (*Korean Times* du 17 août).

Le 17 août, le colonel Kim Chong Pil, directeur du Service central de renseignements a confirmé que les membres du MRN ne devaient pas faire de politique. Parlant des difficultés financières qui pourraient éventuellement l'exposer à la pression politique de certains partis, le colonel Kim a jugé indispensable de rattacher directement le bureau du MRN au Cabinet du Président (*Dong A Ilbo* du 18 août; traduction anglaise non officielle parue dans *Press Translations*).

²⁴ Un groupe d'observation de la CNUURC a visité de nombreux villages en parcourant trois provinces de la République de Corée.

lancé ou répandu de fausses nouvelles destinées à calomnier le gouvernement;

3 avril 1962: amendement à la loi No 618 créant le Conseil suprême de relèvement national (10 juin 1961); ce texte modifie la répartition des tâches entre les divers comités du Conseil suprême;

17 avril: loi spéciale libérant des étudiants condamnés, à l'occasion du deuxième anniversaire de la révolution d'avril;

19 avril: loi modifiant la loi sur l'autonomie locale et prévoyant que le rang des maires correspondra à l'importance de la population de leur commune;

1er juin: loi sur les questions relatives au rôle des organisations politiques et sociales.

ACTIVITÉS

La presse

71. Au cours de la période considérée, il y a eu parfois désaccord entre le gouvernement et la presse. Le gouvernement a estimé que la presse n'avait pas répondu pleinement à son appel et n'avait pas fait d'elle-même les efforts nécessaires pour éliminer les éléments "corrompus", que ses critiques n'étaient pas constructives et qu'elle n'accordait pas la place voulue à des progrès qui étaient encourageants à coup sûr, en particulier ceux qui concernaient la vie dans les campagnes et les améliorations rurales. De son côté, la presse s'est irritée de certaines restrictions qui entravaient son fonctionnement; elle a protesté, en particulier, contre les tentatives destinées à lui révéler ses sources d'information et contre les mesures "disciplinaires" qui frappaient certains reporters.

72. Des efforts ont été faits pour élaborer un code de la presse qui parût acceptable aussi bien à la presse qu'au gouvernement. Le 28 juin, le Conseil suprême a défini sa politique à l'égard de la presse, destinée à favoriser les entreprises de presse et à réformer tout le système. Il a publié une déclaration de principes en cinq points et une déclaration plus détaillée en 20 points. Le 31 juillet 1962, le Ministère de l'information publique a publié les "Instructions relatives à l'application de la politique de la presse" (voir annexe V).

Arrestations et détentions²⁵

73. Dans son rapport complémentaire à la seizième session de l'Assemblée générale²⁶, la Commission a indiqué les catégories de détenus et les chefs d'accusation.

74. La Commission a constaté avec satisfaction la cessation des procès révolutionnaires. Le tribunal et le ministère public de la révolution ont été abolis le 10 mai, après s'être occupés de 250 affaires qui intéressaient 657 personnes. Plus de 2 000 témoins ont été entendus au cours des procès publics.

75. Le tribunal a prononcé 15 arrêts de mort, dont huit ont été exécutés, les autres étant commués. Treize personnes ont été condamnées à l'emprisonnement à vie, les autres peines allant de l'emprisonnement de 20 ans à la mise en probation.

76. Les huit personnes exécutées avaient été déclarées coupables des crimes suivants:

a) L'ancien Ministre de l'intérieur (Choi In Kyu) a été condamné pour violation de la loi électorale, de

la loi sur la punition des personnes impliquées dans la falsification des élections (loi No 586 du 31 décembre 1960) et du Code pénal;

b) Le chef de la garde du corps de l'ancien président Syngman Rhee (Kwak Yong Ju) a été condamné en vertu de la loi sur la punition des personnes impliquées dans la falsification des élections, pour avoir ouvert le feu sur des étudiants;

c) L'éditeur du journal *Minjok Ilbo* (Cho Yong Su) a été déclaré coupable d'activités dirigées contre l'Etat, crime puni par la loi spéciale concernant la punition de délits déterminés (loi No 633 du 22 juin 1961);

d) Le président d'une société commerciale (Han Pil Kook) a été condamné en vertu de la loi spéciale concernant la punition de délits déterminés, pour avoir organisé des activités de contrebande;

e) L'ancien chef de l'organisation du parti socialiste (Choe Baek Keun) a été déclaré coupable d'activités dirigées contre l'Etat, crime puni par la loi spéciale concernant la punition de délits déterminés;

f) Shin Chong Sik a été condamné en vertu de la loi spéciale concernant la punition de délits déterminés, pour le meurtre d'un étudiant qui manifestait;

g) Lee Ching Jae a été déclaré coupable en vertu de la loi spéciale concernant la punition de délits déterminés, de violences commises en groupe;

h) Lim Hwa Soo a été déclaré coupable du même crime, au titre de la même loi.

77. La Commission avait signalé qu'elle s'intéressait à ces procès, dans son rapport complémentaire du 4 décembre 1961. Elle avait noté des signes de modération dans la conclusion de cette phase des événements et exprimé l'espoir que cette modération continuerait. C'est ce qui s'est passé en fait. Plusieurs des anciens politiciens qui n'avaient pas été traduits en justice avaient néanmoins été assignés à résidence. Ces mesures ont été progressivement levées et les détenus ont été remis en liberté.

78. Cinq exécutions ont eu lieu avant la fin de 1961. Les actes d'accusation invoquaient des lois rétroactives et les exécutions ont été regrettables, mais les chefs d'accusation étaient graves et les procès se sont déroulés en public. Parlant des lois qui ont servi de fondement aux procès, le général Park Chung Hee a déclaré:

"Toutefois, par les instructions que j'ai données touchant l'application de ces lois, j'ai fait prévaloir la clémence et le principe selon lequel on ne devait punir que les "grands coupables", de façon à faire un exemple... Le gouvernement a mis fin à l'ancienne politique de la "punition des coupables" et l'a remplacée par une formule nouvelle, celle de la "valeur éducative des peines"...²⁷"

79. L'attention de la Commission s'est portée en particulier sur le cas du général de corps d'armée Chang Do Young, qui était chef d'état-major de l'armée au moment de la révolution du 16 mai 1961, qui a été par la suite président du Conseil suprême du relèvement national et chef du Cabinet jusqu'au 3 juillet 1961²⁸, et qui a été déclaré coupable d'infraction à la loi spéciale concernant la punition de délits déterminés (article 5, 1).

80. Le général de corps d'armée Chang Do Young avait été condamné à mort par la première chambre du

²⁵ Pour l'arrestation de l'ancien Premier Ministre, Chang Myun, voir par. 48 ci-dessus.

²⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Supplément No 13 (A/4900/Add.1).

²⁷ Extrait d'une déclaration publiée le 2 mai 1962 par l'Office de l'Information du Conseil suprême du relèvement national.

²⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Supplément No 13 (A/4900), par. 82.

tribunal révolutionnaire, mais en appel la peine a été commuée en emprisonnement à vie.

81. Le 2 mai 1962, le général Park Chung Hee a annulé la condamnation prononcée contre le général de corps d'armée Chang Do Young et six autres anciens officiers de l'armée accusés d'activités "contre-révolutionnaires". Ils ont été remis en liberté le 3 mai.

82. Le général Park Chung Hee a déclaré qu'il s'agissait là d'une mesure de clémence en faveur de "ceux qui étaient considérés comme ayant contribué à l'exécution des tâches "révolutionnaires", bien qu'ils eussent commis des fautes graves...". Il a exhorté ceux qui avaient été graciés à participer à l'accomplissement des "tâches révolutionnaires" et il a engagé ceux qui purgeaient leur peine à se repentir de leurs crimes passés et à faire des efforts de réhabilitation.

83. La Commission a pris note, en particulier, de la mesure de clémence prise au profit du général de corps d'armée Chang Do Young et, d'une façon générale, de l'esprit de modération qui s'est manifesté en vue de mettre un terme à cette phase du mouvement révolutionnaire.

D. — Modifications apportées à l'organisation du gouvernement

84. Au cours de la période considérée, l'extension des fonctions et de l'action du gouvernement a déterminé plusieurs changements dans sa composition, sans toutefois lui faire perdre sa cohésion ni sa résolution. Certaines démissions ont été attribuées à des raisons personnelles ou de santé.

85. En décembre 1961, 148 officiers qui avaient exercé des fonctions gouvernementales ou administratives ont été remis à la disposition des autorités militaires. Cent cinquante-trois officiers ont été l'objet de la même mesure en mars 1962. Cette décision a été présentée comme devant préparer la restitution des pouvoirs aux autorités civiles.

86. Les changements survenus dans l'organisation du gouvernement ont été les suivants ²⁹.

PRÉSIDENT

87. Le Président de la République, Yoon Bo Sun (Posun Yun) a démissionné le 22 mars 1962. Il a maintenu sa décision, bien que le président Park Chung Hee l'ait prié de rester à son poste pour "conduire le gouvernement et le peuple" dans la poursuite des tâches de la révolution.

88. Dans une déclaration qu'il a faite lors de sa démission, le président Yoon Bo Sun a dit notamment ³⁰ :

"Après la révolution militaire, j'étais résolu à donner ma démission. Puis je suis revenu sur ma décision et j'ai pris le parti de rester en fonctions, dans l'espoir de servir ainsi quelque peu l'intérêt national et sans égard à mon intérêt personnel.

"Je me rends compte qu'il n'y a pour moi aucune obligation particulière à rester en fonctions et que le pays n'a plus besoin de mes services. J'ai toujours attendu une occasion favorable pour quitter ce poste.

"Ce moment est venu.

"Maintenant que tout est redevenu stable, que les principes de notre politique sont solidement établis

²⁹ Pour le détail de la composition et pour les dates, voir l'annexe II.

³⁰ Traduction non officielle de la déclaration publiée le 22 mars 1962.

et que le prestige international de la nation augmente de jour en jour, je me sens en droit de me retirer.

"Un autre motif important de ma décision est la promulgation de la loi qui restreint l'action des anciens politiciens."

89. Cette démission a été acceptée formellement par le Conseil suprême du relèvement national, le 24 mars, et le général Park Chung Hee est devenu président par intérim de la République de Corée ³¹, tout en restant président du Conseil suprême.

90. A cette occasion, le général Park Chung Hee a déclaré qu'il "assumait les fonctions du Président jusqu'à la restitution des pouvoirs aux autorités civiles".

CONSEIL SUPRÊME DU RELEVEMENT NATIONAL ³²

91. Le 10 juillet 1962, le Conseil suprême a accepté la démission du général de brigade Sohn Chang Kyu, président du Sous-Comité de l'éducation et des affaires sociales, et celle du général de brigade Ryu Won Shik, membre du Sous-Comité des finances et des affaires économiques. L'un et l'autre ont repris leur service dans l'armée.

92. Le général de brigade Sohn Chang Kyu a été remplacé par le général de division Kim Yong Soon, commandant les services logistiques de l'armée à Fusan.

93. Le général de division Yoo Yang Soo, président du Sous-Comité des affaires étrangères et de la défense nationale, a été nommé président du Sous-Comité des finances et des affaires économiques, permutant avec le général de division Kim Dong Ha, de l'infanterie de marine.

94. Le général de brigade Kim Jal Choon a été nommé membre du Sous-Comité des affaires étrangères et de la défense nationale. Le général de corps d'armée Park Im Hang a démissionné du Conseil suprême lors de sa nomination au poste de Ministre de la reconstruction.

CABINET ³²

95. Le 8 janvier 1962, le colonel Cho Byung Il a remplacé le général de brigade Koh Won Jeung dans ses fonctions de Ministre de la justice et le professeur Kim Sang Hyup a pris la place du colonel Moon Hui Suk, ministre de l'éducation.

96. Le 2 mars 1962, M. Kim Yu Taik s'est démis de ses fonctions de Président du Conseil de la planification économique pour devenir conseiller économique du général Park. Il a été nommé à nouveau président du Conseil de la planification économique le 10 juillet 1962.

97. Le 16 juin, le Conseil suprême a accepté la démission du Premier Ministre, Song Yo Chan, et celle du Ministre des finances, Chun Pyung Kyoo, lesquelles ont été suivies par le retrait en masse des autres membres du Cabinet. Le général Park Chung Hee a

³¹ Conformément à la loi relative aux mesures extraordinaires pour le relèvement national, dont l'article 11 est ainsi rédigé :

"En cas d'absence ou d'incapacité quelconque du Président, le Président ou le Vice-Président du Conseil suprême du relèvement national ou le Chef du Cabinet, dans cet ordre, exerceront ses fonctions."

Après avoir accepté la démission du président Yoon Bo Sun, le Conseil suprême a modifié la loi relative aux mesures extraordinaires pour le relèvement national en y ajoutant la disposition suivante : "Le Président du Conseil suprême exercera les fonctions du Président en cas de vacance de la présidence, jusqu'à l'établissement du gouvernement (civil)". Cet amendement a été promulgué simultanément.

³² Voir annexe II.

cumulé les fonctions de Premier Ministre avec celles de Président de la République par intérim et celles de Président du Conseil suprême du relèvement national.

98. La plupart des ministres ont été renommés par le nouveau Premier Ministre. Les fonctions de Ministre des finances ont été assumées par M. Kim Se Ryun, ancien gouverneur de la Banque de la reconstruction. D'autre part, M. Kim Hyun Chul a été nommé président du Conseil de la planification économique, et le nouveau Ministère de la construction a été confié au général de corps d'armée Park Im Hung. M. Oh Jae Kyung s'est démis de ses fonctions de Ministre de l'information; il a été remplacé par le Vice-Ministre, M. Lee Won Woo.

99. La composition du Cabinet a été remaniée le 10 juillet 1962: le général Park Chung Hee s'est démis de ses fonctions de Premier Ministre au profit de M. Kim Hyun Chul. M. Kim Yu Taik a repris son siège au sein du Cabinet, comme Président du Conseil de la planification économique, et M. Yoo Chang Soo, ancien gouverneur de la Banque de Corée, a remplacé le général de corps d'armée Chung Nai Hyok comme Ministre du commerce et de l'industrie.

100. Au moment de la rédaction du présent rapport, le Cabinet comprenait six civils, dont le Premier Ministre, quatre officiers en retraite et six officiers d'active.

Chapitre IV

L'EVOLUTION ECONOMIQUE DANS LA REPUBLIQUE DE COREE

A. — Généralités

101. Le fait essentiel de l'évolution économique dans la République de Corée pendant la période considérée, c'est l'effort général et systématique du gouvernement pour réformer les institutions afin de traiter les maux chroniques dont souffre l'économie et de préparer l'avènement d'une situation permettant à la croissance économique de se poursuivre d'elle-même. Les problèmes fondamentaux restent ceux qui ont été énumérés dans les rapports précédents, à savoir: la division du pays, l'extension du chômage élevé alors que la capacité de production de l'industrie n'est utilisée qu'en partie et que le pays manque de travailleurs qualifiés, la faible productivité de l'industrie et de l'agriculture, une forte croissance démographique et une grande dépendance à l'égard de l'aide étrangère.

102. Les mesures initiales prises par le gouvernement militaire après le 16 mai 1961 ont été décrites dans le précédent rapport annuel⁸³. Il convient de rappeler, à ce propos, la situation économique devant laquelle se trouvait le gouvernement à la fin du printemps de 1961. Les effets de l'instabilité et de l'incertitude politiques se faisaient sentir depuis mars-avril 1960. Un autre facteur tenait aux dévaluations successives du hwan⁸⁴.

103. Le gouvernement militaire s'est ainsi vu dans la nécessité de rétablir un climat de confiance et d'empêcher toute nouvelle baisse de l'activité économique, tout en s'efforçant de résoudre les problèmes chroniques et de créer les conditions nécessaires à la préparation et à l'application de plans à long terme pour le développement économique. Les "mesures économiques d'urgence" décrétées au lendemain de la révolution militaire avaient surtout pour but de réduire immédiatement le chômage par des travaux publics, politique déjà envisagée par le précédent gouvernement du parti démocratique. Une révision provisoire du taux des impôts et de l'intérêt devait encourager l'épargne⁸⁵.

RÉFORME DES INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES

104. Tout en prenant ces mesures d'urgence, le gouvernement a entrepris des réformes à long terme pour créer les conditions de la réalisation du plan quinquennal (1962-1966) de développement économique (voir par. 206 à 215, ci-dessous) et pour préparer la voie à une expansion capable de continuer d'elle-même. En particulier, il a eu le souci de fonder des institutions permanentes qui stimuleraient l'épargne et l'investissement dans l'économie. Ces mesures devaient s'accompagner d'une réduction de la consommation et d'une mobilisation croissante de l'épargne intérieure, du capital étranger et des compétences techniques. Les institutions ainsi établies seront examinées plus loin, à propos des réformes d'ensemble entreprises par le gouvernement pour améliorer radicalement l'économie nationale.

105. Avant d'exposer ces réformes, la Commission croit bon d'indiquer qu'il est sans doute trop tôt pour évaluer les effets des mesures gouvernementales sur le cours du développement économique. Il faudra quelque temps pour que les nouvelles institutions prennent racine dans la société coréenne; l'application des autres réformes ne pourra être appréciée proprement que lorsqu'elles auront donné des résultats concrets enregistrés par les statistiques. Il semble clair, toutefois, que les mesures prises répondaient généralement à un besoin, qu'elles vont dans le sens voulu et que, le temps et la stabilité politique aidant, elles devraient exercer un effet salutaire sur le cours du développement économique en Corée.

106. Des mesures de réforme à long terme ont été adoptées dans l'agriculture, en matière fiscale et financière, dans le domaine du commerce et dans celui des règlements extérieurs.

Agriculture

107. Le gouvernement militaire a donné, dans ses plans de réforme, une importance considérable à l'agriculture et aux activités connexes, car elles sont la principale occupation de 61 p. 100 des Coréens. Ses efforts ont tendu à procurer aux agriculteurs du crédit à des taux raisonnables.

⁸³ Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Supplément No 13 (A/4900).

⁸⁴ Ibid., par. 136 à 139.

⁸⁵ On trouvera d'autres détails sur les mesures initiales prises par le gouvernement militaire au chapitre IV du précédent rapport annuel.

108. Pour combler le vide laissé par le programme d'abolition de l'usure⁸⁶ qui a supprimé la forme traditionnelle du crédit agricole, le gouvernement a institué une réforme administrative du crédit agricole. La Fédération nationale des coopératives agricoles a été autorisée à effectuer toutes les opérations relatives à la production, à la commercialisation et au crédit agricoles⁸⁷.

109. De plus, le gouvernement a prévu l'octroi d'avances aux riziculteurs, la récolte servant de gage. Il a également annoncé des mesures de soutien des prix agricoles et un programme d'achat du riz pour stabiliser les prix à la ferme et en atténuer les fluctuations saisonnières. Le plan quinquennal de développement économique prévoit qu'en 1966 le pays pourra suffire à ses besoins en céréales.

110. Le gouvernement a promis de prendre des mesures pour achever l'exécution du programme de réforme agraire lancé en 1949. Ce programme a pour objet de hâter le transfert des domaines des propriétaires absenteïstes à ceux qui les cultivent. Chaque exploitant ne pourra cultiver plus de 7,35 acres.

111. En novembre 1961, le gouvernement a institué un programme de formation aux méthodes modernes de l'agriculture et de la pêche pour les soldats démobilisés. Ceux-ci seront ainsi mieux en mesure d'affronter les problèmes agricoles qui se posent dans leur village. Un stage pratique de deux semaines a été organisé pour 145 000 soldats prochainement libérables et pour 175 000 autres récemment libérés.

L'action du Mouvement de reconstruction nationale

112. Les activités du Mouvement en matière économique sont très variées : travaux de reboisement, remise en état des terres, encouragement à l'épargne et à l'économie, lutte contre l'analphabétisme et contre la coutume qui fait consacrer de fortes sommes aux noces et aux enterrements.

113. Comme il est dit au paragraphe 67 ci-dessus, l'action du Mouvement semble avoir porté surtout sur les régions rurales. Elle y revêt des formes diverses : fourniture d'instruments aratoires, d'un bétail de meilleure qualité pour favoriser l'élevage, de services médicaux et vétérinaires, de matériaux de construction ; prestations de travail gratuites ; divers moyens de formation technique et contribution à l'établissement de programmes coopératifs et communautaires. De l'avis de la Commission, il est permis de penser que les résultats cumulatifs des efforts du Mouvement, s'ils persistent pendant un certain nombre d'années, pourront contribuer sensiblement au développement général de l'économie de la République de Corée. Cette contribution dépendra sans doute, il est vrai, de la mesure dans laquelle le Mouvement réussira à rester en dehors des activités politiques ; aussi la Commission est-elle

heureuse de noter les déclarations faites dernièrement en ce sens par des personnalités de l'Etat et du Mouvement (voir note 23).

Réformes fiscales et financières

114. Le gouvernement a remanié la structure des impôts⁸⁸ à l'effet d'encourager l'épargne et l'investissement. Il a simplifié et aménagé l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur les marchandises. D'une façon générale, il a réduit le taux des impôts directs pour encourager la formation de capital et il a augmenté celui des impôts indirects pour freiner la consommation. Il s'est efforcé de supprimer les achats d'articles de luxe en limitant leur importation et en relevant les droits de douane.

115. Le gouvernement a décidé en principe⁸⁹ d'adopter en 1962 des réformes budgétaires qui aideraient à équilibrer le budget, à porter au maximum les investissements publics et à attirer des investissements étrangers en Corée. Il compte réduire les crédits, adopter le système du budget de réalisations et distinguer les dépenses courantes des dépenses de capital. Les entreprises publiques, chemins de fer ou autres, devront gérer leur budget selon les méthodes commerciales, afin de mieux faire apparaître les résultats de leur gestion.

116. Le gouvernement a également adopté une série de mesures bancaires et financières (voir par. 151 à 166 ci-dessous). Elles concernent la Banque de la reconstruction, la Caisse mutuelle d'épargne, la réglementation des taux d'intérêt et les opérations sur titres.

117. En juin 1962, le gouvernement a procédé à une réforme monétaire⁴⁰ destinée à remettre en circulation les fonds thésaurisés et à les diriger vers des entreprises industrielles productives⁴¹. Il comptait ainsi écarter le danger latent d'inflation, établir un ordre monétaire meilleur et lever les obstacles à la réalisation du plan quinquennal.

118. La réforme consistait à remplacer, à raison de 1 p. 10, le *hwan* par une nouvelle unité monétaire, le *won*. Le cours du change a été fixé à 130 wons pour un dollar des Etats-Unis⁴². Dès la remise de leurs liquidités à une institution financière désignée, les particuliers ont été autorisés à retirer 500 wons pour chacune des personnes vivant sous leur toit, tous les autres dépôts étant bloqués.

119. Dans la semaine qui a suivi la réforme, tous les comptes inférieurs à 10 000 wons ont été débloqués. Peu après, une réglementation détaillée a fixé la proportion des Fonds bloqués dans les divers comptes. Elle s'applique, avec quelques exceptions, à tous les comptes dépassant 30 000 wons. Dans le cas des comptes d'épargne, la proportion des fonds bloqués est plus élevée pour les dépôts à court terme. En ce qui concerne les dépôts à vue, il est prévu un système de blocage par tranches⁴³.

⁸⁶ *Ibid.*, janvier 1962, p. 19 à 23.

⁸⁷ *Ibid.*, février 1962, p. 15 à 21.

⁴⁰ On trouvera des statistiques détaillées aux paragraphes 155 à 175, ci-dessous.

⁴¹ Ainsi qu'il ressort de la déclaration faite par le président Park le 10 juin 1962, de l'exposé publié par le Ministre des finances, le 30 juin 1962, et de l'article premier de la loi sur les mesures monétaires d'urgence.

⁴² Pour la commodité du lecteur, toutes les sommes en monnaie coréenne ont été exprimées en wons dans le rapport.

⁴³ Par exemple, 50 p. 100 pour les dépôts de plus de 100 000 et de moins de 500 000 wons.

⁸⁶ Comme l'a indiqué le rapport annuel précédent, le gouvernement, pour réduire l'endettement des paysans et des pêcheurs et pour empêcher leur exploitation par les prêteurs privés, a promulgué et appliqué une loi sur la liquidation des prêts usuraires dans les villages d'agriculteurs et de pêcheurs. Ce texte oblige à déclarer aux autorités tous les prêts usuraires, définis comme ceux qui portent un intérêt annuel de 20 p. 100 ou plus. L'Etat doit désintéresser les créanciers à raison de 20 p. 100 par an pendant cinq ans, dont un an de moratoire. Les débiteurs sont tenus de rembourser le prêt à l'Etat, avec un taux d'intérêt annuel de 12 p. 100, l'Etat supportant la différence entre les deux taux.

⁸⁷ *The Bank of Korea, Monthly Statistical Review*, août 1961, p. 26.

120. Comme le resserrement monétaire dû à la réforme commençait à exercer des effets fâcheux ⁴⁴ sur l'activité commerciale et la production, le gouvernement a peu à peu desserré l'étai. Il a autorisé tout d'abord l'attribution de prêts aux entreprises, surtout aux petites et aux moyennes. Puis il a permis, dans certaines limites, d'emprunter sur la garantie des dépôts bloqués.

121. Le 13 juillet 1962, la "loi extraordinaire relative aux dépôts bloqués par la loi sur les mesures monétaires d'urgence" a permis en fait le déblocage de 7 milliards de wons immobilisés par la réforme monétaire du 10 juin 1962.

122. La nouvelle loi a libéré un tiers des montants bloqués, le reste étant viré dans un "compte spécial de dépôt à terme" et portant intérêt à un taux qui sera fixé par le Conseil des opérations monétaires. Ce dépôt peut être retiré à tout moment, mais le retrait avant un an fait perdre l'intérêt produit.

123. En commentant les dispositions de cette loi, le Premier Ministre, Kim Hyun Chul, a déclaré le même jour que les sommes thésaurisées étaient moindres qu'on ne l'avait pensé.

124. Comme plusieurs des grands avantages escomptés par la réforme monétaire reposaient sur l'existence supposée de ces fonds thésaurisés, il semble que les principaux résultats positifs aient été de procurer des renseignements sur la répartition des avoirs, ce qui devrait être utile à la planification économique, et de permettre une simplification des comptes. Au passif, il faut évidemment inscrire les effets éventuels de la réforme sur la confiance du public dans la monnaie et sur les dispositions des bailleurs de fonds étrangers, ainsi que la réduction temporaire de l'activité, surtout dans la petite et moyenne industrie.

125. Dans la seconde moitié du mois d'août 1962, le gouvernement a annoncé une série de mesures destinées à parer aux conséquences fâcheuses de la réforme monétaire et de la récente sécheresse, ainsi qu'à continuer la lutte contre des difficultés chroniques ⁴⁵ telles que le chômage, les secours aux indigents, la stagnation des exportations, etc.

126. A la suite de la sécheresse et de la réforme monétaire, la situation économique a commencé de décliner au début d'août. Le taux d'activité des entreprises petites et moyennes n'est pas remonté aussi vite qu'on l'escomptait après la réforme monétaire. Le 17 août 1962, il était tombé à 67,4 p. 100 ⁴⁶ par rapport à celui du 9 juin 1962, veille de la réforme monétaire. L'indice des prix de gros (base 1955 = 100) est passé de la moyenne mensuelle de 220,2, à la fin de juillet 1962, à 223,1, le 4 août 1962, soit une hausse de 1,1 p. 100. Une augmentation marquée s'est produite entre le 25 juillet et le 4 août 1962, l'indice passant de 220,6 à 223,1, soit un accroissement de 1,4 p. 100. La hausse atteignait 14,9 p. 100 par rapport au 4 août 1961. Pendant la même semaine, l'indice des prix à la consommation dans la région de Séoul (1955 = 100) s'est élevé de 4,4 p. 100, et le sous-indice des aliments dits

d'appoint ⁴⁷ est monté de 18,1 p. 100. Il est vrai que, dans la région de Séoul, les difficultés de transport ont contribué au renchérissement.

127. Pour résoudre sans délai ces problèmes concrets et pour parer à toute nouvelle manifestation des pressions inflationnistes, le gouvernement a étendu le contrôle des prix à 13 nouveaux articles de nécessité courante, en application de l'article 4-B de la loi instituant des mesures provisoires de contrôle des prix. Les prix de ces articles ont été bloqués à leur niveau du 9 juin 1962. Dix-neuf articles se trouvent ainsi soumis au contrôle des prix, dont six le sont depuis le 15 mai 1961 ⁴⁸.

128. Pour renforcer encore sa politique de stabilité des prix, le gouvernement a annoncé un programme de stabilisation économique ⁴⁹. Ce programme prévoit la réduction des dépenses non essentielles; le renforcement des organes chargés de la perception des impôts; l'accélération du recouvrement des prêts consentis par les institutions financières; l'encouragement à l'épargne par l'extension de l'assurance sur la vie et de l'assurance des biens; l'augmentation des importations de produits indispensables, obtenue par l'accélération des apports extérieurs et par des prélèvements sur les réserves coréennes de devises; et la réduction du prix des produits fabriqués par les entreprises d'Etat et par d'autres entreprises jouissant d'un monopole ou d'un quasi-monopole.

Commerce et règlements extérieurs

129. Le gouvernement n'ignorait pas les risques que faisait courir à l'économie coréenne le déficit de sa balance des échanges et de sa balance des paiements. Il s'est efforcé d'y remédier en accordant des subventions à l'exportation et en s'efforçant de normaliser les produits exportés et d'uniformiser les pratiques du commerce d'exportation.

130. Le gouvernement a poursuivi sa politique d'expansion du commerce extérieur en engageant des négociations bilatérales, en envoyant des missions commerciales à l'étranger et en établissant outre-mer des bureaux chargés de fournir des renseignements sur l'économie coréenne.

131. En même temps, le gouvernement a accru ses efforts pour attirer en Corée les investissements et les compétences techniques de l'étranger par le jeu de la loi sur l'encouragement des investissements étrangers, laquelle facilite le rapatriement du capital et des dividendes et accorde des avantages fiscaux. Il a également adopté deux lois: l'une permet à l'Etat d'accorder des garanties de remboursement à certaines catégories d'investissements étrangers ⁵⁰, l'autre régit les importations de biens de capital pour lesquelles le délai de paiement excède trois ans ⁵¹.

B. — Evolution économique et financière au cours de la période considérée

LE PRODUIT NATIONAL BRUT ⁵²

132. Le produit national brut pour 1961 ⁵³, calculé aux prix courants du marché, s'est élevé à 239 milliards

⁴⁴ D'après les statistiques établies par la Fédération centrale des coopératives d'entreprises petites et moyennes, le taux d'activité des petites et moyennes entreprises a baissé de 40 p. 100 quelques jours après la réforme. Au 29 juin, la baisse atteignait 54,8 p. 100, et, au 6 juillet, 57,2 p. 100. A partir du 29 juin, il faut d'ailleurs tenir compte des coupures de courant dues à la sécheresse.

⁴⁵ Mesures économiques d'ensemble annoncées par le gouvernement le 11 août 1962.

⁴⁶ Estimation de la Fédération centrale des coopératives d'entreprises petites et moyennes.

⁴⁷ C'est-à-dire soja, trichiuures, navets, citrouilles, pommes de terre, scorpenes et choux chinois.

⁴⁸ Loi No 770 du 9 novembre 1961; loi No 935 du 31 décembre 1961; décret No 932 du 13 août 1962.

⁴⁹ Mesures relatives à la stabilisation économique et aux prix, annoncées par le gouvernement, le 14 août 1962.

⁵⁰ Loi No 1115, promulguée le 31 juillet 1962.

⁵¹ Loi No 1114, promulguée le 31 juillet 1962.

⁵² Banque de Corée, *Economic Statistics Yearbook*, 1962, p. 10 à 13.

⁵³ Tous les chiffres donnés pour 1961 sont des estimations préliminaires.

610 millions de wons, contre 210 milliards 710 millions de wons pour 1960, soit un accroissement de 13,7 p. 100. Toutefois, cette augmentation tient pour l'essentiel à la hausse des prix. Aux prix constants du marché de 1959, le produit national brut pour 1961 se ramène à 122 milliards 220 millions de wons, contre 118 milliards 890 millions en 1960, soit une augmentation de 2,8 p. 100, inférieure au taux annuel de croissance de 4,7 p. 100 pour 1953-1960, quoique légèrement supérieure à celui de 2,1 p. 100 en 1960.

133. La formation intérieure brute de capital fixe, aux prix constants du marché de 1955, a été de 14 milliards 750 millions de wons en 1961, contre 13 milliards 600 millions en 1960, soit une augmentation de 8,5 p. 100. Elle représente, en 1961, 12,1 p. 100 du produit national brut aux prix constants du marché, contre 11,4 p. 100 en 1960.

134. Les dépenses publiques de consommation, aux prix constants du marché de 1955, se sont élevées, en 1961, à 13 milliards 980 millions de wons, contre 13 milliards 610 millions en 1960, soit une augmentation de 2,7 p. 100, laquelle tient principalement à la hausse des dépenses de personnel, à la suite du relèvement général des traitements des fonctionnaires.

135. Les dépenses privées de consommation, aux prix constants du marché de 1955, se sont élevées à 95 milliards 280 millions de wons en 1961, contre 98 milliards 550 millions en 1960, soit une réduction de 3,3 p. 100.

AGRICULTURE ET PÊCHE

136. La production agricole de 1961 a fait exception à la stagnation relative de l'activité économique. La récolte exceptionnelle a été due à plusieurs facteurs : extension de 19 800 hectares des terres cultivées, conditions atmosphériques favorables, application coordonnée des engrais, repiquage précoce du riz et large emploi des insecticides. Selon les dernières estimations⁵⁴, la production de riz a été de 2 739 546 tonnes, dépassant de 6,1 p. 100 les prévisions pour l'année et de 21,7 p. 100 la production moyenne de 1956-1960, (2 251 194 tonnes). La production des autres céréales a dépassé de 9,1 p. 100 la moyenne quinquennale. De même, la récolte de pommes de terre a été supérieure de 26,7 p. 100 à celle des années précédentes.

137. Quant aux récoltes de l'été de 1962, la dernière estimation fixait la production de céréales à 995 629 tonnes, contre 1 084 639 l'été précédent. Malgré cette baisse de 89 010 tonnes, soit environ 9 p. 100, la production de 1962 dépasserait encore de 6 p. 100 la moyenne quinquennale.

138. Les résultats de la pêche⁵⁵ n'étaient pas moins encourageants. Elle a produit 434 700 tonnes en 1961, contre 342 500 tonnes en 1960, et, dans les deux premiers mois de 1962, 40 500 tonnes, contre 37 800 pendant les mêmes mois de 1961.

139. Malgré l'excellente récolte, les prix agricoles sont restés assez stables⁵⁶. Le phénomène est d'autant plus remarquable que, les années précédentes, ils avaient tendance à baisser fortement au lendemain de la récolte pour monter en flèche pendant la morte-saison. Pendant le quatrième trimestre, les prix ont baissé modérément en 1961 — de 11,1 p. 100, compte tenu des variations saisonnières — alors qu'ils étaient descendus de 22,1

p. 100 en 1960. La chose est particulièrement significative du fait que la récolte de 1960 avait été inférieure à celle de 1959 et que 1961 a été une année exceptionnelle. La production agricole de 1960 avait été inférieure de 4 p. 100 à celle de 1959⁵⁷.

140. La stabilité relative des prix agricoles en 1961 semble consacrer le succès des mesures officielles, qu'il s'agisse du soutien des prix, du programme d'achat de céréales ou des prêts aux riziculteurs.

INDUSTRIE

141. L'indice global annuel⁵⁸ de la production industrielle a atteint 125,3 en 1961, contre 125,0 en 1960, soit une hausse de 0,24 p. 100. Celui de 1959 était de 114,7.

142. L'indice global mensuel de la production industrielle pendant la période considérée a suivi un mouvement alternant. Tombé à 114,5 en juillet, il s'est relevé graduellement jusqu'à atteindre 139,8 en décembre. La pointe précédente était de 133,5 en septembre 1960. Après correction saisonnière, l'indice de décembre s'élève à 137, la pointe précédente de 132 ayant été atteinte en 1960 et en mars 1961.

143. Les indices des trois composantes de l'indice industriel, à savoir les industries extractives, les industries manufacturières et l'électricité, ont accusé la même tendance. Ils ont baissé après mai pour se relever progressivement vers la fin de septembre. Le maximum a été atteint en décembre par l'indice des industries manufacturières (128,3) et par celui de l'électricité (136,6). L'indice des industries extractives, après avoir culminé à 218,1 en novembre, est redescendu à 213,5 en décembre.

144. Les estimations préliminaires pour les cinq premiers mois de 1962 montrent que l'indice de la production industrielle est descendu à 121,6 en février, s'est relevé en mars à 138,0 et a baissé légèrement en avril. En mai, l'indice, calculé sur une nouvelle base⁵⁹, accusait une hausse de 10 p. 100.

145. Pendant la même période, les indices des trois composantes ont évolué comme l'indice global.

146. Parmi les industries extractives, la production en 1961 a été la suivante : charbon (anthracite) : 5 884 300 tonnes, contre 5 365 400 tonnes en 1960, soit une augmentation de 9,6 p. 100 ; minerai de fer⁶⁰ : 504 800 tonnes, contre 392 100 tonnes en 1960, soit une augmentation de 29 p. 100 ; tungstène : 6 302 tonnes, contre 4 915 en 1960, soit 28,2 p. 100 en plus ; or raffiné : 2 599 kilos, contre 2 047 kilos en 1960, soit 27 p. 100 en plus.

147. Pendant les quatre premiers mois de 1962, la production a été la suivante : charbon (anthracite) : 2 301 500 tonnes, contre 1 928 400 tonnes pendant la période correspondante de 1961 ; minerai de fer : 156 200 tonnes, contre 143 900 tonnes pendant la période correspondante de 1961 ; tungstène : 2 170 tonnes, contre 2 095 pendant la période correspondante de 1961 ; or raffiné : 902 kilogrammes, contre 618 pendant la période correspondante de 1961.

148. En 1961, la production d'énergie électrique s'est élevée à 1 770 600 000 kWh, dont 652 200 000 pour les centrales hydro-électriques et 1 118 300 000 pour les centrales thermiques. Les chiffres correspondants de

⁵⁷ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Supplément No 13 (A/4900)*, par. 96 à 99.

⁵⁸ Sur la base 1958 = 100. On trouvera les détails à l'annexe VI, tableaux 16 et 17.

⁵⁹ Base 1960 = 100. Le nombre des articles a été accru et la base de pondération a donc été changée.

⁶⁰ Teneur de 40 à 47 p. 100.

⁵⁴ Banque de Corée, *Monthly Statistical Review*, février 1962, p. 43.

⁵⁵ Poisson, coquillages, algues et produits divers.

⁵⁶ Banque de Corée, *Monthly Statistical Review*, février 1962, p. 9.

1960 sont 1 milliard 697 millions, 580 millions et 1 milliard 117 millions, respectivement.

149. Pendant les quatre premiers mois de 1962, la production totale d'énergie a atteint 626 100 000 kWh, contre 560 800 000 pendant la période correspondante de 1961. Les centrales hydro-électriques ont fourni 216 800 000 kWh, et les centrales thermiques 345 200 000 kWh. Les chiffres correspondants pour les quatre premiers mois de 1961 sont 150 700 000 et 410 100 000 kWh.

FINANCES PUBLIQUES

150. Le 31 décembre 1961, le gouvernement a promulgué la loi de finances pour l'exercice financier 1962⁶¹. Les dépenses prévues s'élèvent à 68 milliards 910 millions de wons et les recettes à 65 milliards 160 millions, y compris l'aide étrangère provenant des fonds de contrepartie ou fournie en nature. Le déficit de 3 milliards 750 millions de wons doit être comblé par des emprunts intérieurs.

151. La structure générale des recettes et des dépenses ne diffère guère de celle de l'exercice financier 1961. En 1962, l'aide extérieure doit fournir 47 p. 100 des ressources, contre 50,5 en 1961⁶². On attend des impôts directs environ 10 p. 100 des recettes et des impôts indirects (autres que les droits de douane) environ 18 p. 100. Les chiffres correspondants de 1961 étaient de 7 et de 19 p. 100, respectivement.

152. Les dépenses se répartissent ainsi : dépenses du budget général, 40 p. 100 ; défense nationale, 28 p. 100 ; investissements et prêts de l'Etat, 32 p. 100. Les chiffres correspondants pour 1961 étaient respectivement de 42, de 27 et de 31 p. 100⁶³.

153. Le Conseil suprême du relèvement national a approuvé un premier budget additionnel pour 1962 le 30 avril, et un second le 31 juillet. De ce fait, le montant des recettes et des dépenses pour l'exercice fiscal 1962 a été porté à 74 milliards 100 millions de wons.

154. Lorsqu'on veut apprécier l'effet total du budget sur l'économie de la République de Corée, on doit faire état des 17 comptes spéciaux qui restent à part, avec leurs ressources et leurs dépenses propres. Quatre d'entre eux, à savoir le fonds de contrepartie, le compte spécial du relèvement économique, le compte spécial de la construction nationale et le compte spécial des fortunes illicites sont compris dans le budget général. Les opérations des 13 autres ne sont pas inscrites au budget général. Pour l'exercice fiscal 1962, ces 13 comptes spéciaux ajouteront 6 960 milliards de wons aux investissements et prêts de l'Etat, portant le total général de cette rubrique à 28 740 milliards de wons. Ces comptes sont financés en partie par l'emprunt et, dans la mesure où ils le sont, ils accroissent encore les pressions inflationnistes qui s'exercent sur l'économie.

MONNAIE, BANQUES ET PRIX

Introduction

155. Aussitôt après la révolution, la politique du gouvernement a tendu à rétablir le niveau de l'activité économique et à poser les fondements de l'expansion à venir. L'Etat a donc cherché à relever la production, le niveau de la consommation, le volume de l'épargne et celui des investissements. Les mesures prises à cet effet sont décrites dans le précédent rapport annuel.

156. Pour susciter une augmentation générale de la demande, le gouvernement a abandonné le contrôle des prix sur certains produits, accordé aux riziculteurs des avances gagées par la récolte, et réduit le taux des acomptes en wons exigés pour l'achat des dollars fournis par l'International Cooperation Administration. Il a également entrepris un programme d'achat de céréales.

157. Pour favoriser l'épargne et les investissements, et donc la production, le gouvernement, qui avait déjà relevé le taux de l'intérêt sur les dépôts à terme et réduit le chiffre des réserves légales des banques, a promulgué, au début de 1962, une loi qui limite le taux de l'intérêt à 20 p. 100 pour tout prêt supérieur à 3 000 wons. Dans le même but, il a créé un certain nombre d'institutions ou modifié les pouvoirs, les fonctions ou les ressources des institutions existantes⁶⁴.

Masse monétaire

158. La masse monétaire a continué d'augmenter au cours de la période considérée, passant de 21 milliards 760 millions de wons à la fin de janvier 1961, à 32 milliards 180 millions de wons à la fin de janvier 1962 (contre 31 milliards 220 millions à la fin de décembre 1961). Elle s'est donc accrue de 10 milliards 420 millions de wons en l'espace de 12 mois, soit une augmentation de près de 48 p. 100. Comme la production ne s'est pas développée en proportion durant cette période, il est clair que ce gonflement de la circulation monétaire risque de conduire à une inflation grave.

159. Durant le premier semestre de 1962, la masse monétaire a augmenté régulièrement jusqu'à la réforme monétaire (sauf en février, où elle est redescendue de 32 milliards 180 millions à 31 milliards 870 millions de wons). A la veille de la réforme monétaire, c'est-à-dire le 9 juin 1962, elle atteignait 37 milliards 100 millions de wons. A la fin du mois de juin, la réforme monétaire l'avait ramenée à 31 milliards 200 millions de wons.

160. A cet égard, il faut tenir compte du volume des moyens quasi monétaires tels que les crédits accordés par les banques commerciales aux entreprises publiques ou privées, de l'effet des achats nets de devises effectués par la Banque de Corée et du mouvement des dépôts d'organismes étrangers.

⁶⁴ Le gouvernement a créé une banque qui fournit, à des conditions raisonnables, des fonds de roulement aux moyennes et petites industries. Comme on l'a déjà dit, la Banque de la reconstruction a été réorganisée. Elle pourra désormais acheter, jusqu'à concurrence de la moitié de son capital, les titres de sociétés par actions ; elle pourra également obtenir des prêts à court terme de la Banque de Corée. En décembre, la loi sur les caisses mutuelles d'épargne a autorisé ces caisses à emprunter à la Banque de Corée et à d'autres établissements de crédit pour accroître leurs ressources. Elles seront seules autorisées à emprunter des fonds publics en vue d'accorder des prêts d'un montant limité. Le gouvernement a également promulgué une loi qui garantit le secret des dépôts et des versements d'épargne. La nouvelle loi relative aux opérations sur titres a pour objet d'accroître la liquidité du capital et d'en favoriser ainsi la formation. Le gouvernement compte ainsi régulariser les opérations boursières et donner au public plus de confiance dans la Bourse. La nouvelle loi remplace la loi sur les valeurs coréennes et la loi relative à la Bourse des valeurs.

En février, le Conseil de la monnaie a pris un règlement qui autorisait les banques à accorder des prêts aux entreprises pour l'achat de matériel. Il ne s'agissait alors que des entreprises qui, tout en contribuant à l'expansion de la production, ne bénéficiaient pas de prêts de l'Etat. En avril, sur la recommandation du Directeur du Conseil de la planification économique, cette restriction a été levée. Le montant des prêts peut atteindre 50 p. 100 de la valeur du matériel qui leur sert de gage, et leur durée ne peut dépasser cinq ans.

En mars, l'Etat a réduit le taux d'intérêt des prêts consentis pour certains investissements relevant du plan quinquennal et celui des prêts qui contribuent au redressement de la balance des paiements.

⁶¹ Voir les détails à l'annexe VI, tableaux 1 à 4.

⁶² Chiffre corrigé.

⁶³ Voir l'annexe VI.

161. Parmi les facteurs qui ont contrecarré les pressions inflationnistes, on peut citer : la fixation, à chaque trimestre, d'un plafond pour les prêts de diverses institutions financières, la faible demande de crédit bancaire dans le secteur privé, la stabilité des dépôts à vue, la baisse des achats d'articles de luxe, due aux mesures d'austérité et notamment à la limitation des importations de ces produits, et l'excellente récolte dont il a déjà été fait mention.

162. La réforme monétaire a provoqué l'établissement d'environ 4 millions de déclarations et d'un million de dépôts, représentant plus de 15 milliards de wons (environ 115 millions de dollars des Etats-Unis) en espèces et environ 24 milliards de wons (185 millions de dollars des Etats-Unis) en dépôts, soit au total 39 milliards de wons (300 millions de dollars des Etats-Unis). Les déclarations de moins de 30 000 wons (230 dollars des Etats-Unis) représentaient 97 p. 100 du total des déclarations, et les dépôts inférieurs à 30 000 wons formaient 80 p. 100 du montant total des dépôts⁶⁶.

Banques

163. Du fait de l'augmentation de la masse monétaire et de la faible activité économique, les banques ont eu de fortes liquidités jusqu'à la réforme monétaire du mois de juin. Elles ont pu rembourser leurs emprunts à la Banque de Corée et leurs réserves excédentaires ont augmenté jusqu'en octobre, atteignant le chiffre de 1 milliard 700 millions de wons. Elles ont diminué un peu, grâce à une reprise des demandes de crédit, en novembre et en décembre, mais elles s'élevaient encore à 790 millions de wons à la fin de décembre. A la fin avril 1962, elles étaient remontées à 2 milliards 300 millions de wons. En novembre, pour éponger une partie des réserves excédentaires et pour réduire leurs effets inflationnistes, la Banque de Corée a émis des bons de stabilisation à 91 jours portant un intérêt maximum de 8 p. 100, pour une valeur de 340 millions de wons. Cette initiative de la Banque de Corée mérite d'être signalée, car elle a constitué la première opération de ce genre.

164. Les dépôts ont continué d'augmenter à partir de juin. Le montant des dépôts de tous genres est passé de 14 milliards 500 millions de wons, à la fin de juin, à 19 milliards 310 millions de wons, à la fin de décembre, et à 19 milliards 460 millions de wons à la fin de janvier 1962. A la fin d'avril 1962, il atteignait 23 milliards 610 millions de wons. L'accroissement des dépôts d'épargne et des dépôts à terme a été particulièrement marqué. Ils sont passés de 3 milliards 590 millions de wons, en juin, à 5 milliards 350 millions de wons en décembre, et à 5 milliards 690 millions de wons en janvier 1962. A la fin d'avril 1962, ils s'élevaient à 6 milliards 690 millions de wons.

165. En revanche et sans doute à cause de la stagnation de l'économie, les opérations de prêt et d'escompte ont marqué le pas. Leur volume est passé de 11 milliards 790 millions de wons, à la fin de juin, à 12 milliards 780 millions de wons, à la fin de décembre 1961, et à 13 milliards 380 millions de wons à la fin de janvier 1962. A la fin d'avril 1962, le montant de ces opérations atteignait 15 milliards 370 millions de wons.

166. On ne dispose pas encore de statistiques pour le mois de juin 1962, mais on sait que le 22 juin 1962, pour élargir le marché financier, le Conseil de la monnaie a abaissé de 14 à 10 p. 100 la couverture exigée

pour les dépôts à vue, avec effet rétroactif au 1er juin 1962. Il a également levé, à partir du 29 juin 1962, le plafond trimestriel de l'escompte des effets de commerce.

Prix

167. Au cours de la période considérée, les prix ont marqué une tendance régulière à la hausse, avec de légères variations d'un mois à l'autre. De janvier à février 1961, l'indice mensuel des prix de gros est monté brusquement de 179,3 à 190,5 (1955 = 100). Il est resté compris entre 190 et 193 jusqu'en juillet, sauf à marquer une pointe (198,2) en mai. En août, il atteignait 195,2 et n'a guère changé jusqu'en décembre. En janvier 1962, l'indice a augmenté à nouveau pour atteindre 204,6. Sur une base annuelle, l'indice est passé de 163,1, en 1960, à 193,1 en 1961. L'indice des prix de gros des produits alimentaires a suivi la tendance de l'indice de tous les produits jusqu'en juillet, puis il a baissé de 190,4 en août à 178,1 en décembre, pour remonter soudainement à 195,6 en janvier 1962. Sur une base annuelle, cet indice est passé de 159,2 en 1960 à 188,2 en 1961. La hausse a été encore plus marquée pour les combustibles et l'énergie, dont l'indice est passé de 205,4 en janvier 1961, à 271,3 en décembre et à 296,1 en janvier 1962. L'indice des produits minéraux a connu une augmentation relativement régulière, passant de 168,3, en janvier 1961, à 199,6 en décembre 1961 et à 199,7 en janvier 1962. L'indice des produits métalliques et de l'outillage a suivi la même tendance.

168. L'indice des prix de gros a connu une hausse régulière pendant le premier semestre de 1962 (voir par. 126 ci-dessus). Il est passé de 204,0 en janvier à 220,1 en juin. L'indice pour les produits alimentaires et les boissons s'est élevé, au cours de la période considérée, de 195,6 à 228,4, celui des combustibles et de l'énergie demeurant stable autour de 287 alors que l'indice des produits minéraux tombait de 199,7, en janvier, à 166,3 en juin. L'indice des produits métalliques et de l'outillage s'est maintenu aux environs de 205.

169. La hausse des prix survenue en août 1961 a été la résultante de plusieurs facteurs : l'accroissement de la masse monétaire, la suspension en juillet du contrôle des prix, sauf pour quelques produits essentiels, la lente reprise de l'activité économique et le rajustement de la structure des prix au nouveau cours du won, ce qui, bien entendu, a pris un certain temps.

170. Durant le quatrième trimestre de 1961, les prix des céréales ont diminué de 4,8 p. 100⁶⁸ et ceux des autres produits ont augmenté de 1,4 p. 100⁶⁷. Cette dernière augmentation, relativement modérée, a été attribuée au maintien d'une capacité excédentaire considérable dans le secteur manufacturier, à l'augmentation des importations de matières premières et à un apport accru d'énergie. Comme on l'a noté dans la section relative à l'agriculture et à la pêche (voir par. 136 à 140 ci-dessus), la stabilité relative des prix des céréales constitue un résultat louable.

171. La hausse des prix des denrées alimentaires, durant le premier semestre de 1962, est un phénomène saisonnier. La baisse de l'indice des minerais a été causée par une chute marquée des prix des minerais métalliques, dont l'indice est tombé de 181,6 à 136,0 au cours de cette période, alors que celui des minerais non métalliques s'est maintenu autour de 235.

⁶⁸ Soit de 11,1 p. 100, compte tenu des variations saisonnières.

⁶⁷ Soit de 3,2 p. 100, compte tenu des variations saisonnières.

⁶⁶ Ministère des finances, Exposé de la réforme monétaire, 30 juin 1962, p. 2 et 3.

172. De février à mai 1962, la Bourse coréenne a connu un boom sans précédent. Le volume total des transactions est monté en flèche, passant de 820 millions de wons, en février, à 3 350 millions de wons en mars, 11 740 millions de wons en avril et 24 470 millions de wons en mai. Les transactions à terme représentaient 86 à 88 p. 100 du total.

173. Il y a eu trois raisons principales à ce boom. On a déjà signalé, dans les sections précédentes, le haut degré de liquidité de l'économie. En second lieu, les entreprises se sont hâtées de profiter de la réévaluation des stocks⁶⁸ dont les principes essentiels avaient été annoncés le 16 février 1962. La troisième raison de l'expansion du marché à terme a été l'institution des "transactions ordinaires", effectuée par la nouvelle loi sur la bourse des valeurs, entrée en vigueur le 1er avril 1962. Aux termes de cette loi, le règlement de ce genre de transactions doit se faire le lendemain de la date de l'opération. Au contraire, les deux autres types d'opérations à terme devaient être réglés soit après 30 jours, soit après 60 jours. Dans le cas des "transactions ordinaires", la date de liquidation pouvait être modifiée moyennant le paiement d'une commission spéciale. On a fait un tel usage de cette faculté qu'après un mois de fonctionnement le gouvernement a décidé de supprimer le nouveau système à partir du 1er juin.

174. Comme les spéculateurs ont joué un rôle prépondérant dans le boom, les acheteurs n'ont pu faire face à leurs obligations aux jours de liquidation, et le volume du numéraire exigé pour le règlement a augmenté de mois en mois. A la fin d'avril 1962, la Stock Exchange Company a dû emprunter aux banques une somme de 500 millions de wons. A la fin de mai, le montant des engagements non liquidés atteignait 4 milliards de wons. La Stock Exchange Company a couvert cette somme en empruntant 2 milliards 800 millions aux banques et en retirant 700 millions de son propre compte. En outre, elle a payé 500 millions de wons en consignnant ses propres actions. On a estimé qu'à la fin de juin il aurait fallu disposer encore de 3 milliards 900 millions de wons. Le 9 juin 1962, le gouvernement a fermé la Bourse jusqu'au 13 juillet; à la réouverture, les transactions à terme ont été strictement réglementées. Le montant des positions qui restaient à liquider au début de juin a fait l'objet d'un compromis: réduction du montant de chaque transaction et libération par la Stock Exchange Company de ses propres actions.

175. Le gouvernement a procédé à une enquête sur les origines du boom (le rapport des inspecteurs n'a pas été rendu public) et il a annoncé que les responsables seraient punis. Tous les membres du conseil de gestion de la Bourse ont été remplacés.

COMMERCE EXTÉRIEUR ET PAIEMENTS

176. La balance du commerce extérieur de la République de Corée est restée défavorable pendant toute la période considérée. En 1961, les exportations et les importations commerciales se sont élevées, respectivement, à 38 646 000 et à 103 138 000 dollars des Etats-Unis. En 1960, les exportations avaient été de 31 832 000 dollars et les importations de 97 168 000 dollars.

⁶⁸ On peut citer comme exemple la décision prise par la Korea Stock Exchange Company qui, le 20 mars 1962, a porté son capital de 60 à 100 millions de wons en émettant 800 millions d'actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,05 won.

177. En 1961, les importations au titre du programme d'aide se sont élevées à 196 818 000 dollars⁶⁹, contre 231 947 000 dollars⁷⁰ en 1960.

178. Pour le premier trimestre de 1962, les exportations commerciales ont atteint 9 210 000 dollars et les importations 43 988 000 dollars (42 274 000 dollars au titre de comptes privés et 1 714 000 dollars pour le compte de l'Etat). Pour la période correspondante de 1961, les chiffres étaient, respectivement, de 7 525 000 et de 24 630 000 dollars (24 473 000 dollars au titre de comptes privés et 157 000 dollars pour le compte de l'Etat).

179. Il convient de noter que les transactions invisibles, et notamment les ventes de biens et de services aux forces des Nations Unies qui tiennent garnison dans le pays, laissent à la République de Corée un solde largement bénéficiaire. En 1961, les recettes provenant de cette source ont été de 79 700 000 dollars, contre 62 600 000 dollars en 1960⁷¹. Pour les quatre premiers mois de 1962, ces recettes se sont élevées à 27 200 000 dollars.

180. On aura donc un tableau plus exact si l'on fait état du montant des recettes et des paiements en devises au cours de la période considérée⁷². En 1961, les recettes se sont élevées à 322 752 000 dollars et les paiements à 272 656 000 dollars, ce qui laisse un excédent de 50 096 000 dollars. En 1960, les recettes étaient de 318 154 000 dollars et les paiements de 308 536 000 dollars, soit un solde bénéficiaire de 9 618 000 dollars. Au cours des quatre premiers mois de 1962, les recettes se sont élevées à 121 121 000 dollars et les paiements à 123 371 000 dollars, laissant un déficit de 2 250 000 dollars.

181. Un autre indicateur de la position internationale de la République de Corée est fourni par les avoirs en devises de la Banque de Corée, qui sont passés de 164 millions de dollars, à la fin de décembre 1960, à 213 675 000 dollars à la fin de décembre 1961, soit une augmentation de 49 675 000 dollars. Les avoirs en or et en devises ont baissé de 216 900 000 dollars, à la fin de janvier 1962, à 211 900 000 dollars, à la fin d'avril⁷³.

182. Par rapport à 1960, les exportations commerciales ont sensiblement progressé en 1961. Elles sont passées de 31 832 000 dollars, en 1960, à 38 646 000 dollars, soit un accroissement de 21 p. 100. Cette amélioration semble indiquer que les efforts énergiques déployés par le gouvernement pour encourager les exportations ont été efficaces. L'action de l'Etat a consisté notamment à verser des subventions aux exportateurs, à créer des associations d'exportateurs, et à réduire, pour les revenus provenant de l'exportation, le taux de l'impôt sur le revenu et celui de l'impôt sur les sociétés. D'autre part, les exportations ont été stimulées par l'adoption du système de centralisation des devises et par la fixation du nouveau taux de change (130 wons le dollar des Etats-Unis), deux mesures qui ont rendu profitable la cession des devises à la Banque de Corée, ainsi que par la reprise des relations commerciales avec le Japon.

183. Près de 87 p. 100 des exportations, soit 33 600 000 dollars sur 38 600 000, étaient destinées au

⁶⁹ 125 514 000 dollars au titre de comptes privés et 71 304 000 dollars pour le compte de l'Etat.

⁷⁰ 174 838 000 dollars au titre de comptes privés et 57 109 000 dollars pour le compte de l'Etat.

⁷¹ Banque de Corée, *Economic Statistics Yearbook* 1962, p. 198.

⁷² Voir annexe VI, tableau 5.

⁷³ Banque de Corée, *Monthly Statistical Review*, juin 1962, p. 38.

Japon (19 400 000 dollars, soit environ 50 p. 100), à Hong-kong et aux Etats-Unis d'Amérique.

184. En 1962, le gouvernement compte porter les exportations à 66 millions de dollars. Soucieux de pratiquer une politique commerciale plus dynamique, il a conclu, en septembre 1961, un accord commercial d'un an avec la Thaïlande.

AIDE ÉTRANGÈRE ET CAPITAUX PRIVÉS

Introduction

185. Le gouvernement a poursuivi ses efforts en vue d'accroître et de diversifier l'afflux de ressources extérieures en Corée. Au nom d'une "diplomatie économique positive", il s'est mis en rapport avec le Fonds spécial des Nations Unies et avec les gouvernements des pays exportateurs de capitaux pour en obtenir une assistance financière et technique. Il a également offert plus d'encouragements et de facilités aux capitaux privés étrangers, au titre de la loi visant à encourager les investissements étrangers⁷⁴.

Projets du Fonds spécial

186. Le Fonds spécial s'est engagé à aider la République de Corée à mener à bien quatre projets qui intéressent des secteurs essentiels de son économie, à savoir: 1) Etude pour la mise en valeur des terres intercotidales; 2) Etudes et démonstrations agricoles dans certains bassins versants; 3) Centre de la productivité; 4) Centre de formation pour les télécommunications.

187. Les deux premiers projets sont en cours d'exécution depuis le deuxième semestre de 1961. Le Fonds spécial a alloué à cette fin une somme de 1 149 300 dollars, le gouvernement fournissant en contrepartie l'équivalent de 808 000 dollars. Les accords relatifs à la mise en application des deux autres projets n'ont pas encore été signés. Ils prévoient l'allocation, par le Conseil d'administration du Fonds spécial, d'une somme de 2 067 100 dollars et une contribution de contrepartie du gouvernement équivalant à 1 833 000 dollars.

Aide étrangère

188. Le gros de l'aide extérieure continue de venir des Etats-Unis d'Amérique. Le Gouvernement de la République de Corée a également conclu des accords⁷⁵ de coopération économique avec la République fédérale d'Allemagne et l'Italie.

189. En 1961, l'aide fournie par les Etats-Unis s'est élevée à 201 555 000 dollars⁷⁶, à savoir: 30 953 000 dollars affectés à des projets déterminés, 115 546 000 dollars accordés en dehors de projets déterminés, 10 130 000 dollars pour l'assistance technique et 44 926 000 dollars provenant de la vente d'excédents agricoles, au titre de la loi No 480 des Etats-Unis. En 1960, l'aide totale s'était élevée à 245 394 000 dollars, répartis comme suit: 43 553 000 dollars affectés à des

projets déterminés, 174 707 000 dollars accordés en dehors de projets déterminés, 6 977 000 dollars pour l'assistance technique et 19 913 000 dollars sous forme d'excédents agricoles.

190. Au cours des trois premiers mois de 1962, l'aide reçue des Etats-Unis s'est élevée à 55 125 000 dollars: 3 281 000 dollars pour des projets déterminés, 40 727 000 dollars non affectés à des projets déterminés et 11 118 000 dollars au titre de la loi No 480. Pendant la même période de 1961, les chiffres correspondants ont été 8 233 000 dollars, 28 793 000 dollars et 11 081 000 dollars⁷⁷.

191. En outre, le pays peut disposer d'une somme de 20 millions de dollars que les Etats-Unis lui avaient fournie pour l'aider à dévaluer sa monnaie et à simplifier son régime des changes. Cette somme était placée dans un "Fonds spécial de stabilisation"; en janvier 1962, les autorités ont annoncé qu'elles l'affecteraient à l'importation d'engrais et de matières premières.

192. Le 12 janvier 1962, le Conseil de planification économique a annoncé que les Etats-Unis venaient d'allouer une somme de 90 millions de dollars au titre de la première tranche de l'aide pour 1962. Cette somme devait être répartie comme suit: 20 millions de dollars pour l'importation d'engrais, 25 millions pour l'importation de produits pétroliers et un million de dollars pour les importations destinées aux services publics. Les 44 millions de dollars restants devaient servir à importer neuf produits et notamment des fibres textiles, des produits chimiques, du bois brut et du caoutchouc brut.

193. Un accord économique a été signé à Bonn, le 13 décembre 1961, entre une mission économique envoyée par la République de Corée et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Ce dernier a consenti à fournir une aide de 150 millions de DM, moitié sous la forme de prêts de développement à long terme et moitié sous la forme de crédits à l'exportation pour une durée supérieure à cinq ans. De son côté, le Gouvernement de la République de Corée garantit le remboursement des crédits accordés. Ces prêts seront affectés à des projets établis de concert et destinés à accélérer le développement économique. Au titre de l'assistance technique, la République fédérale d'Allemagne prêtera les services d'économistes, de géologues et d'ingénieurs des houillères.

194. Le 21 novembre 1961, une mission économique de la République de Corée a signé, à Rome, un accord de coopération économique avec l'Italie. Sans assumer d'engagements définitifs, l'Italie s'est déclarée disposée, dans les limites de sa législation et de son budget, à l'exécution de projets industriels coréens. L'accord envisage, en particulier, la fabrication d'engrais et de soude caustique.

195. Lors de l'établissement du présent rapport, les crédits à affecter à des projets déterminés, en vertu de ces deux accords, faisaient encore l'objet de négociations entre les gouvernements intéressés.

196. En août 1962, le Ministère des affaires étrangères de la République de Corée a annoncé que le Gouvernement australien avait décidé d'accorder chaque année un crédit de 167 250 dollars pour l'aide technique: moyens de formation, matériel et services d'experts⁷⁸.

⁷⁷ Renseignements fournis par le Service des études de la Banque de Corée.

⁷⁸ *Korea Times*, 10 août 1962.

⁷⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Supplément No 13 (A/4900), par. 151.

⁷⁵ Banque de Corée, *Monthly Statistical Review*, février 1962, p. 48 et 49.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 66. Les chiffres se rapportent aux entrées pendant l'exercice financier de la République de Corée (identique à l'année civile). Sur la base de l'exercice financier des Etats-Unis (juillet-juin), l'aide prévue était de 178,1 millions de dollars (projet de budget préliminaire) pour l'exercice 1961-1962, de 261,9 millions de dollars pour l'exercice 1960-1961 et de 233,9 millions de dollars pour l'exercice 1959-1960. Il convient de noter que ces chiffres diffèrent de ceux qui ont été mentionnés dans le précédent rapport annuel.

197. Pendant la période considérée, la politique du gouvernement visant à attirer des capitaux étrangers privés et des compétences techniques en Corée a pris une forme plus précise.

198. Le précédent rapport annuel notait déjà une attitude plus libérale à l'égard des investissements étrangers⁷⁹. La faculté d'investir des capitaux en Corée n'est plus réservée aux ressortissants des pays qui ont conclu un traité d'amitié, de commerce et de navigation avec la République; la loi actuelle étend cette faculté aux nationaux des pays qui ont des relations diplomatiques normales avec la Corée. En outre, la liste des industries susceptibles de recevoir des capitaux étrangers s'est allongée.

199. Le 16 décembre 1961, le Conseil de planification économique a défini la politique et les principes fondamentaux⁸⁰ qui régiraient les investissements étrangers en Corée.

200. La surveillance et la coordination de tous les investissements étrangers seraient confiées au Conseil de planification économique. Le gouvernement acceptait le principe de l'égalité de traitement, que les capitaux soient étrangers ou nationaux. Il plaçait sur le même pied l'importation des capitaux et celle des compétences techniques.

201. En règle générale, les prêts extérieurs contractés par l'Etat seraient investis dans le secteur public, surtout dans les activités primaires et tertiaires. Les capitaux étrangers obtenus par le secteur privé seraient principalement investis dans les industries secondaires.

202. Le gouvernement garantirait le remboursement des prêts destinés à des projets relevant du plan quinquennal et considérés comme essentiels par le Comité d'encouragement aux investissements étrangers. La loi d'encouragement aux investissements étrangers serait modifiée dans ce sens⁸¹. L'Etat accorderait également des prêts en monnaie nationale à ce genre d'entreprises, en dérogeant au principe général selon lequel l'industrie privée serait financée par des capitaux privés.

203. Le gouvernement promettait de poursuivre ses efforts en vue de conclure avec les pays exportateurs de capitaux des traités de commerce, d'amitié et de navigation, des accords garantissant les investissements et des traités destinés à éviter les doubles impositions. Il envisageait d'établir dans les principaux pays exportateurs de capitaux, tels que les Etats-Unis, la République fédérale d'Allemagne et le Japon, des missions permanentes chargées de mener les négociations et de répondre aux demandes de renseignements.

204. Dès le 30 octobre 1961⁸², le gouvernement avait publié une liste de 17 projets destinés à être mis en œuvre à l'aide de capitaux étrangers. Dans chaque cas, il avait précisé la part du capital national et celle du capital étranger ainsi que les critères qui présideraient au choix des investisseurs.

205. En janvier 1962, le Conseil de planification économique a désigné 19 entreprises pour l'exécution de neuf projets pris sur cette liste⁸³. Le nombre des soumissions reçues s'élevait à 55. Il était prévu que les

entreprises retenues devaient conclure un contrat de prêt ou de participation financière dans les trois mois et demander l'autorisation d'établir une industrie au titre de la loi d'encouragement aux investissements étrangers. En ce qui concerne les projets pour l'exécution desquels aucune entreprise n'aurait été retenue, le Conseil de planification économique comptait organiser des groupements d'investisseurs privés.

PREMIER PLAN QUINQUENNAL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE⁸⁴

206. Le premier plan quinquennal de développement économique a été lancé officiellement au début de 1962. Ce plan vise à élever le niveau de vie, à réduire le chômage et à permettre à l'économie de croître d'elle-même.

207. Pour que le pays atteigne ces objectifs, le taux annuel de croissance du produit national brut doit passer de 4,7 p. 100 pendant la période 1953-1960 à 7,1 p. 100 pendant les années 1962-1966. On pense que ce taux sera de 5,7 p. 100 en 1962. Au cours des années suivantes, il doit s'élever progressivement et atteindre 8,3 p. 100 en 1966⁸⁵. Le nombre d'emplois doit croître de 8 500 000 en 1962 à 10 100 000 en 1966. En même temps, le chômage devrait décroître et passer de 2 400 000 en 1962 à 1 800 000 en 1966. On appréciera mieux l'effort prévu si l'on se souvient que la population de la Corée s'accroît de 2,9 p. 100 par an⁸⁶.

208. La stratégie du plan consiste à concentrer le gros des investissements bruts, qui doivent atteindre 321 milliards 450 millions de wons (pour 1962-1966), sur la production d'énergie, les transports, les communications et le logement. Pendant cette période de cinq ans, 49 p. 100 environ des investissements sont prévus pour ce secteur. Les industries manufacturières et minières recueilleront 34 p. 100 des investissements, le reste, soit 17 p. 100, devant aller aux activités primaires.

209. Le gouvernement doit jouer un rôle actif dans la formation de capital. Mais, comme il se propose, en fin de compte, de favoriser l'entreprise privée, ce rôle doit décroître graduellement. Le gouvernement fournirait donc 58,3 p. 100 des fonds investis en 1962, mais seulement 53,4 p. 100 en 1966. Inversement, la part du secteur privé augmenterait de 41,7 p. 100 en 1962 à 46,6 p. 100 en 1966⁸⁷.

210. Les objectifs fixés pour quelques industries clefs pendant la période du plan sont les suivants⁸⁸:

La production d'énergie électrique doit monter de 366 à 1 048 mégawatts, celle d'origine hydraulique passant de 143 à 305 mégawatts et celle d'origine thermique de 223 à 743 mégawatts.

La production de charbon doit croître de 5 400 000 tonnes à 11 700 000 tonnes. La production de ciment doit passer de 430 000 tonnes à 1 370 000 tonnes. La production d'engrais azotés, qui était nulle, doit atteindre 109 500 tonnes et celle de phosphate doit passer de zéro à 25 100 tonnes⁸⁸.

⁷⁹ Assemblée générale, Documents officiels, seizième session, Supplément No 13 (A/4900), par. 151.

⁸⁰ Banque de Corée, *Monthly Statistical Review*, janvier 1962, p. 30 et 31.

⁸¹ Pour les mesures prises ultérieurement par le gouvernement à cet effet, voir le paragraphe 131 ci-dessus.

⁸² Banque de Corée, *Monthly Statistical Review*, novembre 1961, p. 28 et 29.

⁸³ *Ibid.*, février 1962, p. 46.

⁸⁴ République de Corée, *Summary of the First Five-Year Economic Plan, 1962-1966*, publié en 1962.

⁸⁵ Voir annexe VI, tableau 6.

⁸⁶ République de Corée, *Summary of the First Five-Year Economic Plan, 1962-1966*, p. 26. Les recensements de 1955 et 1960 ont servi de base au calcul de ce taux.

⁸⁷ Voir annexe VI, tableaux 7 et 8.

⁸⁸ Sauf indication contraire, l'année de base pour les données du plan qui concernent la production est 1960.

Dans l'agriculture, l'objectif du plan est d'arriver à l'autarcie alimentaire en 1966. La production de céréales alimentaires doit passer de 3 500 000 tonnes à 4 600 000 tonnes, celle de riz, de 2 300 000 tonnes à 3 millions de tonnes. La pêche devra rapporter 421 000 tonnes, au lieu des 241 700 tonnes de 1960.

211. Les détails publiés jusqu'ici quant au financement du plan ne semblent pas englober toutes les dépenses envisagées. Une question importante qui n'a pas été posée est celle de savoir si l'économie coréenne est capable d'absorber les investissements prévus.

212. Comme il ressort des chiffres, le plan envisage de dépenser chaque année pour la consommation et les investissements plus que le produit national brut. On ne voit pas dans quelle mesure il a été tenu compte des difficultés auxquelles s'exposera une économie qui épargnait jusqu'ici, annuellement, 4,2 p. 100 du revenu national et qui verra augmenter de près de 16 p. 100 ses investissements, principalement grâce à l'assistance extérieure. Les ressources extérieures peuvent fournir immédiatement des moyens matériels, mais, par elles-mêmes, elles ne peuvent accroître en proportion la capacité d'absorption d'une économie. Un gros obstacle à la réalisation du plan semble devoir être la pénurie de main-d'œuvre expérimentée. Ce facteur, de même que la nécessité de changer la structure de la consommation, aura sans doute un effet déterminant sur la capacité d'absorption de l'économie, et donc sur la possibilité d'éviter à la fois le sous-emploi de la capacité de production et une inflation excessive.

213. Tel qu'il est, le plan ne prévoit qu'un changement très graduel de la répartition du produit national brut entre la consommation, d'une part, et l'épargne, de l'autre. La consommation doit baisser de 96,3 p. 100 en 1962 à 87,0 p. 100 en 1966. Ainsi, les dépenses totales représenteront 116,4 p. 100 du produit national brut en 1962, 115,6 p. 100 en 1963, 113,7 p. 100 en 1964, 111,3 p. 100 en 1965 et 109,8 p. 100 en 1966. Au cours de la même période, on estime que l'épargne nationale passera de 3,6 p. 100 du produit national brut en 1962 à 12,0 p. 100 en 1966. On voit que, pendant ces cinq ans, les dépenses dépasseraient constamment de 10 à 16 p. 100 le volume du produit national brut.

214. Le financement de 42 à 47 p. 100 des dépenses du plan, part réservée au secteur privé, est laissé dans

le vague. On trouvera à l'annexe VI, tableaux 11 et 12, les détails du plan pour le financement des investissements publics. Il ressort de ces données que les impôts indirects doivent fournir une partie importante des fonds. Leur rendement doit passer de 24 milliards 700 millions de wons en 1962 à 40 milliards 860 millions de wons en 1966, soit une augmentation de 65 p. 100. Le produit des impôts directs passerait de 7 milliards 170 millions de wons en 1962 à 12 milliards 280 millions de wons en 1966, soit un accroissement de 71 p. 100. Les tableaux 13 et 14 montrent qu'on comptera beaucoup sur l'aide étrangère (tant publique que privée) et l'emprunt.

215. On voit ainsi que l'exécution du plan se heurtera à de grandes difficultés et que, pour les surmonter, il faudra des efforts intenses de la part du peuple et du gouvernement de la République de Corée, ainsi que l'assistance continue des pays amis pendant plusieurs années.

* * *

La Commission adresse le présent rapport au Secrétaire général pour qu'il le soumette à l'Assemblée générale, à sa dix-septième session ordinaire, conformément aux dispositions du paragraphe 2, alinéa c, de la résolution 376 (V) du 7 octobre 1950.

La Commission tient à consigner dans son rapport que les services fournis pendant l'année par le Secrétariat lui ont donné toute satisfaction.

Fait au siège de la Commission à Séoul (Corée), le 1er septembre 1962.

(Signé) John D. PETHERBRIDGE (*Australie*)

R. Suárez BARROS (*Chili*)

K. M. SHEIKH (*Pakistan*)

N. A. J. DE VOGD (*Pays-Bas*)

MAXIMINO G. BUENO (*Philippines*)

Chan ANSUCHOTE (*Thaïlande*)

Muammer BAYKAN (*Turquie*)

Le Secrétaire principal,

Ismail R. KHALIDI

ANNEXES

ANNEXE I

Liste des délégations à la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée et composition du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

A. — Délégations à la Commission

1. — LISTE DES DÉLÉGATIONS

AUSTRALIE

Représentants:

M. Arthur John Melhuish ^a;

M. John D. Petherbridge ^b.

Représentant suppléant:

M. Cavan Hogue.

CHILI

Représentant:

M. Roberto Suárez Barros, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire;

PAKISTAN

Représentants:

M. Mohammed Ali, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire ^c;

M. Ali Arshad ^d;

Le général de corps d'armée K. M. Sheikh, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire ^e.

PAYS-BAS

Représentant:

M. N. A. J. de Voogd, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

PHILIPPINES

Représentants:

M. Juan M. Arreglado, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire ^f;

M. Maximino G. Bueno, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire ^g.

Représentants suppléants:

M. Pelayo F. Llamas ^h;

M. Tiburcio C. Baja ⁱ.

THAÏLANDE

Représentant:

Le général de division Chan Ansuchote, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

Représentant suppléant:

M. Klos Visessurakarn.

TURQUIE

Représentant:

M. Muammer Baykan.

Représentant suppléant:

M. A. G. Alacakaptan ^j.

^a Jusqu'au 13 novembre 1961.

^b A partir du 14 novembre 1961.

^c Jusqu'au 27 février 1962.

^d Du 16 au 22 juin 1962.

^e A partir du 6 juillet 1962.

^f Jusqu'au 13 février 1962.

^g A partir du 26 mars 1962.

^h Jusqu'au 25 mai 1962.

ⁱ A partir du 15 juin 1962.

^j Jusqu'au 10 juin 1962.

2. — LISTE DES PRÉSIDENTS SUCCESSIFS

i) Commission

Réunion du 1er au 5 décembre 1961:

Le général de division Chan Ansuchote (*Thaïlande*) [du 1er au 4 décembre 1961];

M. Klos Visessurakarn (*Thaïlande*) [5 décembre 1961].

Réunion du 3 au 6 février 1962:

M. Muammer Baykan (*Turquie*).

Réunion du 16 au 22 juin 1962:

M. John D. Petherbridge (*Australie*).

Réunion du 29 août au 1er septembre 1962:

M. Roberto Suárez Barros (*Chili*).

ii) Comité de la Commission

1961

Septembre:

M. Muammer Baykan (*Turquie*).

Octobre:

M. Arthur John Melhuish (*Australie*).

Novembre:

Le général de division Chan Ansuchote (*Thaïlande*).

Décembre:

M. Muammer Baykan (*Turquie*).

1962

Janvier:

M. Muammer Baykan (*Turquie*).

Février:

M. Juan M. Arreglado (*Philippines*).

Mars:

M. A. G. Alacakaptan (*Turquie*) [du 1er au 19 mars];

M. Muammer Baykan (*Turquie*) [du 20 au 31 mars].

Avril:

M. John D. Petherbridge (*Australie*).

Mai:

M. Klos Visessurakarn (*Thaïlande*) [par intérim, du 1er au 30 mai];

M. Maximino G. Bueno (*Philippines*) [31 mai].

Juin:

M. Klos Visessurakarn (*Thaïlande*).

Juillet:

M. Muammer Baykan (*Turquie*).

Août:

M. John D. Petherbridge (*Australie*).

B. — Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Secrétaire principal:

M. David L. Hall (jusqu'au 20 août 1962);

M. Ismail R. Khalidi (à partir du 20 août 1962).

Spécialiste des questions politiques:

M. Zouheir Kuzbari (jusqu'au 31 mars 1962);

M. Ahmet H. Ozbudun (à partir du 31 mars 1962).

Fonctionnaire chargé des services administratifs et financiers:

M. Reginald D. Bruce.

Fonctionnaire chargé des questions économiques:

M. Gabriel E. Rezek (jusqu'au 17 février 1962);
M. Nalinkumar I. Almaula (à partir du 23 mars 1962).

Fonctionnaire chargé du service des transports et des communications:

M. Gonzalo Menéndez (jusqu'au 15 octobre 1961);
M. Johan Boe (du 15 octobre 1961 au 4 avril 1962);
M. Ronald Binge (du 4 avril au 18 juillet 1962);
M. Johan Boe (à partir du 18 juillet 1962).

Fonctionnaire chargé des services généraux:

M. Ronald Binge (jusqu'au 31 décembre 1961).

Conseiller personnel du Secrétaire principal:

M. Donald J. Rogers (jusqu'au 13 avril 1962);
M. Jesus Colet (à partir du 13 avril 1962).

Assistant chargé des questions administratives:

M. Dwarka Nath Puri.

Secrétaire:

M. Francisco J. Pego (jusqu'au 31 décembre 1961);
M. Kidar N. Sawhney (à partir du 11 mai 1962).

Assistants chargés de recherches:

M. Cho Dong Bin;
M. Moon Hae Shik.

Assistant chargé des transports et de l'entretien des bâtiments:
M. Chung Hak Joon.

Assistant chargé des questions financières:

M. Sohng Ri Chan.

Commis (Département des recherches):

M. Choe Yohng Sohk;
M. Lee In Sun.

C. — Organisation

Les délégations des Etats membres du Comité de la Commission des Nations Unies sont installées à Séoul, de même que le secrétariat. Trois membres de la Commission résident à Tokyo.

Le commandement des forces armées des Nations Unies a continué de fournir une aide logistique à la Commission et à son comité. La Commission et son comité ont aussi bénéficié de la collaboration et du concours efficaces des fonctionnaires de liaison désignés par le Ministère de la défense nationale de la République de Corée.

Le secrétariat de la CNUURC a continué de prêter son concours aux représentants des divers organismes des Nations Unies qui se trouvent à Séoul.

ANNEXE II

Gouvernement de la République de Corée

A. — Pouvoir exécutif

Président de la République de Corée:

Yoon Bo Sun (Posun Yun) [a démissionné le 23 mars 1962];
Général Park Chung Hee (par intérim) [à partir du 23 mars 1962].

Chef du Cabinet — Premier Ministre:

Général de corps d'armée en retraite Song Yo Chan (du 3 juillet 1961 au 18 juin 1962);
Général Park Chung Hee (du 18 juin au 10 juillet 1962);
Kim Hyun Chul (à partir du 10 juillet 1962).

Président du Conseil de la planification économique (Chef du Cabinet adjoint — Premier Ministre adjoint):

Kim Yu Taik (a démissionné le 2 mars 1962);
Général de corps d'armée en retraite Song Yo Chan (à partir du 2 mars 1962, a démissionné le 18 juin 1962);
Kim Hyun Chul (du 18 juin au 10 juillet 1962);
Kim Yu Taik (à partir du 10 juillet 1962).

Ministres:

Affaires étrangères:

Général de corps d'armée en retraite Song Yo Chan (du 22 juillet au 11 octobre 1961);
Général de corps d'armée en retraite Choi Duk Shin (à partir du 11 octobre 1961).

Intérieur:

Général de division Han Shin.

Finances:

Chun Byung Kyoo (du 22 juillet 1961 au 18 juin 1962);
Kim Se Ryun (à partir du 18 juin 1962).

Justice:

Général de brigade Koh Won Jeung (du 20 mai 1961 au 9 janvier 1962);
Colonel en retraite Cho Byung Il (à partir du 9 janvier 1962).

Défense nationale:

Général de corps d'armée en retraite Bak Byeung Kwon.

Education:

Colonel Moon Hui Suk (du 20 mai 1961 au 9 janvier 1962);
Kim Sang Hyup (à partir du 9 janvier 1962).

Agriculture et forêts:

Général de brigade Chang Kyung Soon.

Commerce et industrie:

Général de division Chung Nai Hyok (du 20 mai 1961 au 18 juin 1962);
Yoo Chang Soon (à partir du 18 juin 1962).

Transports:

Capitaine de vaisseau Kim Kwang Ok (du 20 mai 1961 au 16 août 1961);
Général de division Park Choon Shik (à partir du 16 août 1961).

Santé publique et affaires sociales:

Général de brigade en retraite Chung Hi Sup.

Communications:

Général de brigade Bai Duk Chin.

Information:

Oh Jae Kyung (du 7 juillet 1961 au 18 juin 1962);
Lee Won Woo (à partir du 18 juin 1962).

Construction^a:

Général de corps d'armée Bak Im Hang (à partir du 18 juin 1962).

Services administratifs de la présidence du Conseil^b:

Général de brigade Kim Byung Sam.

B. — Pouvoir judiciaire

Président de la Cour suprême de Justice:

Cho Jin Man.

C. — Conseil suprême du relèvement national

Président:

Général Park Chung Hee.

^a Ministère créé le 16 juin 1962.

^b A pris ce nom le 12 juillet 1961.

Vice-Président:

Général de corps d'armée Lee Joo Il.

Comité permanent (créé le 12 juin 1961; en font partie les présidents des sous-comités du Conseil suprême du relèvement national)

Président du Comité législatif et judiciaire:

Colonel Lee Suk Jae.

Membre:

Colonel Kil Jae Ho.

Président du Comité des affaires intérieures:

Général de brigade Cho Shi Hyung.

Membres:

Colonel Park Won Bin;

Colonel Kim Hyung Wook.

Président du Comité des affaires étrangères et de la défense nationale:

Général de division Yoo Yang Soo (du 12 juin 1961 au 20 juillet 1962);

Général de division (infanterie de marine) Kim Dong Ha (à partir du 20 juillet 1962).

Membre:

Général de brigade Kim Jae Choon (à partir du 20 juillet 1962).

Président du Comité des finances et des affaires économiques:

Général de division (infanterie de marine) Kim Dong Ha (du 2 septembre 1961 au 20 juillet 1962);

Général de division Yoo Yang Soo (à partir du 20 juillet 1962).

Membres:

Colonel Yoo Won Shik (a démissionné le 20 juillet 1962);

Colonel Oh Jung Keun (de l'infanterie de marine);

Général de brigade Park Tai Joon (à partir du 2 septembre 1961);

Général de brigade Lew Byong Hion (à partir du 2 septembre 1961).

^a Le président de chaque sous-comité est membre du Conseil suprême du relèvement national. Chaque sous-comité, sauf un, compte un ou plusieurs membres qui font partie du même Conseil. Les autres "membres" des sous-comités ne siègent pas au Conseil.

Président du Comité de l'éducation et des affaires sociales:

Général de brigade Sohn Chang Kyu (nommé le 3 juillet 1961, a démissionné le 20 juillet 1962);

Général de division Kim Yong Soon (à partir du 20 juillet 1962).

Membres:

Colonel Hong Chong Chul;

Colonel Chung Sae Woong (de l'infanterie de marine);

Colonel Kang Sang Wook.

Président du Comité des transports et des communications:

Général de brigade Kim Yun Keun.

Membre:

Colonel Ok Chang Ho (de l'infanterie de marine).

Président du Comité de direction et de planification:

Colonel Oh Chi Seong.

Président du Comité de planification:

Général de corps d'armée Han Byung Soon (du 21 mai au 23 juin 1961);

Général de corps d'armée en retraite Song Yo Chan (du 3 juin 1961 au 1er avril 1962).

Autres membres du Conseil suprême du relèvement national:

Général de brigade Kim Jin Wee (Chef de la défense de la capitale);

Général Kim Chong Oh (Chef d'état-major de l'armée de la République de Corée);

Général de corps d'armée Bak Im Hang (Commandant la 1ère armée de la République de Corée) [a démissionné le 18 juin 1962];

Vice-amiral Lee Sung Ho (Chef des opérations navales);

Général de corps aérien Kim Shin (Chef d'état-major de l'armée de l'air de la République de Corée) [du 12 juin 1961 au 31 juillet 1962];

Général de corps aérien Chang Sung Hwan (Chef d'état-major de l'armée de l'air de la République de Corée) [à partir du 31 juillet 1962];

Général de corps d'armée Kim Sung Un (Commandant du corps de l'infanterie de marine de la République de Corée) [du 12 juin 1961 au 30 juin 1962];

Général de corps d'armée Kim Doo Chan (Commandant du corps de l'infanterie de marine de la République de Corée) [à partir du 30 juin 1962].

^d Comité supprimé le 1er avril 1962. A la même date, les fonctions du Comité de planification ont été confiées au Comité de direction et de planification du Conseil suprême du relèvement national.

ANNEXE III

Relations internationales de la République de Corée

A. — Représentation diplomatique ^a

Australie	Israël ^b
Belgique ^b	Italie
Bésil ^b	Madagascar
Chine (Rép. de)	Mexique
Colombie ^b	Norvège ^b
Danemark ^b	Nouvelle-Zélande ^b
Espagne ^c	Pays-Bas ^b
Etats-Unis d'Amérique	Philippines
Fédération de Malaisie ^b	Portugal ^{b, d}
France	République fédérale
Grèce ^b	d'Allemagne

^a Il s'agit d'ambassades.

^b Accréditation concurrente.

^c L'ambassadeur d'Espagne est déjà accrédité. Le Gouvernement de la République de Corée n'a pas encore accrédité d'ambassadeur à Madrid.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Suède ^b
Saint-Siège	Thaïlande
	Turquie
	Viet-Nam (Rép. du)

B. — Consulats généraux de la République de Corée ^a

Le Caire (République arabe unie);
Hong-kong (Colonie de la Couronne du Commonwealth britannique);
Honolulu (Etats-Unis d'Amérique);
Los Angeles (Etats-Unis d'Amérique);
New Delhi (Inde);

^d L'ambassadeur de la République de Corée a remis ses lettres de créance, celui du Portugal doit le faire prochainement.

^e Le Gouvernement de la République de Corée envisage d'établir, en septembre 1962, un consulat général à Rangoon (Birmanie).

New York (Etats-Unis d'Amérique);
Phnom-penh (Cambodge);
San Francisco (Etats-Unis d'Amérique).

C. — Missions de la République de Corée

Bureau de l'Observateur permanent de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York);
Délégation permanente de la République de Corée auprès des organisations internationales (Genève), et Bureau de l'Observateur permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies (Genève);
Mission de la République de Corée au Japon (Tokyo).

D. — Liste des organisations internationales auxquelles a adhéré la République de Corée: institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies et autres organisations

	Date de l'admission ou de l'adhésion	
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.....	5 novembre	1949
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture....	14 juin	1950
Organisation mondiale de la santé.....	17 août	1949
Banque internationale pour la reconstruction et le développement.....	26 août	1955
Association internationale de développement	18 mai	1961
Fonds monétaire international.....	26 août	1955
Organisation de l'aviation civile internationale	11 décembre	1952
Union postale universelle.....	17 décembre	1949
Union internationale des télécommunications	31 juin	1952
Organisation météorologique mondiale...	16 mars	1956
Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.....	20 avril	1962
Fonds spécial des Nations Unies.....	1er janvier	1959
Agence internationale de l'énergie atomique	8 août	1957
Commission économique des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient.....	20 octobre	1954
Bureau hydrographique international....	1er janvier	1957
Comité consultatif international du coton..	1er mars	1954
Comité international de médecine et de pharmacie militaires	9 février	1954
Commission internationale du riz.....	9 janvier	1949
Conseil indo-pacifique des pêches.....	9 novembre	1948
Conseil international de l'étain.....	9 mai	1958
Conseil international du blé.....	31 décembre	1953
Office international des épizooties.....	18 novembre	1953
Organisation asiatique de productivité....	30 juin	1961
Bureau international d'éducation.....	27 février	1962
Bureau international des poids et mesures	28 juillet	1959
Union internationale des organismes officiels de tourisme.....	8 novembre	1957

E. — Adhésion de la République de Corée à des organisations internationales et à des traités internationaux pendant la période considérée dans le présent rapport

	Date de la signature ou de l'adhésion	
Accord spécial entre la République de Corée et l'UNESCO relatif au Fonds de liquidation de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée..	14 septembre	1961
Accord de commerce entre la République de Corée et le Royaume de Thaïlande..	15 septembre	1961
Accord entre la République de Corée et la République fédérale d'Allemagne relatif à l'exemption des droits de visa...	22 septembre	1961
Accord entre la Commission de l'énergie atomique des Etats-Unis, agissant au		

Organisations et traités

Date de la signature ou de l'adhésion

nom des Etats-Unis d'Amérique, et la République de Corée, relatif à la location de matières nucléaires spéciales...	26 septembre	1961
Convention postale relative à l'Asie et à l'Océanie	19 octobre	1961
Convention internationale des télécommunications	26 octobre	1961
Accord entre la République de Corée et la République fédérale d'Allemagne relatif à l'exemption de visa accordée aux diplomates, etc.	11 décembre	1961
Protocole entre la République de Corée et la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération économique et technique	13 décembre	1961
Deuxième accord international sur l'étain.	21 décembre	1961
Accord entre la République de Corée et le Royaume de Belgique relatif à la protection réciproque des marques de fabrique ou de commerce.....	16 janvier	1962
Accord sur les privilèges et immunités de l'Agence internationale de l'énergie atomique	17 janvier	1962
Convention unique sur les stupéfiants....	3 février	1962
Amendement à la Convention relative à l'aviation civile internationale, et à son protocole	3 février	1962
Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui.....	13 février	1962
Statut du Bureau international d'éducation	27 février	1962
Accord entre la République de Corée et la République fédérale d'Allemagne relatif au statut des experts allemands des charbonnages	22 mars	1962
Convention relative à la création d'une organisation maritime consultative internationale	10 avril	1962
Accord entre la République de Corée et la République fédérale d'Allemagne relatif au statut des géotechniciens allemands..	27 avril	1962
Accord entre la République de Corée et les Etats-Unis d'Amérique relatif à la suppression des droits de visa pour les non-immigrants	25 mai	1962
Accord international sur le blé.....	16 juillet	1962

F. — Principales conférences internationales auxquelles a assisté la République de Corée

Organisation des Nations Unies

Seizième session ordinaire de l'Assemblée générale — observateur permanent de la République de Corée (New York);
Conférence cartographique des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient (Bangkok);
Conseil international du blé (Genève);
Dixième session de la Commission du commerce international des produits de base (Rome);
Colloque des Nations Unies sur la liberté de l'information (New Delhi);
Colloque des Nations Unies sur la condition de la femme au regard du droit de la famille (Tokyo);
Colloque interrégional sur la coopération (Copenhague);
Stage pilote concernant les techniques des levés aériens (Tokyo).

Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient

Groupe de travail de spécialistes de l'arbitrage commercial (Bangkok);
Pourparlers relatifs à l'expansion du commerce intrarégional, quatrième session (Bangkok);

Comité du commerce, cinquième session (Bangkok);
 Comité de l'industrie et des ressources naturelles, quatorzième session (Bangkok);
 Comité des transports intérieurs et des télécommunications, dixième session (Bangkok);
 Dix-huitième session de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (Tokyo);
 Stage d'étude régional sur la mise en valeur des ressources en eaux souterraines, particulièrement dans les deltas (Bangkok);
 Sous-Comité des chemins de fer et Groupe de travail de fonctionnaires de la signalisation et de l'exploitation ferroviaires (Melbourne);
 Cycle d'études sur la planification et l'administration des programmes nationaux de développement communautaire (Bangkok);
 Conférence asiatique du développement communautaire (Bangkok);
 Colloque sur les statistiques industrielles (Bangkok);
 Colloque sur les barrages et les réservoirs (Tokyo);
 Conférence des planificateurs économiques d'Asie (New Delhi);
 Colloque et centre régionaux de formation à l'expansion commerciale (Manille);
 Cycle interrégional d'études sur les méthodes et le matériel utilisés en hydrologie et en hydrométéorologie (Bangkok);
 Conférence des statisticiens d'Asie, quatrième session (Tokyo);
 Cycle d'études sur les ressources énergétiques et le développement de la production d'électricité (Bangkok);
 Sous-Comité de l'énergie électrique, huitième session (Bangkok).

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Réunion des ministres de l'éducation des Etats membres d'Asie (Tokyo);
 Réunion d'experts des pays d'Asie sur la formation des professeurs d'enseignement normal (Manille);
 Vingt-quatrième Conférence internationale de l'instruction publique (Genève);
 Réunion régionale d'animateurs et de spécialistes des mouvements de jeunesse pour l'Asie méridionale et orientale (Manille);
 Réunion régionale des représentants de l'Institut des sciences maritimes, dans l'Asie de l'Est et du Sud-Est (Manille);
 Réunion d'experts sur l'accès des jeunes filles et des femmes à l'éducation dans les régions rurales d'Asie (Bangkok);
 Commission océanographique intergouvernementale, première session (Paris);
 Stage régional d'études sur les statistiques de l'éducation en Asie et en Océanie (Tokyo);
 Stage régional d'études sur le système des écoles associées (Tokyo);
 Réunion régionale de représentants de l'Institut de recherches de l'Asie orientale (Tokyo);
 Stage régional d'études sur les méthodes de formation des journalistes dans l'Asie du Sud-Est (Manille);
 Colloque régional sur la planification de l'enseignement en Asie (New Delhi);
 Réunion d'experts sur le développement des agences d'information en Asie et en Extrême-Orient (Bangkok).

Organisation mondiale de la santé

Quinzième Assemblée mondiale de la santé (Genève);
 Vingt-neuvième session du Conseil exécutif (Genève);
 Trentième session du Conseil exécutif (Genève);
 Cycle d'études sur la variole (Inde et Ceylan);
 Réunion consacrée au paracoléra à vibrion El Tor (Manille);
 Cours interrégional de formation sur les techniques des laboratoires de virologie (Singapour);

Colloque sur la nutrition en Extrême-Orient (Saigon);
 Cours postuniversitaires sur la lèpre (Manille);
 Cours interrégional de formation sur le vaccin antivariolique lyophilisé (Bangkok);
 Troisième Congrès dentaire pour l'Asie et le Pacifique (Tokyo);
 Séminaire sur l'administration des services infirmiers (Tokyo);
 Douzième réunion du Comité régional de l'OMS pour le Pacifique occidental (Wellington);
 Deuxième congrès pédiatrique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (Ankara);
 Cycle d'études sur l'hygiène de l'enfance et l'école (Manille).

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Trente-huitième session du Conseil de la FAO (New York);
 Première session du Groupe de travail régional sur la gestion des exploitations en Asie et en Extrême-Orient (Kyoto);
 Trente-cinquième session du Conseil de la FAO (Rome);
 Comité des produits: Sous-Comité consultatif sur les aspects économiques du riz, sixième session (Rangoon);
 Quatrième colloque sur la vulgarisation agricole en Extrême-Orient (Séoul);
 Troisième réunion sur la production et l'hygiène animales en Extrême-Orient (Bangkok);
 Onzième session de la FAO (Rome).

Fonds monétaire international, Banque internationale pour la reconstruction et le développement et Association internationale de développement

Seizième réunion commune annuelle du FMI, de la BIRD et de l'AID (Vienne).

Organisation météorologique mondiale

Commission de météorologie synoptique, troisième session (Washington).

Union postale universelle

Réunion du Conseil de gestion de la Commission consultative des études postales (Tokyo).

Union internationale des télécommunications

Cycle d'études sur la technologie des hyperfréquences (Tokyo).

Agence internationale de l'énergie atomique

Cinquième session de la Conférence générale de l'AIEA (Vienne);
 Conférence diplomatique spéciale sur la responsabilité des exploitants de navires nucléaires (Bruxelles).

Conseil international du blé

Trente-troisième session (Londres).

Conseil international de l'étain

Deuxième session (Londres);
 Troisième session (Londres);
 Quatrième session (Londres);
 Cinquième session (Londres).

Union internationale des organismes officiels de tourisme

Seizième Conférence internationale et Assemblée générale de l'Union (Munich).

Office international des épizooties

Trentième Conférence générale.

Comité consultatif international du coton

Vingt et unième réunion plénière (Washington).

Union postale océano-asiatique

Réunion de travail (Manille).

Organisation asiatique de productivité

Conférence des centres de productivité (New Delhi);
Deuxième session du Conseil d'administration (Tokyo);
Réunion des directeurs d'organisations nationales de productivité (Népal).

Organisation de l'aviation civile internationale

Quatorzième session (Rome).

Autres organisations non gouvernementales

Vingtième Congrès de l'Association internationale permanente des congrès de navigation (Baltimore);
Dixième Assemblée de la Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante (New Delhi);
Conférence annuelle du Mouvement international des étudiants pour les Nations Unies, treizième session (Lund);
Seizième Congrès de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (Genève);
Vingt-sixième session du Comité exécutif de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge (Prague);
Seizième Congrès mondial des Junior Chambers of Commerce (San Juan [Porto Rico]);
Sixième Conférence de la Communauté bouddhiste mondiale (Phnom-penh);

Conférence électronique d'Asie (Tokyo);
Septième Congrès nucléaire (Washington);
Conférence de la Junior Chamber of Commerce d'Osaka (Osaka);
Année internationale de l'activité solaire minimale (Paris);
Confédération internationale des syndicats libres: Cycle d'études pour l'Extrême-Orient sur le rôle de l'Etat dans les relations professionnelles (Tokyo);
Treizième Congrès international d'ornithologie (New York);
Première Conférence mondiale des parcs nationaux (Seattle);
Assemblée et convention internationales du Rotary International (New York et Los Angeles);
Seizième Congrès de l'Union internationale des éditeurs (Barcelone);
Conférence des coopératives d'Asie (Tokyo);
Centre de formation d'animateurs de la Junior Red Cross (Tokyo);
Conférence internationale d'étudiants (Québec);
Septième Congrès nucléaire (Washington);
Quatrième Assemblée générale et neuvième Conseil de l'Assemblée mondiale de la jeunesse (Aarhus);
Douzième Congrès international des sciences administratives (Vienne).

ANNEXE IV

A. — Loi concernant l'assainissement des activités politiques (Loi No 1032, promulguée le 16 mars 1962)

[D'après la traduction anglaise non officielle publiée dans *Press Translations* du 16 mars 1962.]

Article premier (Objet)

La présente loi a pour objet d'assainir les activités politiques et de réformer les mœurs politiques, comme il est prévu au paragraphe 3 de l'article 22 de la loi relative aux mesures extraordinaires pour le relèvement national.

Article 2 (Définitions)

1) Les "activités politiques" visées par la présente loi appartiennent à l'une des catégories suivantes:

a) Faire acte de candidature à une fonction publique élective;

b) Prononcer au cours d'une campagne électorale des discours pour ou contre l'élection d'un candidat à une fonction publique élective, ou se conduire ou agir d'une manière qui est de nature à influencer les élections;

c) Remplir des fonctions dans une organisation ayant pour but la création ou la formation d'un parti politique ou dans une organisation politico-sociale; s'affilier à une telle organisation ou remplir des fonctions de conseiller ou des fonctions analogues auprès d'une telle organisation;

d) Tenir des réunions politiques ou prendre la parole dans de telles réunions.

e) Soutenir ou entraver les activités politiques d'un parti politique, d'une organisation politico-sociale ou d'un politicien déterminés, en plus des activités visées par les paragraphes précédents.

2) Les "fonctions publiques électives" mentionnées aux alinéas a et b du paragraphe précédent sont les fonctions de président, de membre de l'Assemblée nationale, de directeur d'un organisme local autonome ou de membre d'un conseil local.

3) La définition des "organisations politico-sociales" et des "réunions politiques" mentionnées aux alinéas c à e du paragraphe premier fera l'objet d'un décret du Cabinet.

Article 3 (Requête en vue d'un jugement d'habilitation)

1) Les personnes qui appartiennent à l'une des catégories énumérées ci-dessous pourront, si elles désirent exercer une

activité politique, présenter, personnellement ou par l'intermédiaire de leur représentant, une requête au Comité d'épuration politique, dans les 15 jours qui suivront la publication de l'avis mentionné au paragraphe 2 du présent article, pour lui demander un jugement d'habilitation:

a) Les personnes visées par les dispositions de l'article 4 de la loi limitant les droits civiques des éléments antidémocratiques;

b) Les personnes visées par les dispositions de l'article 5 de la loi limitant les droits civiques des éléments antidémocratiques et qui ont fait l'objet d'un jugement prononcé en application des dispositions de l'article 8 ou du paragraphe 3 des Dispositions supplémentaires de ladite loi;

c) Les personnes qui étaient membres de l'Assemblée nationale pendant la période du 29 juillet 1960 au 15 mai 1961;

d) Les personnes qui ont été nommées aux fonctions de Premier Ministre, de membre du Cabinet, de président de la Commission de vérification des comptes, de président de la Commission d'inspection, d'ambassadeur ou d'envoyé à l'étranger, pendant la période du 20 août 1960 au 15 mai 1961;

e) Les personnes qui ont occupé les postes énumérés ci-dessous pendant la période du 1er juillet 1960 au 15 mai 1961:

i) Parti démocratique et Nouveau parti démocratique — commissaire suprême représentatif; commissaire suprême; président du parti; président ou vice-président du comité central; secrétaire principal de la section centrale; commissaires au plan; président du comité des affaires générales; président du comité d'admission; président du comité de propagande; président du comité de discipline; président du comité politique; membre du comité central; chef de département de la section centrale; président ou vice-président de la section de Séoul ou d'une section provinciale; président ou vice-président de divers organes constitutifs;

ii) Chef de département ou fonctionnaire de rang élevé (tel que membre du comité central) dans l'organisme central, chef ou chef-adjoint de la section de Séoul ou d'une section provinciale des organisations suivantes: Parti socialiste unifié; Parti Sam-Min; Ligue générale pour l'unification par la neutralisation permanente de la Corée; Parti I-Ju (des deux idéologies); Association Chang-San (de l'idée créatrice); Parti social des masses; Parti réformiste; Parti républicain; Parti

de l'indépendance coréenne; Hungsa Dan; Ligue nationale démocratique de la jeunesse; Front national pour l'unification de la patrie; Parti des ouvriers et des paysans; Parti des ouvriers et des paysans pour l'indépendance; Parti démocratique réformiste; Ligue démocratique de la jeunesse pour l'unification; Association pour la construction et le progrès de la nation (Konyang); Association nationale des familles des massacrés; Fédération générale des camarades réformistes; Fédération générale des syndicats d'enseignants coréens; Association des camarades panréformistes; Commission préparatoire pour la fusion du Parti socialiste et du Parti réformiste; Institut de recherche sur l'unification nationale; Fédération pour la réforme des caractéristiques raciales; Comité pour l'accélération de l'unification de la Corée sous un régime de neutralité permanente; Comité national de lutte des étudiants contre les lois iniques; Fédération nationale des étudiants réformistes; Fédération nationale des étudiants; Comité de lutte contre les lois iniques antidémocratiques; Conseil central pour l'autodétermination et l'unification nationales; Conseil de l'unification pacifique; Comité de soutien de l'unification pacifique; Fédération nationale pour l'unification; Association pour l'étude des problèmes intérieurs et extérieurs; Fédération nationale des étudiants pour l'autodétermination et l'unification nationales;

f) Les personnes qui ont occupé les fonctions énumérées ci-dessous pendant la période du 20 août 1960 au 15 mai 1961:

i) Maire de la ville de Séoul; gouverneur de province, membre du Conseil de la ville de Séoul ou d'un conseil provincial; président du tribunal spécial; chef du Parquet spécial; procureur général; directeur de la Police nationale;

ii) Directeur de: la Banque de Corée; la Banque de Corée pour la reconstruction; la Banque agricole; l'Imprimerie nationale; la Korea Ship Building Co., Ltd., la Korea Shipping Co.; la Korea Ship Building Co.; la Chosun (Korea) Machinery Manufactory; la Chungju Fertilizer Plant Operation Co., Ltd.; la Korea Heavy Industry Co.; la Korea Iron Mining Co., Ltd.; la Korea Forwarding Co., Ltd.; La Samsong Mining Co.; la Korea Mutual Loan Co., Ltd.; la Korea Electric Power Co., Ltd.; la Seoul Electric Co., Ltd.; la South Korea Electric Co., Ltd.; l'Administration coréenne du logement; la Fédération nationale des associations d'irrigation; la Fédération nationale des coopératives agricoles; l'Office coréen d'assainissement des terres; la Fédération coréenne des associations de sylviculture; la Société coréenne des courses hippiques et la Fédération coréenne des associations de pêche;

g) Les personnes qui ont été condamnées aux peines suivantes: restitution, retrait, confiscation, réparation, compensation, amende ou mesures prises en application des dispositions des articles 11 à 20 et 23 à 25 de la loi sur l'enrichissement illicite;

h) Les personnes qui, sans appartenir à aucune des catégories susmentionnées, sont considérées comme ayant manifestement contribué à la corruption politique pendant la période du 4 février 1960 au 15 mai 1961, ou celles qui sont considérées comme ayant entravé l'exécution des tâches révolutionnaires, le 16 mai 1961 ou depuis cette date.

2) Le Conseil suprême du relèvement national (ci-après dénommé "le Conseil suprême") rendra publics, dans les 15 jours qui suivront l'entrée en vigueur de la présente loi, les noms des personnes qui appartiennent à l'une des catégories énumérées dans les paragraphes précédents. Le Président du Conseil suprême pourra toutefois, dans les 30 jours qui suivront la promulgation de la présente loi, publier des listes supplémentaires contenant les noms qui auraient pu être omis dans le premier avis.

3) La requête adressée au Comité d'épuration politique, comme il est dit au paragraphe premier, sera accompagnée d'une lettre énonçant les justifications produites et tous autres éléments d'information.

Article 4 (Comité d'épuration politique)

1) Pour statuer sur le cas des personnes visées au paragraphe précédent, un Comité d'épuration politique (ci-après dénommé "le Comité") sera créé au sein du Conseil suprême.

2) Le Comité sera composé d'un président et de six membres, qui seront choisis par le Président du Conseil suprême au sein de ce conseil.

3) Les décisions seront prises par quatre au moins des membres, sauf dans les cas visés au paragraphe 2 de l'article 6.

4) Le Président représentera le Comité et en dirigera les travaux.

5) Le personnel du Comité sera nommé par le Président.

6) Le Comité réglera toutes les questions concernant l'emploi et la rémunération du personnel ou intéressant le fonctionnement du Comité.

Article 5 (Présentation d'éléments d'information, etc.)

1) Le Comité peut, s'il le juge nécessaire pour s'acquitter de ses fonctions, prier les organismes intéressés de lui fournir des éléments d'information ou (d') interroger des témoins ou (d') obtenir le témoignage d'experts. Toutefois, les personnes qui passent en jugement ou les membres de leur famille ne seront pas interrogés.

2) Les témoins ou les experts appelés à témoigner, comme il est dit au paragraphe précédent, prêteront serment, avant d'être interrogés, de la manière prescrite par le Code de procédure criminelle.

Article 6 (Jugements)

1) Le Comité délibérera et statuera, avant le 31 mai 1962, sur les requêtes qui lui auront été présentées conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 3.

2) La décision du Comité prononçant l'habilitation dans les cas indiqués au paragraphe précédent doit être appuyée par cinq au moins de ses membres; si cette majorité n'est pas atteinte, le Comité sera considéré comme ayant refusé l'habilitation.

3) La période fixée au paragraphe 1 ne pourra être modifiée.

Article 7 (Confirmation par le Président, avis public, etc.)

1) Le jugement mentionné à l'article précédent sera confirmé par l'approbation du Président du Conseil suprême.

2) Le Président du Conseil suprême peut, s'il estime incorrect le jugement mentionné au paragraphe précédent, ordonner au Comité de le réviser.

3) Le Conseil suprême fera connaître aux requérants la teneur du jugement confirmé et rendra public immédiatement le nom des personnes qui auront été habilitées.

Article 8 (Interdiction d'exercer une activité politique)

Les personnes dont le nom aura été publié conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 3, et qui n'auront pas présenté de requête en vue d'un jugement d'habilitation, comme il est prescrit au paragraphe premier du même article, ou qui n'auront pas fait l'objet d'un jugement d'habilitation confirmé comme le prévoit ledit article, ne pourront exercer d'activité politique avant le 15 août 1968.

Article 9 (Levée de l'interdiction d'exercer une activité politique)

1) Nonobstant les dispositions de l'article précédent, le Président du Conseil suprême pourra lever l'interdiction d'exercer une activité politique dans le cas des personnes qui sont considérées comme ayant apporté une contribution notable à l'exécution des tâches révolutionnaires.

2) Si le Président du Conseil suprême lève l'interdiction, comme il est prévu au paragraphe précédent, sa décision est immédiatement communiquée aux intéressés et rendue publique.

Article 10 (Interdiction de faire appel)

Ni la décision prise par le Comité ni l'approbation de cette décision par le Président du Conseil suprême, conformément aux dispositions de la présente loi ou d'ordonnances ou de règlements pris en vertu de la présente loi, ne peuvent faire l'objet d'un recours administratif ou d'un appel.

Article 11 (Sanctions pénales)

Les personnes qui exerceront des activités politiques en violation des dispositions de l'article 8 seront condamnées à une peine d'emprisonnement de 5 ans au plus ou à une amende n'excédant pas 5 millions de hwans.

Article 12 (Sanctions pénales)

1) Les personnes qui communiqueront ou présenteront de faux renseignements aux services publics et aux fonctionnaires intéressés, les témoins ou les experts appelés à témoigner mentionnés à l'article 5 (qui agiront de même) en vue de calomnier les personnes qui doivent être jugées en application de la présente loi, seront punis d'un emprisonnement de trois ans au moins.

2) Les personnes qui menaceront ou soumettront à un chantage les personnes qui doivent être jugées en application de la présente loi ou leurs familles seront passibles de la peine prévue au paragraphe précédent.

Dispositions supplémentaires

1) La présente loi entrera en vigueur à la date de sa promulgation.

2) Le Président qui sera en fonctions à la date à laquelle la présente loi sera promulguée ne sera pas soumis à l'application de ladite loi.

3) La loi limitant les droits civiques des éléments anti-démocratiques sera abrogée et la limitation des droits civiques édictée par ladite loi sera levée à la date de la promulgation de la présente loi, le tout sans préjudice des dispositions des alinéas a et b du paragraphe premier de l'article 3 de la présente loi.

4) La présente loi ne porte pas atteinte aux décrets ou ordonnances du Comité militaire révolutionnaire et du Conseil suprême qui interdisent les activités politiques et qui sont en vigueur à la date où elle prend effet.

B. — Texte intégral des critères d'épuration établis par le Comité d'épuration des activités politiques du Conseil suprême du relèvement national

Requérants dont l'habilitation sera prononcée

1. Ceux qui sont reconnus comme ayant rendu des services signalés et méritoires à l'exécution des tâches de la révolution;

2. Ceux qui sont reconnus capables d'aider à l'instauration d'une moralité politique nouvelle et qui ont donné des signes manifestes de repentir;

3. Ceux qui sont reconnus comme ayant rendu des services signalés et méritoires à l'Etat et au peuple;

4. Ceux qui sont reconnus comme ayant participé aux actes incriminés sur l'ordre de leurs supérieurs;

5. Ceux qui sont reconnus comme ayant agi aveuglément ou sans réflexion dans le cadre de l'état de choses existant;

6. Ceux qui sont reconnus comme ayant été forcés ou contraints de prendre part aux actes incriminés;

7. Ceux qui n'ont pas été nommés à des emplois publics de leur plein gré ou qui n'ont pas participé effectivement ou personnellement aux actes incriminés;

8. Ceux qui ont protesté expressément contre les instructions irrégulières de leurs supérieurs avant d'être impliqués dans les actes incriminés;

9. Ceux qui produisent dans leur demande en vue de l'habilitation des justifications que le Comité d'épuration juge admissibles.

Requérants dont l'habilitation sera refusée

1. Ceux qui ont directement organisé ou réalisé la falsification des élections présidentielles et vice-présidentielles du 15 mars 1960, ainsi que ceux qui ont pris part à ces actes;

2. Ceux qui ont fourni, versé ou prêté des fonds en vue de la falsification desdites élections;

3. Ceux qui ont pris une part directe aux troubles survenus à l'Assemblée nationale le 24 décembre 1958^a et ceux qui ont participé activement à la falsification des élections à l'Assemblée nationale tenues depuis les élections générales du 2 mai 1958;

4. Ceux qui ont organisé, ou contribué à aggraver, la lutte entre les factions politiques et les désordres qui en ont résulté,

^a Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quatorzième session, Supplément No 13 (A/4187), chap. III, par. 24.

et ceux qui ont prêté assistance aux principaux coupables à cet égard;

5. Ceux qui ont commis des délits politiques ou causé ou favorisé la confusion politique et sociale en égarant l'opinion publique, et ceux qui ont aidé activement les principaux coupables à cet égard;

6. Ceux qui ont porté préjudice à l'autorité de l'Etat en égarant l'opinion publique internationale;

7. Les membres de l'Assemblée nationale ou du gouvernement qui ont abusé de leurs fonctions ou pouvoirs en recherchant un profit personnel, en se livrant à des actes irréguliers ou en incitant d'autres personnes à commettre de tels actes;

8. Ceux qui ont commis des actes illicites ou irréguliers en violant les droits d'autrui, en négligeant les devoirs de leur fonction ou en s'associant à d'autres personnes pour commettre de tels actes;

9. Ceux qui ont organisé ou réalisé la falsification des élections générales du 29 juillet 1960, ou ceux qui ont collaboré avec les principaux coupables à cet égard;

10. Ceux qui ont fait des déclarations procommunistes ou qui ont participé à des activités de gauche, et ceux qui ont incité d'autres personnes à se livrer à de telles activités ou qui ont coopéré avec les principaux coupables à cet égard;

11. Les fonctionnaires publics qui se sont enrichis illicitement en abusant de leurs fonctions ou prérogatives;

12. Ceux qui ont réalisé une fortune par des moyens illégaux, grâce à leur affiliation politique ou en s'assurant le concours de personnes occupant de hautes fonctions publiques;

13. Ceux qui se sont rendus manifestement coupables d'actes de corruption politiques autres que ceux qui sont mentionnés ci-dessus;

14. Ceux qui sont reconnus comme ayant entravé l'exécution des tâches actuelles de la révolution;

15. Ceux qui ont été condamnés en vertu de la loi concernant le châtiment des personnes impliquées dans la falsification des élections, de la loi spéciale concernant la punition de délits déterminés ou de la loi portant confiscation des fortunes illicites.

[Source. — Traduction anglaise non officielle du Chosun II bo du 26 mai 1962.]

ANNEXE V

A. — Déclaration, sur la politique en matière de presse, publiée par le Conseil suprême du relèvement national, le 28 juin 1962

Le gouvernement entend empêcher l'atrophie de la presse, assurer son progrès et son développement général et éliminer sans tarder ses maux invétérés, en pratiquant une politique de conseils et d'encouragements, sans nouvelle législation sur la presse.

Sa politique de presse restera, en principe, sans changement jusqu'à la remise des pouvoirs aux autorités civiles; les résultats feront, toutefois, l'objet d'un examen critique juste avant la passation des pouvoirs, et des mesures correctives seront prises, le cas échéant, avant la restauration du gouvernement civil, pour assurer la bonne marche de la presse.

PRINCIPES FONDAMENTAUX

1. — *Liberté et responsabilité de la presse*

On favorise les nouvelles tendances de la presse en réaffirmant la liberté et la responsabilité de la presse, conformément aux principes démocratiques et dans le respect strict de la moralité et de la responsabilité professionnelles, tout en mettant fin aux vaines conceptions du passé qui portaient la presse à s'arroger des privilèges et à verser dans la licence.

2. — *Dignité et capacité professionnelles des journalistes*

La dignité et la capacité professionnelles des journalistes seront bientôt assurées, afin qu'ils puissent, conscients de la liberté et de la responsabilité de la presse, remplir leur mission au service de l'intérêt général et se placer à l'avant-garde de l'opinion publique et de l'évolution historique.

3. — *Assainissement des entreprises de presse*

Les diverses tares qui pesaient sur les entreprises de presse seront rapidement éliminées et des mesures seront prises pour encourager le développement des entreprises de presse et préparer ainsi la presse à sa fonction d'institution publique.

4. — *Nouvelle présentation des journaux*

La présentation des quotidiens sera profondément modifiée; ceux-ci devront donner moins de place aux nouvelles et consacrer plus de pages à l'instruction et à l'endoctrinement de la population; pour assurer néanmoins une information complète sous un format élargi, on luttera contre la tendance actuelle des journaux à paraître le matin et le soir, et l'on favorisera les quotidiens et les journaux du dimanche à une seule édition.

5. — *Épuration de la presse*

En principe, aucun journaliste ne sera interrogé sur ses antécédents, et il n'y aura pas de nouvelles lois ni mesures coercitives d'épuration. Toutefois, toute irrégularité ou faute professionnelle commise à l'avenir par un journaliste sera sévèrement punie selon la loi, ce qui assurera l'épuration continue de la presse. En particulier, les journalistes corrompus qui tomberaient dans la récidive seront passibles des peines rigoureuses prévues par la loi.

DIRECTIVES DÉTAILLÉES

1. Les conditions à remplir par les éditeurs de journaux et les entreprises de presse seront définies; ceux qui ne remplissent pas ces conditions seront invités à prendre volontairement des mesures pour se mettre en règle. Les normes seront établies par le Ministère de l'information.

2. Le gouvernement assurera la normalisation des entreprises de presse qui remplissent les conditions fixées en leur accordant son plein appui et notamment des crédits d'équipement.

3. Le gouvernement conseillera aux agences de presse de se grouper volontairement en une ou deux entreprises pour éviter la concurrence inutile et le gaspillage des devises, et encouragera les agences de presse ainsi formées à se rendre plus utiles au public en donnant plus de place aux nouvelles locales, au lieu de diffuser, comme elles le font aujourd'hui, des dépêches internationales.

4. Des barèmes de salaire rationnels et réalistes seront établis, dans un souci de justice sociale, pour les employés des entreprises de presse et notamment les reporters, et les entre-

prises seront invitées à appliquer volontairement ces barèmes. Les normes seront définies par le Ministère de l'information.

5. Le nombre de pages des journaux sera considérablement accru et leur contenu sera amélioré et étendu pour leur permettre d'éclairer et d'éduquer la population.

6. Le gouvernement conseillera aux journaux à deux éditions (matin et soir) de ne publier qu'une seule édition, soit le matin, soit le soir, soit le dimanche. Les normes seront prescrites par le Ministère de l'information.

7. Des mesures seront prises pour abaisser les droits de douane sur la pâte à papier et le papier journal afin de faire face aux besoins accrus en papier journal et d'améliorer la gestion des journaux. La quotité du droit sera fixée par le Cabinet.

8. Pour faciliter le développement des entreprises de presse, on étudiera en détail la possibilité de leur accorder, en cas de besoin, une aide gouvernementale, notamment en matière fiscale.

9. On aidera la presse à maintenir une stricte autodiscipline en élargissant le rôle du Comité de déontologie, qui mettra l'accent sur la moralité et la responsabilité des journaux.

10. Aucun nouveau texte de loi ne sera promulgué; la liberté et la responsabilité de la presse seront protégées et assurées par l'application des lois existantes.

11. La conduite professionnelle des journalistes étant d'une grande importance pour la société, tous les manquements seront sévèrement réprimés afin d'empêcher le retour des abus du passé.

12. En principe, aucun journaliste ne sera interrogé sur ses antécédents; le gouvernement prêterait son concours à l'épuration volontaire de la profession.

13. Le gouvernement appuiera concrètement les travaux de recherche destinés à relever la dignité et la capacité professionnelles des journalistes.

14. Le gouvernement appuiera la création d'un institut de formation destiné à relever la qualité et la dignité de la recherche journalistique.

15. Le gouvernement offrira son soutien le plus actif à divers établissements tels que le Centre de la presse, qui visent à renforcer les liens d'amitié entre journalistes et à les aider dans leurs travaux de recherche.

16. La création et le fonctionnement d'associations ou groupements de journalistes visant à développer les relations amicales entre leurs membres et à protéger leurs droits seront soumis à l'autorisation du gouvernement. Le Ministère de l'information en arrêtera l'époque et les modalités.

17. Les journalistes jouiront pour recueillir les informations de toutes les facilités et de la protection du gouvernement, étant entendu qu'ils devront veiller eux-mêmes à la stricte application des règles de l'éthique professionnelle.

18. L'accès aux sources d'information officielles sera amélioré au fur et à mesure qu'augmenteront la liberté et la responsabilité de la presse, mais il n'y aura plus d'accès illimité aux sources d'information comme sous les régimes précédents.

19. La recherche des informations auprès des services de l'Etat et des organismes publics et les règles qui la gouvernent seront assises sur des bases nouvelles, sans égard aux précédents établis par les régimes antérieurs. Un règlement distinct sera promulgué à ce sujet.

20. Quelles que soient les circonstances locales ou autres, il sera strictement interdit d'employer des reporters non rémunérés ou ne touchant pas de traitement régulier.

[Source. — Bureau de l'information du Conseil suprême du relèvement national.]

B. — Normes d'application de la déclaration sur la politique en matière de presse, publiées le 31 juillet 1962 par le Ministère de l'information

1. — CRÉATION D'ORGANISATIONS DE JOURNALISTES

Des organisations de journalistes seront créées par des groupements professionnels qui formeront une fédération. Ces organisations seront dotées de la personnalité civile.

2. — PUBLICATION D'UNE SEULE ÉDITION PAR JOUR ET ACCROISSEMENT DU NOMBRE DE PAGES

a) Publication d'une seule édition par jour

Tous les quotidiens adopteront le système d'une seule édition, le 13 août 1962 au plus tard.

Il appartiendra aux journaux de décider s'ils veulent paraître le matin ou le soir. Lorsqu'une entreprise de presse publie plus de deux quotidiens, ceux-ci auront tous soit une édition du matin soit une édition du soir. Les quotidiens n'imprimeront pas le dimanche.

b) Accroissement du nombre de pages

Les quotidiens devront remplir les conditions suivantes quant au nombre de pages :

1) Journaux publiés à Séoul : au moins 12 pages de format normal par jour.

2) Journaux publiés dans les villes de plus de 300 000 habitants autres que Séoul : au moins 8 pages de format normal par jour.

3) Journaux publiés ailleurs : au moins 4 pages de format normal par jour.

Tous les journaux pourront continuer à paraître sous leur format actuel pendant une période de 60 jours à compter du présent avis.

3. — JOURNAUX DU DIMANCHE

a) A l'exception des journaux publiés en langue étrangère, les quotidiens ne pourront paraître le dimanche.

b) Les quotidiens qui le désirent pourront se transformer en journaux du dimanche.

c) Les journaux du dimanche devront avoir plusieurs presses rotatives ainsi que tout l'équipement nécessaire à l'impression.

4. — FONCTIONNEMENT DES AGENCES D'INFORMATION

a) Une agence d'information ne pourra conclure de contrat avec une agence d'information étrangère qui est déjà liée par contrat avec une autre agence d'information.

b) Il est conseillé aux agences d'information qui n'ont pas publié de bulletins depuis longtemps de fermer volontairement leurs portes ou de fusionner avec d'autres agences.

c) Les agences d'information qui, à la date du présent avis, sont liées par contrat avec moins de trois agences d'information étrangères émettant et recevant des bulletins par radiotélétype devront soit fermer volontairement soit fusionner avec d'autres agences.

d) Les dispositions du paragraphe c ci-dessus ne s'appliqueront pas aux agences d'information spécialisées dans la transmission de nouvelles commerciales entre les organisations d'une même branche d'activité.

e) Les mesures suivantes sont à l'étude :

1) Les agences d'information commenceront aussitôt que possible à diffuser des nouvelles nationales à l'étranger. Le gouvernement leur apportera une aide concrète pour l'acquisition du matériel et l'emploi des techniques nécessaires à cet effet.

2) Les agences d'information enverront dès que possible des correspondants permanents dans les pays importants.

5. — EQUIPEMENT REQUIS POUR LES QUOTIDIENS

Les quotidiens devront avoir l'équipement minimum décrit ci-dessous ; les journaux qui n'ont pas les installations requises devront s'efforcer de fermer volontairement leurs portes ou de

fusionner avec d'autres journaux dans les 60 jours qui suivront la date du présent avis.

1) Journaux publiés à Séoul :

a) Soit trois rotatives, soit une ou plusieurs rotatives capables d'imprimer au moins 70 000 exemplaires à l'heure d'un journal de quatre pages normales ;

b) Autres matériels nécessaires à l'impression d'un journal.

2) Journaux publiés dans les villes de plus de 300 000 habitants :

a) Soit deux rotatives soit une ou plusieurs rotatives capables d'imprimer au moins 40 000 exemplaires à l'heure d'un journal de quatre pages normales ;

b) Autres matériels nécessaires à l'impression d'un journal.

3) Journaux publiés ailleurs :

a) Une rotative et les autres matériels indispensables ;

b) Nonobstant les prescriptions de l'alinéa a ci-dessus, les quotidiens d'information économique et les quotidiens destinés à la jeunesse devront disposer de l'équipement minimum suivant :

1) Plusieurs rotatives ;

2) Autres matériels nécessaires à l'impression d'un journal ;

c) Les dispositions des paragraphes a et b ci-dessus ne seront pas applicables aux journaux publiés en langue étrangère.

6. — TRAITEMENT DE BASE DES JOURNALISTES

a) Les journalistes ayant plus de trois ans de service dans un quotidien publié à Séoul ou une agence d'information fonctionnant à Séoul auront un traitement de base d'au moins 10 000 won par mois.

b) Les journalistes employés par un quotidien ou une agence d'information dans une ville (autre que Séoul) de plus de 300 000 habitants auront un traitement de base inférieur de 20 p. 100 au montant prévu à l'alinéa a.

c) Les journalistes employés par d'autres journaux ou agences d'information auront un traitement de base inférieur de 30 p. 100 au montant prévu à l'alinéa a.

d) Les traitements de base des journalistes employés par des organes spécialisés pourront être déterminés en fonction des situations particulières.

7. — RECHERCHE DES INFORMATIONS PAR LES BUREAUX LOCAUX

Les bureaux locaux de journaux publiés en Corée ou d'agences d'information fonctionnant en Corée ne pourront recueillir d'informations que par l'organe de leur directeur ou de correspondants envoyés sur place par le siège central.

8. — QUESTIONS RELATIVES AU PAPIER JOURNAL

a) L'importation du papier journal sera strictement contrôlée ; elle sera réservée aux usagers et limitée aux quantités nécessaires pour satisfaire à la demande effective.

b) Le droit d'importation sera réduit, compte tenu des prix pratiqués pour le papier journal.

c) Des mesures concrètes seront prises pour ne pas porter préjudice à la production nationale de papier.

9. — PRÊTS

Pour aider au maximum les entreprises de presse, le gouvernement leur accordera :

a) Des prêts pour l'acquisition de matériel ;

b) Des prêts pour fonds de roulement ;

c) Une prorogation du délai de remboursement des dettes contractées auprès des banques, afin d'éliminer les difficultés de gestion résultant de ces créances.

10. — ASSISTANCE À L'INSTITUT DE JOURNALISME

Une assistance concrète sera accordée à l'Institut de journalisme qui sera créé à l'Université nationale de Séoul.

[Source. — Ministère de l'information de la République de Corée.]

ANNEXE VI

Données économiques

1. — Budget

(En milliards de wons)

Recettes	Exercice financier		Dépenses	Exercice financier	
	1962	1961		1962	1961
1. Impôt sur le revenu	3,67	1,96	1. Dépenses générales ordinaires	27,50	26,02
2. Impôt sur les sociétés	1,20	1,01	a) Traitements	9,67	7,15
3. Impôt sur les successions	0,03	0,03	b) Autres	17,83	18,87
4. Impôt sur le chiffre d'affaires	1,78	1,21	2. Défense nationale	19,63	16,83
a) Sociétés	0,72	0,38	3. Investissements et prêts du Trésor	21,78	18,58
b) Particuliers	1,06	0,83			
TOTAL PARTIEL	6,68	4,21			
5. Autres impôts	12,37	11,70			
TOTAL PARTIEL	19,05	15,91			
6. Droits de douane	3,07	2,71			
TOTAL PARTIEL	22,12	18,62			
7. Recettes extra-fiscales diverses	7,52	3,49			
8. Bénéfices des monopoles	3,20	2,65			
9. Emprunts intérieurs	3,75	4,47			
a) Bons nationaux	0,80	0,70			
b) Bons de la reconstruction industrielle	1,87	3,17			
c) Emprunts à la Banque de Corée	1,08	0,60			
10. Aide extérieure	32,32	31,05			
a) Fonds de contrepartie	30,55	29,75			
b) En nature	1,77	1,30			
11. Report de l'exercice précédent	—	1,15			
TOTAL	68,91	61,43	TOTAL	68,91	61,43

Source. — Banque de Corée, *Monthly Statistical Review*, février 1962, p. 17.

2. — Grandes catégories de recettes et de dépenses

(En milliards de wons)

	Exercice financier 1962	Pourcentage du budget total	Exercice financier 1961	Pourcentage du budget total
Recettes:				
Impôts directs	6,68	9,6	4,21	6,9
Impôts sur les marchandises	12,37	17,9	11,70	19,0
Emprunts intérieurs	3,75	5,4	4,47	7,2
Aide extérieure	32,32	46,9	31,05	50,5
	55,12	79,8	51,43	83,6
Dépenses:				
Générales	27,50	40,0	26,02	42,3
Défense nationale	19,63	28,0	16,83	27,3
Investissements et prêts du Trésor	21,78	32,0	18,58	30,4
	68,91	100,0	61,43	100,0

Source. — Tableau 1.

3. — Premier budget additionnel pour l'exercice financier 1962, approuvé par le CSRN le 30 avril 1962

(En milliards de wons)

Recettes	Dépenses
Contributions	Générales
Bénéfices des monopoles	Service central de renseignements ...
Produit des ventes d'excédents agricoles (report de l'exercice précédent)	Fonds de réserve
TOTAL	TOTAL

Source. — Banque de Corée, *Monthly Statistical Review*, mai 1962, p. 25 à 27.

4. — Deuxième budget additionnel pour l'exercice financier 1962
(En milliards de wons)

Recettes		Dépenses	
Impôts	0,61	Dépenses générales	2,87
Bénéfices des monopoles	0,50	Traitements	— 0,006
Recettes diverses	1,45	Autres dépenses	2,871
Bons nationaux	0,30	Défense nationale	1,03
Bons du relèvement industriel ..	0,36	Prêts d'investissement	0,77
Emprunts	1,37		
TOTAL PARTIEL	4,59		
Fonds de contrepartie	1,80		
Autres recettes	— 1,77		
TOTAL PARTIEL	0,03		
TOTAL GÉNÉRAL	4,61		4,61

NOTE. — Les chiffres étant arrondis, leur somme diffère légèrement des totaux.
Source. — Conseil de la planification économique, *Second Revised Supplementary Budget*, 1962, p. 3.

5. — Recettes et paiements en devises
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Période	Recettes				Total	Paiements				Solde
	Total	Visibles	Invisibles			Visibles		Invisibles		
			Services	Aide reçue		Importations commerciales	Importations au titre de l'aide	Services	Services au titre de l'aide	
1960.....	318 154	32 385	79 410	206 359	308 536	84 898	203 044	17 279	3 315	9 618
1961.....	322 752	42 901	123 327	156 524	272 656	100 591	154 452	15 541	2 072	50 096
Janv.	24 782	3 993	6 709	14 080	24 579	9 574	13 923	925	157	203
Févr.	17 295	2 835	5 324	9 136	20 099	9 816	9 118	1 147	18	—2 804
Mars	42 606	2 611	25 526	14 469	29 070	13 265	14 061	1 336	408	13 536
Avril	28 769	3 051	7 206	18 512	25 726	5 622	18 177	1 592	335	3 043
1962:										
Janv.	29 501	2 993	10 112	16 396	28 263	10 238	16 386	1 629	10	1 238
Févr.	26 690	3 324	8 603	14 763	24 640	8 387	14 656	1 490	107	2 050
Mars	39 598	3 290	10 281	26 027	38 655	11 187	25 981	1 441	46	—943
Avril	25 332	3 479	9 350	12 503	31 813	17 527	12 286	1 783	217	—6 481

Source. — Banque de Corée, *Monthly Statistical Review*, août 1961, tableau 42; février 1962, tableau 41; juin 1962, tableau 55.

6. — Dépenses imputées au produit national brut
(En milliards de wons; en millions de dollars des Etats-Unis pour les chiffres entre parenthèses)

	Année de base 1960 (A)	Année initiale 1962	1963	1964	1965	Année finale 1966 (B)	B/A (%)
Produit national brut (PNB) ^a	232,27 (1 787)	245,27 (1 887)	260,97 (2 008)	280,02 (2 154)	301,86 (2 322)	326,91 (2 515)	140,7
Investissement	31,39	49,31	59,98	67,37	70,43	74,36	236,9
Public	10,30	15,21	22,71	25,71	23,24	24,91	241,8
Privé	21,09	34,10	37,27	41,66	47,19	49,45	234,5
Consommation	236,57	236,23	241,95	251,14	265,63	284,61	120,3
Publique	37,06	46,58	46,76	47,24	47,83	48,85	131,8
Privée	199,51	189,65	195,19	203,90	217,80	235,76	118,2
Taux de croissance du PNB (%).....	2,3	5,7	6,4	7,3	7,8	8,3	140,7

Le taux annuel moyen de croissance est d'environ 7,1 p. 100.

Source. — *Summary of the First Five-Year Economic Plan, 1962-1966*, p. 31.

^a Aux prix constants du marché de 1961.

7. — Formation de capital
(En pourcentage)

	Année de base 1960	Année initiale 1962	1963	1964	1965	Année finale 1966
Selon l'acheteur :						
Etat	32,8	30,6	37,9	38,2	33,0	34,0
Particuliers	67,2	69,4	62,1	61,8	67,0	66,0
Selon l'origine des fonds :						
Publics	47,3	58,3	58,3	56,7	52,5	53,4
Privés	52,7	41,7	41,7	43,3	47,5	46,6
Selon la monnaie :						
Devises	31,5	24,6	34,7	33,0	23,0	25,1
Monnaie nationale	68,5	75,4	65,3	67,0	77,0	74,9

Source. — Summary of the First Five-Year Economic Plan, 1962-1966, p. 34.

8. — Plan d'investissement
(En milliards de wons)

	1962	1963	1964	1965	1966
Selon le bénéficiaire ^a :					
Etat	28,75	34,97	38,20	36,98	39,71
Particuliers	20,56	25,01	29,17	33,45	34,66
TOTAL	49,31	59,98	67,37	70,43	74,36
Selon la monnaie ^a :					
Devises	12,13	20,81	22,23	16,20	18,66
Monnaie nationale.....	37,18	39,17	45,14	54,23	55,70
TOTAL	49,31	59,98	67,37	70,43	74,36
Devises disponibles (estimation) ^b :					
Etat	4,24	9,83	9,98	5,12	8,16
Particuliers	7,89	11,02	12,31	10,58	9,74
TOTAL	12,13	20,85	22,29	15,75	17,90

^a Chiffre obtenu sur l'application des pourcentages du tableau précédent à l'investissement total.

^b Chiffre dérivé du tableau 9, p. 71, du *Summary of the First Five-Year Economic Plan, 1962-1966*.

9. — Répartition de la consommation et de l'investissement prévue par le plan quinquennal
(En milliards de wons)

Année	PNB (prix de 1961)	Revenu national (prix de 1961)	Investis- sement	En pourcentage du PNB	En pourcentage du revenu national	Consom- mation	Pourcentage du PNB	En pourcentage du revenu national	Consommation et investis- sement	En pourcentage du PNB	En pourcentage du revenu national
1962.....	245,27	210,77	49,31	20,1	23,3	236,23	96,3	112,0	285,54	116,4	135,4
1963.....	260,97	221,52	59,98	22,9	27,0	241,95	92,7	109,2	301,93	115,6	136,2
1964.....	280,02	235,70	67,37	24,0	28,6	251,14	89,6	106,5	318,51	113,7	135,1
1965.....	301,86	252,20	70,43	23,3	27,9	265,63	87,9	105,3	336,06	111,3	133,2
1966.....	326,91	272,03	74,36	22,7	27,3	284,61	87,0	104,6	358,97	109,8	131,9

Source. — Tableau 6.

10. — Epargne extérieure et épargne intérieure prévues par le plan quinquennal
(En milliards de wons)

Année	Investissement total = épargne totale	Epargne extérieure totale	En pourcentage du PNB	En pourcentage du revenu national	Epargne intérieure totale	En pourcentage du PNB	En pourcentage du revenu national
1962.....	49,31	40,27	16,4	19,1	9,04	3,6	4,2
1963.....	59,98	40,96	15,6	18,4	19,02	7,2	8,5
1964.....	67,37	38,49	13,7	16,3	28,88	10,3	12,3
1965.....	70,43	34,20	11,0	13,5	36,23	12,0	14,1
1966.....	74,36	32,06	9,8	11,7	42,30	12,0	15,0

Sources. — Tableaux 6 et 9.

11. — Plan de financement des dépenses publiques en capital
(aux prix de 1961)

(En milliards de wons)

	1962	1963	1964	1965	1966
Dépenses courantes	51,12	51,07	51,93	52,91	54,50
Recettes courantes	40,44	46,32	52,87	59,67	66,01
Impôts indirects	24,70	28,50	32,38	36,68	40,86
Impôts directs	7,17	8,38	9,76	11,07	12,28
Revenus du domaine	4,51	5,07	6,13	7,00	7,70
Transferts courants	4,06	4,37	4,60	4,92	5,17
Excédent ou déficit des comptes courants....	— 10,68	— 4,75	0,94	6,76	11,51
Dépenses en capital	28,74	34,95	38,19	37,01	39,73
Formation de capital	15,20	22,70	25,71	23,24	24,91
Transferts de capital	1,76	3,27	2,89	3,36	3,70
Prêts	11,78	8,98	9,59	10,41	11,12
Recettes en capital	28,74	34,95	38,19	37,01	39,73
Aide extérieure (nette)	29,10	26,38	23,96	22,61	20,00
Emprunts (nets)	5,52	7,04	7,50	4,01	6,29
Intérieurs	3,20	1,94	1,31	0,86	—
Extérieurs	2,32	5,10	6,19	3,15	6,29
Divers	4,80	6,28	5,79	3,63	1,93

Source. — Summary of the First-Five Year Economic Plan, 1962-1966, p. 59.

12. — Financement de l'investissement

(En milliards de wons)

	1962	1963	1964	1965	1966
Investissement public prévu	28,74	34,95	38,19	37,01	39,73
Aide extérieure	29,10	26,38	23,96	22,61	20,00
Emprunts extérieurs	2,32	5,10	6,19	3,15	6,29
TOTAL PARTIEL	31,42	31,48	30,15	25,76	26,29
Autres ressources	4,80	6,28	5,79	3,63	1,93
Emprunts intérieurs	3,20	1,94	1,31	0,86	—
TOTAL	39,42	39,70	37,25	30,25	28,22
Déficit ou excédent des comptes courants....	— 10,68	— 4,75	0,94	6,74	11,51

Source. — Tableau 11.

13. — Disponibilités totales en devises

(En millions de dollars des Etats-Unis)

Année	Total	Réserves nationales	Ressources extérieures	I.C.A.	Dons pour le dévelop- pement	Prêts extérieurs
1962	93,3	26,1	67,2	17,2	—	50,0
1963	160,4	64,3	96,1	5,5	1,9	88,7
1964	171,5	56,3	115,2	—	3,0	112,2
1965	120,8	40,5	80,3	—	2,2	78,1
1966	137,7	38,9	98,8	—	1,8	97,0
	683,7	226,1	457,6	22,7	8,9	426,0

Source. — Summary of the First Five-Year Economic Plan, 1962-1966, tableau 9, p. 71.

14. — Disponibilités en devises
(En milliards de wons)

	1962			1963			1964			1965			1966		
	Publiques	Privées	Total	Publiques	Privées	Total	Publiques	Privées	Total	Publiques	Privées	Total	Publiques	Privées	Total
Total	4,24	7,89	12,13	9,83	11,02	20,85	9,98	12,31	22,29	5,12	10,58	15,70	8,16	9,74	17,90
Ressources nationales en devises	1,70	1,69	3,39	4,49	3,89	8,36	3,19	4,13	7,32	1,00	4,26	5,27	0,88	4,17	5,06
I.C.A.	0,21	2,03	2,24	—	0,72	0,72	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dons pour le développement (aide extérieure)	—	—	—	0,25	—	0,25	0,39	—	0,39	0,29	—	0,29	0,23	—	0,23
Prêts extérieurs	2,33	4,17	6,50	5,11	6,42	11,53	6,41	8,18	14,59	3,84	6,32	10,15	7,05	5,56	12,61

Source. — Summary of the First Five-Year Economic Plan, 1962-1966, tableau 9, p. 71.

15. — Produit national brut par branche d'activité
(En milliards de wons)

	Aux prix constants du marché						Aux prix constants du marché de 1955					
	1960			1961 ^a			1960			1961 ^a		
	Valeur ajoutée	En pourcentage		Valeur ajoutée	En pourcentage		Valeur ajoutée	En pourcentage		Valeur ajoutée	En pourcentage	
Agriculture, forêts et pêche	70,96	33,7		91,51	38,2		45,23	38,0		49,21	40,3	
Industries extractives	3,49	1,6		4,90	2,1		2,20	1,9		2,57	2,1	
Industries manufacturières	26,71	12,7		30,51	12,7		17,07	14,4		16,57	13,5	
Bâtiment et travaux publics	8,16	3,9		10,63	4,4		4,97	4,2		6,15	5,0	
Electricité, eaux et services sanitaires	1,70	0,8		2,74	1,1		0,95	0,8		1,00	0,8	
Transports, entreposage et communications	11,20	5,4		12,57	5,3		4,94	4,1		4,94	4,0	
Commerce de gros et de détail	34,60	16,4		31,41	13,1		18,28	15,1		16,96	13,9	
Opérations bancaires, assurances et transactions immobilières	3,45	1,6		3,80	1,6		1,75	1,5		2,03	1,7	
Propriété (habitations)	14,67	7,0		14,08	5,9		7,26	6,1		7,43	6,1	
Administration publique et défense nationale	15,64	7,4		17,96	7,5		5,06	4,3		4,84	4,0	
Services	18,33	8,7		17,46	7,2		9,84	8,2		9,17	1,5	
Reste du monde	1,71	0,8		2,04	0,9		1,34	1,1		1,35	1,1	
Produit national brut (PNB)	210,71	100,0		239,61	100,0		118,89	100,0		122,22	100,0	
Taux d'accroissement annuel du PNB	13,6			13,7			2,1			2,8		

NOTE. — Les chiffres de 1960 ont été modifiés et diffèrent donc de ceux qui figurent dans le rapport précédent.

Source. — Banque de Corée, *Economic Statistics Yearbook*, 1962, p. 12 et 13.

^a Estimation provisoire.

16. — Indice de la production industrielle
(base 1958 = 100)

	<i>Production totale</i>	<i>Industries extractives</i>	<i>Industries manufacturières</i>	<i>Energie électrique</i>
Coefficients de pondération.....	100,0	12,8	80,0	7,1
Nombre des séries chronologiques comprises	149	5	143	1
Période:				
1957.....	90,7	95,4	90,3	87,5
1958.....	100,0	100,0	100,0	100,0
1959.....	114,7	139,0	111,2	111,5
1960.....	125,0	182,7	116,9	112,3
1961.....	125,3	209,4	112,6	117,1
Janvier	124,5	201,4	113,0	115,1
Février	115,0	202,9	102,1	102,2
Mars	124,5	210,1	118,8	113,7
Avril	127,6	205,8	116,3	114,3
1962:				
Janvier	127,6	242,9	108,7	132,3
Février	121,6	221,9	106,3	113,0
Mars	138,0 ^a	248,9	121,3 ^a	129,4
Avril	137,2 ^a	237,4	122,5 ^a	122,4

Source. — Banque de Corée, *Monthly Statistical Review*, juin 1962, p. 92.

^a Chiffre provisoire.

17. — Indice de la production industrielle
(base 1960 = 100)

	<i>Production totale</i>	<i>Industries extractives</i>	<i>Industries manufacturières</i>	<i>Energie électrique</i>
Coefficients de pondération.....	100,0	15,2	80,5	4,3
Nombre des séries chronologiques comprises	167,0	11,0	155,0	1,0
Période:				
1957.....	72,6	52,2	77,2	77,9
1958.....	80,0	54,7	85,5	89,0
1959.....	91,8	76,1	95,1	99,3
1960.....	100,0	100,0	100,0	100,0
1961.....	105,7	113,4	104,3	104,3
Janvier	106,1	115,5	104,5	102,6
Février	96,5	108,4	94,5	91,0
Mars	103,6	110,3	102,5	101,3
Avril	107,7	99,6	109,6	101,8
Mai	105,9	105,5	105,9	107,3
1962:				
Janvier	110,1	129,4	106,1	117,8
Février	103,2	118,4	100,5	100,7
Mars	115,8	137,7	111,7	115,2
Avril	117,5 ^a	128,5	115,9 ^a	109,0
Mai	129,2 ^a	126,2	130,5 ^a	115,4

Source. — Banque de Corée, *Monthly Statistical Review*, juillet 1962, p. 92.

^a Chiffre provisoire.

18. — Production agricole
(En milliers de tonnes)

<i>Année</i>	<i>Ris décor-tiqué</i>	<i>Céréales^b et légumineuses (décor-tiquées)</i>	<i>Pommes de terre</i>	<i>Coton^c et graines oléagineuses</i>	<i>Fruits^d</i>	<i>Légumes^e</i>
1960.....	2 311,5 ^a	1 094,9	516,2	21,7	158,7	773,7
1961.....	2 739,6	1 224,8	1 097,6	31,3	141,1	886,9

Source. — Banque de Corée, *Economic Statistics Yearbook*, 1962, p. 146 à 149.

^a Chiffres modifiés.

^b Orge, orge à gruau, blé, seigle, panic d'Italie, sorgho, millet gluant, soja, haricots rouges et haricots verts.

^c Graines de coton, sésame et ricin.

^d Pommes, poires, plaquamines, raisins, pêches et oranges.

^e Radis, choux, choux chinois et oignons verts.

19. — Indices des prix de gros
(base 1955 = 100)

	Tous les produits	Céréales	Céréales non comprises
1958.....	143,3	150,0	141,1
1959.....	146,7	131,4	151,6
1960.....	162,5	157,4	164,2
1961.....	192,3	195,3	191,2
Janvier.....	179,2	186,7	176,7
Février.....	190,8	199,3	188,0
Mars.....	190,6	196,5	188,6
Avril.....	193,3	205,1	189,4
Mai.....	198,3	218,1	191,7
Juin.....	192,9	203,1	189,5
Juillet.....	191,8	201,8	188,5
1962:			
Janvier.....	204,0	170,5	215,1
Février.....	209,8	186,1	217,7
Mars.....	211,3	189,8	218,5
Avril.....	213,8	200,8	218,2
Mai.....	218,0	213,7	219,5
Juin.....	220,1	218,1	220,7
Juillet.....	220,2	219,1	220,5

Source. — Banque de Corée, *Monthly Statistical Review*, juillet 1962, p. 46 et 47.

20. — Disponibilités monétaires
(En milliards de wons)

	Monnaie en circulation	Dépôts à vue	Disponibilités monétaires
Période expirant à la fin de:			
1960.....	13,9	8,0	21,9
1961.....	16,6	14,6	31,2
Janvier.....	12,8	8,9	21,8
Février.....	13,2	9,1	22,3
Mars.....	11,5	10,0	21,5
Avril.....	11,9	10,1	22,0
Mai.....	13,0	10,3	23,3
Juin.....	13,2	11,4	24,6
Juillet.....	13,7	12,5	26,2
1962:			
Janvier.....	16,2	16,0	32,2
Février.....	16,4	15,5	31,9
Mars.....	16,1	16,6	32,7
Avril.....	16,3	17,4	33,7
Mai.....	15,4	20,2	35,6
9 juin ^a	15,5	21,6	37,1
30 juin.....	16,3	14,9	31,2
Juillet.....	16,6	19,8	36,4

Source. — Banque de Corée, *Monthly Statistical Review*, mai 1962, p. 3; juillet 1962, p. 8.

^a Veille de la réforme monétaire.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD: VAN SCHAICK'S BOOK STORE (PTY.), LTD.
Church Street, Box 724, Pretoria.

CAMEROUN: LIBRAIRIE DU PEUPLE AFRICAINE
La Gérante, B. P. 1197, Yaoundé.

ÉTHIOPIE: INTERNATIONAL PRESS AGENCY
P. O. Box 120, Addis-Abeba.

GHANA: UNIVERSITY BOOKSHOP
University College of Ghana, Legon, Accra.

MAROC: CENTRE DE DIFFUSION DOCUMENTAIRE
D.U. B.E.P.I., 8, rue Michaux-Bellaire, Rabat.

RÉPUBLIQUE ARABE UNIE: LIBRAIRIE
"LA RENAISSANCE D'ÉGYPTÉ"
9 Sh. Adly Pasha, Le Caire.

AMÉRIQUE DU NORD

CANADA: THE QUEEN'S PRINTER
Ottawa, Ontario.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE: SALES SECTION,
UNITED NATIONS, New York.

AMÉRIQUE LATINE

ARGENTINE: EDITORIAL SUDAMERICANA, S. A.
Aisina 500, Buenos Aires.

BOLIVIE: LIBRERIA SELECCIONES
Casilla 972, La Paz.

BRÉSIL: LIVRARIA AGIR
Rua México 98-B, Caixa Postal 3291,
Rio de Janeiro.

CHILI:
EDITORIAL DEL PACIFICO
Ahumada 57, Santiago.

LIBRERIA IVENS
Casilla 205, Santiago.

COLOMBIE: LIBRERIA BUCHHOLZ
Av. Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá.

COSTA RICA: IMPRENTA Y LIBRERIA TREJOS
Apartado 1313, San José.

CUBA: LA CASA BELGA
O'Reilly 455, La Habana.

ÉQUATEUR: LIBRERIA CIENTIFICA
Casilla 362, Guayaquil.

GUATEMALA: SOCIEDAD ECONOMICA-
FINANCIERA
6a Av. 14-33, Ciudad de Guatemala.

HAÏTI: LIBRAIRIE "À LA CARAVELLE"
Port-au-Prince.

HONDURAS: LIBRERIA PANAMERICANA
Tegucigalpa.

MEXIQUE: EDITORIAL HERMES, S. A.
Ignacio Mariscal 41, México, D. F.

PANAMA: JOSE MENENDEZ
Agencia Internacional de Publicaciones,
Apartado 2052, Av. 8A, Sur 21-58, Panamá.

PARAGUAY: AGENCIA DE LIBRERIAS
DE SALVADOR NIZZA
Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.

PÉROU: LIBRERIA INTERNACIONAL
DEL PERU, S. A., Casilla 1417, Lima.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE: LIBRERIA
DOMINICANA
Mercedes 49, Santo Domingo.

SALVADOR: MANUEL NAVAS Y CIA.
1a. Avenida Sur 37, San Salvador.

URUGUAY: REPRESENTACION DE EDITORIALES,
PROF. H. D'ELIA
Plaza Cagancha 1342, 1^{er} piso, Montevideo.

VENEZUELA: LIBRERIA DEL ESTE
Av. Miranda, No. 52, Edf. Galipán, Caracas.

ASIE

BIRMANIE: CURATOR, GOVT. BOOK DEPOT
Rangoon.

CAMBODGE: ENTREPRISE KHMÈRE DE LIBRAIRIE
Imprimerie & Papeterie, S. à R. L., Phnom-Penh.

CEYLAN: LAKE HOUSE BOOKSHOP
Assoc. Newspapers of Ceylon, P. O. Box 244,
Colombo.

CHINE:
THE WORLD BOOK COMPANY, LTD.
99 Chung King Road, 1st Section, Taipei,
Taiwan.

THE COMMERCIAL PRESS, LTD.
211 Honan Road, Shanghai.

CORÉE (RÉPUBLIQUE DE): EUL-YOO PUBLISHING
CO., LTD.
5, 2-KA, Chongno, Seoul.

HONG-KONG: THE SWINDON BOOK COMPANY
25 Nathan Road, Kowloon.

INDE:
ORIENT LONGMANS
Bombay, Calcutta, Hyderabad, Madras
et New Delhi.

OXFORD BOOK & STATIONERY COMPANY
Calcutta et New Delhi.

P. VARADACHARY & COMPANY
Madras.

INDONÉSIE: PEMBANGUNAN, LTD.
Gunung Sahari 84, Djakarta.

JAPON: MARUZEN COMPANY, LTD.
6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

PAKISTAN:
THE PAKISTAN CO-OPERATIVE BOOK SOCIETY
Dacca, East Pakistan.

PUBLISHERS UNITED, LTD.
Lahore.

THOMAS & THOMAS
Karachi.

PHILIPPINES: ALEMAR'S BOOK STORE
769 Rizal Avenue, Manila.

SINGAPOUR: THE CITY BOOK STORE, LTD.
Collyer Quay.

THAÏLANDE: PRAMUAN MIT, LTD.
55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

VIÊT-NAM (RÉPUBLIQUE DU): LIBRAIRIE-
PAPETERIE XUÂN THU
185, rue Tu-do, B. P. 283, Saïgon.

EUROPE

ALLEMAGNE (RÉP. FÉDÉRALE D'):
R. EISENSCHMIDT
Schwanthaler Str. 59, Frankfurt/Main.

ELWERT UND MEURER
Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.

ALEXANDER HORN
Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

W. E. SAARBACH
Gertrudenstrasse 30, Köln (1).

AUTRICHE:
GEROLD & COMPANY
Graben 31, Wien, 1.

B. WÜLLERSTORFF
Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

BELGIQUE: AGENCE ET MESSAGERIES
DE LA PRESSE, S. A.
14-22, rue du Persil, Bruxelles.

DANEMARK: EJNAR MUNKSGAARD, LTD.
Nørregade 6, København, K.

ESPAGNE:
LIBRERIA BOSCH
11. Ronda Universidad, Barcelona.

LIBRERIA MUNDI-PRENSA
Castelló 37, Madrid.

FINLANDE: AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA
2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE: ÉDITIONS A. PÉDONE
13, rue Soufflot, Paris (V^e).

GRÈCE: LIBRAIRIE KAUFFMANN
28, rue du Stade, Athènes.

IRLANDE: STATIONERY OFFICE
Dublin.

ISLANDE: BÓKAVERZLUN SIGFÚSAR
EYMONDSSONAR H. F.
Austurstraeti 18, Reykjavík.

ITALIE: LIBRERIA COMMISSIONARIA
SANSONI
Via Gino Capponi 26, Firenze,
et via D.A. Azuni 15/A, Roma.

LUXEMBOURG: LIBRAIRIE J. TRAUSCH-
SCHUMMER
Place du Théâtre, Luxembourg.

NORVÈGE: JOHAN GRUNDT TANUM
Karl Johansgate, 41, Oslo.

PAYS-BAS: N.V. MARTINUS NIJHOFF
Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

PORTUGAL: LIVRARIA RODRIGUES & CIA.
186 rua Aurea, Lisboa.

ROYAUME-UNI: H. M. STATIONERY OFFICE
P. O. Box 569, London, S.E.1
(et agences HMSO à Belfast, Birmingham,
Bristol, Cardiff, Edinburgh, Manchester).

SUÈDE: C. E. FRITZE'S KUNGL. HOVBOK-
HANDEL A-B
Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE:
LIBRAIRIE PAYOT, S. A.
Lausanne, Genève.

HANS RAUNHARDT
Kirchgasse 17, Zürich 1.

TCHÉCOSLOVAQUIE: ČESKOSLOVENSKÝ
SPISOVATEL
Národní Třída 9, Praha 1.

TURQUIE: LIBRAIRIE HACHETTE
469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

**UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIÉTIQUES:**
MEJDOUNARODNAJA KNIGA
Smolenskaia Plochtchad, Moskva.

YOUgoslavie:
CANKARJEVA ZALOŽBA
Ljubljana, Slovenie.

DRŽAVNO PREDUZEĆE
Jugoslovenska Knjižica, Terazije 27/11,
Beograd.

PROSVJETA
5, Trg Bratstva i Jedinstva, Zagreb.

PROSVETA PUBLISHING HOUSE
Import-Export Division, P. O. Box 559,
Terazije 16/1, Beograd.

MOYEN-ORIENT

IRAK: MACKENZIE'S BOOKSHOP
Baghdad.

ISRAËL: BLUMSTEIN'S BOOKSTORES
35 Allenby Rd. et 48 Nachlat Benjamin St.,
Tel Aviv.

JORDANIE: JOSEPH I. BAHOU & CO.
Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.

LIBAN: KHAYAT'S COLLEGE BOOK
COOPERATIVE
92-94, rue Bliss, Beyrouth.

Océanie

AUSTRALIE: MELBOURNE UNIVERSITY
PRESS, 369 Lonsdale Street, Melbourne, C.1.

NOUVELLE-ZÉLANDE: UNITED NATIONS
ASSOCIATION OF NEW ZEALAND
C. P. O. 1011, Wellington.